

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉTAT ET LE CRÉDIT
AU
PETIT ET MOYEN COMMERCE
ET
A LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 30 mars 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Paul MARTINEAU

Président : M. SOUCHON, professeur
Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
TRUCHY, professeur.



LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
22, rue Soufflot, PARIS-5.
Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉTAT ET LE CRÉDIT

AU

PETIT ET MOYEN COMMERCE

ET

A LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 30 mars 1914, à 1 h. 1/2

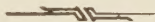


PAR

Paul MARTINEAU

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
 TRUCHY, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

—
1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ERRATUM

Page 89, 11^e ligne, au lieu de : *pour employer le terme technique*, lire : *pour employer un terme usité*.

L'ÉTAT ET LE CRÉDIT

AU

PETIT ET MOYEN COMMERCE

ET

A LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE

INTRODUCTION

Qu'une entreprise commerciale ou industrielle soit grande, moyenne ou petite, elle a besoin de crédit.

Or, tandis que des institutions bancaires appropriées se sont développées parallèlement à la grande industrie et au grand commerce, la petite et la moyenne industries, le petit et le moyen commerces ont été beaucoup moins favorisés. On conçoit dès lors qu'ils se soient montrés avides d'une organisation du crédit adaptée à leurs exigences particulières. Les problèmes soulevés par cette organisation ont depuis longtemps sollicité l'attention des économistes, mais ils n'ont jamais été plus qu'aujourd'hui à l'ordre du jour. Cette observation suffit à justifier l'étude que nous allons leur consacrer.

Il est remarquable de constater que, depuis un demi siècle surtout, les grosses entreprises trouvent assez facilement les capitaux dont elles ont besoin pour se constituer ou se développer. Afin de se les procurer, elles font appel non seulement aux banques qui leur prêtent un concours empressé et fructueux, mais également et pour une part sans cesse grandissante au public en l'invitant à souscrire des actions ou des obligations.

Plus même l'entreprise est importante et absorbe de grands capitaux, plus elle a de chances, l'expérience le démontre, d'obtenir des conditions avantageuses d'emprunt. C'est le cas des compagnies de chemins de fer et de navigation, des grandes sociétés métallurgiques, des entreprises de distribution d'eau, de gaz, d'électricité, des grands magasins et de nombreuses autres affaires industrielles ou commerciales. La faveur du public va, de plus en plus, aux titres qui ont un marché large, parce que ceux-là seuls sont utilement réalisables. De ce fait, les grandes entreprises ont un placement aisé de leurs titres. Il n'en va pas de même pour les affaires plus modestes (1).

1. « En 1912, la France a placé 3 milliards 1/2 en valeurs étrangères, puis 2 milliards 1/2 en valeurs françaises, pendant que l'Allemagne plaçait 3 milliards en valeurs allemandes. On part de là pour déclarer que l'industrie française manque de capitaux. Si l'on admet géné-

En effet, l'orientation et l'organisation actuelle des grandes banques ne permettent pas d'apporter aux petits commerçants et aux petits industriels l'aide qu'ils sollicitent pour étendre le champ de leurs opérations et se constituer un fonds de roulement. Ces banques n'ont d'ordinaire à leur disposition que leur capital et les dépôts qui leur sont confiés. Leur capital est mis partiellement en réserve. Quant aux dépôts, remboursables généralement à vue ou à un bref délai de préavis, ils ne peuvent prudemment être employés que pour des avances à court terme. Le petit et le moyen commerce, la petite et la moyenne industrie, ne vont donc pas trouver auprès des banques de crédit à long terme ; ils n'y trouveront guère non plus de crédit à court terme, parce qu'ils n'offriront pas une surface et des garanties suffisantes.

Cependant, si pendant très longtemps, l'organisation du crédit a été entièrement conçue en faveur des grandes entreprises et dirigée vers elles, si par le fait même de la concentration des forces économiques, l'industrie et le commerce se sont puissamment centralisés, depuis quelques années l'or-

ralement que les grandes entreprises trouvent facilement les fonds dont elles ont besoin, les avis sont beaucoup plus partagés en ce qui concerne le petit commerce. » Aupetit, *Revue économique internationale*, *Vie financière*, juin 1913.

ganisation du crédit populaire s'est efforcée de contrebalancer les effets funestes de cette concentration à outrance, en facilitant aux travailleurs de toutes catégories (ouvriers, petits commerçants et industriels) l'accession au capital, et en leur permettant de relever leur condition sociale et de développer leurs aptitudes économiques (1).

Les classes populaires et moyennes ont compris, plus ou moins encore, que le crédit est le pivot de toutes les améliorations auxquelles elles aspirent, et ce crédit, semble-t-il, ne peut prendre sa source que dans l'application des principes de la coopération. Celle-ci permet au capital et au travail de se rapprocher par l'association. M. G. Michel a donné une excellente définition de la coopération où il en précise la portée. C'est, dit-il, « une entente entre des personnes qui réunissent leurs forces pour lutter avec succès contre des obstacles qui s'opposent aux individus, et pour être capables d'offrir ou d'obtenir des avantages supérieurs à ceux qu'elles pour-

1. « Jusqu'ici le crédit n'a guère répondu qu'aux besoins des grandes entreprises. C'est ainsi que nous avons vu graduellement le commerce et l'industrie se centraliser par le fait même de la concentration des forces économiques. Par l'organisation du crédit populaire, bien des initiatives, paralysées faute de quelques petits capitaux, pourront être encouragées. » Ch. Rayneri. *Manuel des banques populaires*, 1896, p. 14.

raient offrir ou obtenir, si elles restaient isolées » (1). Cette vérité a été presque universellement sentie.

Sans doute, l'évolution économique ne s'est pas faite dans tous les pays avec la même rapidité, mais elle a obéi à une tendance commune, de telle sorte que les phénomènes relatifs au crédit présentent chez tous les peuples des similitudes plus ou moins frappantes.

Partout l'on a constaté que, tandis que les compagnies par actions et les grandes entreprises privées peuvent rencontrer beaucoup de bonne volonté dans les banques et auprès du public, les industriels et les commerçants de moindre envergure ont plus de peine à se procurer les capitaux dont ils ont besoin. C'est pourquoi la recherche des mesures propres à procurer aux petites et moyennes entreprises commerciales et industrielles les capitaux fixes et les capitaux de roulement qui leur sont nécessaires, a préoccupé beaucoup de pays.

Partout les petits commerçants et les petits industriels possèdent des ressources disponibles très modestes. Ils ont besoin d'acheter des matières premières, de renouveler leur outillage, d'attendre la rentrée des sommes qui leur sont dues. Où trouver un prêteur consciencieux qui n'impose pas des intérêts usurai-

1. G. Michel. La coopération d'après le dernier congrès international. *L'Economiste Français*, numéro du 23 novembre 1895, p. 667.

res ? Par là s'expliquent la recherche de nouvelles formes de crédit et une évolution presque parallèle du crédit populaire dans tous les pays.

C'est principalement dans l'association qu'on a cherché un moyen de crédit pour les ouvriers et les petits et moyens producteurs ou commerçants. Isolés, ceux-ci ne présentent pas une surface suffisante pour qu'on leur prête ; groupés, ils peuvent offrir cette surface, surtout s'ils acceptent d'être solidairement garants des prêts consentis. Cependant les principes de la solidarité n'ont eu en France que de rares applications, tandis que dans les vingt mille sociétés de crédit allemandes et même dans les sociétés belges, italiennes et suisses, ils forment la règle suivie, ce qui montre « que si l'idée de solidarité est surtout d'origine française, c'est ailleurs qu'il faut en chercher l'application » (1).

Les associations de crédit se sont développées en Allemagne, sous l'inspiration d'un homme dont le nom est demeuré attaché à cette institution, Schulze-Delitzsch. A côté des sociétés Schulze-Delitzsch, se sont fondées les caisses Raiffeisen.

En Italie aussi des banques populaires, dont la première fut fondée par M. Luzzatti en 1865 à Milan, ont eu beaucoup de prospérité.

En Belgique les sociétés coopératives se sont déve-

1. Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*, p. 691.

loppées nombreuses, sous la forme de banques populaires et d'unions de crédit. Tandis que les premières s'adressent aux petits producteurs et aux petits boutiquiers, les secondes recrutent plutôt leurs adhérents parmi les commerçants et les industriels relativement importants (1).

En Suisse, les banques populaires fonctionnent suivant les principes de Schultze-Delitzsch et de plus les caisses d'épargne font un certain nombre de prêts directs (2).

En Autriche, en Russie, dans les pays scandinaves, il existe également des coopératives de crédit, mais ces sociétés sont constituées surtout en vue de prêts agricoles.

En Angleterre, il n'y a point de coopératives de crédit, alors que la coopérative sous forme de société de consommation, y est très développée. La cause en est sans doute que la petite industrie autonome a renoncé à lutter contre l'envahissement de la grande industrie. Les mêmes observations s'appliquent aux États-Unis. Mais si, en Angleterre comme aux États-Unis, les sociétés coopératives de crédit

1. Commission extra-parlementaire pour la réforme bancaire. *Rapport de la deuxième sous-commission*, p. 240. M. Lefèvre rapporteur. Annexe III au projet de loi ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie et aux associations ouvrières de production. N° 2212. Chambre des députés.

2. Lefèvre. *Rapport de la deuxième sous-commission*, p. 258.

proprement dites n'existent pas, il faut remarquer l'existence des *Building and loan societies* (sociétés de construction et de prêt) qui jouent le rôle de banques populaires, bien qu'on puisse croire d'après leur nom, qu'elles sont uniquement des sociétés coopératives de construction.

En Ecosse, les banques ordinaires tiennent lieu de banques populaires ; elles y réussissent très bien, grâce au nombre énorme de leurs succursales, à leurs rapports intimes avec la population et à la haute éducation économique de celle-ci (1).

L'organisation du crédit populaire et spécialement du crédit à la petite et moyenne industrie et au petit et moyen commerce, ne s'appuie plus à l'heure actuelle sur des considérations philanthropiques ou socialistes, mais sur des idées purement éconmiques. Il n'en a pas toujours été de même. Le crédit populaire a été très en vogue au milieu du xix^e siècle, sous l'influence des idées de Proudhon. Les socialistes y voyaient la solution de la question sociale. En effet, pensaient-ils, le but à atteindre est la remise du capital entre les mains des travailleurs (2). Ce but peut être obtenu par deux moyens : celui que préconisent les économistes, qui est l'épargne, et celui que préconisent les socialistes, qui est l'expropriation de la

1. Charles Gide, *Cours d'Economie Politique*, p. 412.

2. Charles Gide. *Cours d'Economie Politique*, p. 410.

classe capitaliste. Or, entre ces deux solutions : la première qui est impraticable parce que l'ouvrier ne gagne pas assez pour acquérir le capital qui le libérerait, la seconde non moins impraticable, qui impliquerait en tous cas un bouleversement général et d'inévitables injustices, en voici une autre qui est le crédit. Que l'on trouve le moyen de prêter à l'ouvrier le capital nécessaire pour qu'il puisse produire pour son propre compte, que l'on trouve le moyen de le lui prêter à un taux d'intérêt minime et sous forme de prêt toujours renouvelable, et alors on obtient le même résultat que par l'expropriation, mais sans qu'il soit besoin d'exproprier personne !

Proudhon espérait d'ailleurs pouvoir abaisser le taux de l'intérêt jusqu'à la quasi-gratuité et, par là-même, supprimer le salariat. Qu'importerait que le capital restât individuellement approprié, si chacun pouvait en user presque gratuitement ? Ce serait en fait le collectivisme.

Aujourd'hui, le crédit populaire n'apparaît plus sous un jour aussi grandiose et aussi chimérique. On y cherche les moyens, non plus d'abolir le salariat, mais seulement d'empêcher d'y tomber les producteurs indépendants qui restent encore. On s'efforce ainsi de sauvegarder et de développer la classe moyenne des artisans et des petits commerçants (1).

1. Charles Gide. *op. cit.*, p. 410.

Or, travailler à conserver l'autonomie des classes moyennes, à les préserver du salariat, n'est-ce pas faire en quelque sorte œuvre préventive contre le socialisme ? On voit combien le point de vue a changé depuis Proudhon (1).

L'organisation du crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie, mérite de préoccuper particulièrement la France qui est par excellence un pays de petite production et de petit commerce. Il y a un intérêt d'ordre général à ce que nos petits et moyens commerçants et industriels se trouvent dans des conditions qui leur permettent de vivre et de prospérer.

Au point de vue strictement économique, d'abord, on peut observer que le petit commerce joue, à l'égard des grands magasins, un rôle de régulateur, puisqu'il est un facteur de la concurrence. Par suite,

1. « Est-ce à dire que l'idée de Proudhon soit dépourvue de vérité ! Ce n'est pas notre avis. A travers l'idée fausse du crédit gratuit, on peut distinguer l'idée vraie du crédit mutuel... Pourquoi le public n'éliminerait-il pas l'entrepreneur de crédit, comme il élimine l'entrepreneur industriel et commerçant dans les sociétés coopératives de production ou de consommation ? Par là sans doute, ne disparaîtra pas l'escompte, mais du moins la charge de l'escompte pour les emprunteurs sera diminuée pour eux de tout ce qu'ils gagneront comme prêteurs. C'est le principe des sociétés de crédit mutuel, où le capital initial est presque entièrement remplacé par la responsabilité, parfois solidaire des coopérateurs. » Gide et Rist. *Histoire des Doctrines Économiques*, p. 359,

le petit commerce sert les intérêts des consommateurs. Et cette considération serait suffisante pour montrer qu'il a droit à toute la sympathie du législateur.

Mais on doit se placer à un point de vue plus large encore. Il y a manifestement intérêt pour un pays à ce que la population productive ne soit pas seulement divisée en gros propriétaires, gros industriels et gros commerçants d'une part, et masse prolétarienne, petits propriétaires, artisans, commerçants et industriels d'autre part. Ces derniers, qui constituent les classes moyennes, sont des éléments de stabilité politique et sociale. L'intérêt qui s'attache à l'organisation du crédit en faveur des petits et moyens commerçants et industriels étant ainsi établi, nous allons nous livrer à l'étude de cette organisation.

Notre principal soin sera de rechercher, dans une première partie, quels sont les principes d'organisation du crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie. C'est là que nous préciserons les termes du problème et que nous indiquerons quels éléments d'expérience et quelles considérations rationnelles permettent de le résoudre.

Ensuite, nous aurons à faire ressortir, dans une deuxième partie, l'insuffisance et les lacunes de l'organisation actuelle.

Cette insuffisance explique qu'on en soit arrivé à faire appel à l'intervention de l'État. La troisième partie aura pour objet cette intervention et notamment le projet de loi déposé par le Gouvernement devant les Chambres, à la date du 6 novembre 1912.

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES D'ORGANISATION DU CRÉDIT AU PETIT ET MOYEN COMMERCE, A LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE.

Par suite de l'évolution économique moderne aboutissant à la concentration des capitaux et favorisant presque exclusivement les grosses entreprises, les classes populaires et moyennes ont été amenées à rechercher les moyens de se procurer les ressources qui leur faisaient défaut. Les sociétés ordinaires de crédit n'étant pas organisées pour donner satisfaction aux nécessités de cette clientèle, il a fallu envisager d'autres solutions.

Le problème à résoudre, et que nous avons à examiner, est le suivant : comment procurer du crédit personnel à certaines catégories d'individus qui sont les petits et moyens commerçants, les petits et moyens industriels ? Il importe d'abord de préciser les deux termes du problème : d'une part le caractère personnel du crédit, d'autre part le groupe d'individus auxquels il s'adresse.

CHAPITRE PREMIER

Crédit personnel. — Criterium du petit et moyen commerçant, du petit et moyen industriel

Le mot « crédit » implique, par son étymologie (*credere*) l'idée de croyance en quelqu'un, de confiance. Le crédit repose en effet sur la confiance qu'inspire un débiteur à son créancier et particulièrement un emprunteur à son prêteur. Le crédit est inséparable de toute opération qui n'est pas effectuée au comptant. En même temps apparaissent des risques corrélatifs à courir. On peut ainsi dire que les risques encourus par le créancier mesurent le crédit accordé au débiteur et qu'il y a crédit là où il y a risques.

Tout crédit suppose une garantie au profit de celui qui le consent. Cette garantie peut être purement morale ou juridique. Elle est purement morale si le prêteur a confiance dans la « surface » de son emprunteur et se contente de la réputation de solvabilité de celui-ci. Elle est juridique lorsque le prêteur exige, en vue d'assurer le paiement de la dette, soit

la remise d'une chose ou l'assujettissement d'un bien, soit l'adjonction d'une ou plusieurs autres personnes au débiteur principal.

Dans le crédit réel, c'est-à-dire dans celui qui comporte l'assujettissement d'un bien spécial à la garantie de la dette, par gage, hypothèque, dépôt de titres en nantissement, les risques sont normalement très médiocres. Mais le crédit réel n'est vraiment que l'enfance du crédit (1).

Dans le crédit personnel, le créancier court, au contraire, les plus grands risques, puisqu'il s'en remet à la bonne foi de son débiteur, n'ayant comme garantie que sa personne et ses biens, dans leur ensemble. Le crédit personnel tend à se substituer de plus en plus au crédit réel, soit dans les comptes courants des banques, soit dans les sociétés de crédit mutuel. On ne peut pas dire que ce soit un retour au temps antique de Rome, où le créancier n'avait d'autre gage que la personne du débiteur. La différence est grande, car alors c'était la personne physique du débiteur

1. « Le crédit a perdu le caractère exclusivement personnel qu'il avait à l'origine et s'est dénaturé en quelque sorte en devenant réel, c'est-à-dire en prenant pour objet et pour gage soit tel ou tel bien déterminé (hypothèques) soit du moins l'ensemble des biens du débiteur. Toutefois... on tend à revenir aujourd'hui au crédit personnel, c'est-à-dire reposant uniquement sur la foi, ce qui est bien la vraie et haute signification du crédit, par exemple dans les comptes courants des banques, dans les sociétés coopératives de crédit. »
Gide. Principes d'Economie Politique, page 337.

qui servait de gage, tandis qu'aujourd'hui le crédit personnel n'a pour gage que l'honorabilité et la surface du débiteur, c'est-à-dire sa personne morale et ses biens considérés dans leur généralité. Les habitudes de travail, d'ordre, de ponctualité, les aptitudes professionnelles, l'honnêteté et l'énergie, sont un ensemble de qualités qui peuvent cautionner un débiteur. On peut ainsi dire que le crédit personnel repose en grande partie sur un capital de moralité et de vertus diverses.

Le crédit personnel est représenté d'une part par l'escompte des billets des traites et des lettres de change, d'autre part par des crédits de campagne, les découverts en blanc, les commandites et les participations (1). C'est ce crédit personnel qu'il s'agit d'instituer, c'est-à-dire un crédit qui n'exigera pas un dépôt de gages ni la constitution de sûretés réelles. Il est bien évident que si l'institution du crédit populaire demandait de telles garanties, elle ne répondrait plus au but qu'elle se propose et ne serait plus d'aucun secours pour le petit producteur. Celui-ci est pauvre, aussi ne trouve-t-il pas de crédit, faute de garanties (2).

1. Yves Guyot. La réforme bancaire. *L'Information*, 1912, n° 258.

2. « Le crédit auxiliaire de la production n'existe pas pour l'ouvrier ou le petit industriel, car il n'a à offrir que des sûretés fort restreintes ; il lui faut donc du crédit personnel. » Balbie, *Crédit Populaire*, 1864, page 43.

Les plus riches et les plus économes des petits commerçants et industriels ont formé une petite réserve ou possèdent parfois quelques titres, mais la grande majorité n'a que son fonds de commerce et sa capacité de travail. Aux premiers sont ouvertes les banques de crédit et d'escompte et même la Banque de France ; pour les autres, il y a actuellement peu d'espoir d'améliorer leur situation par le crédit, faute de trouver du crédit personnel.

En effet, trop de dangers et d'aléas menacent les commerçants et les industriels pour que le créancier puisse de prime abord se contenter d'une garantie constituée simplement par des qualités morales. Il fallait donc accroître cette garantie. On y est parvenu par l'application ingénieuse des principes de la coopération en matière de crédit. Qu'un petit commerçant s'adjoigne comme caution un autre petit commerçant, la garantie ne sera que très légèrement augmentée. Mais si un certain nombre de commerçants se réunissent et se déclarent tous solidaires des engagements contractés par l'un quelconque d'entre eux, le risque disparaît presque totalement pour le prêteur. Par suite, les capitalistes ne craindront plus de placer des capitaux en des avances qu'ils avaient jusque-là considérées comme hasardeuses et les effets bienfaisants du crédit se feront sentir à leur tour sur les classes petites et moyennes du commerce et de l'industrie. « Mettre l'épargne à la portée des acti-

vités les plus modestes, a dit Luzzati (1), accréditer l'homme plutôt que la matière, capitaliser l'intelligence, la probité, le travail, donner à la pratique du crédit une forme à la fois économique et éducative, rapprocher fraternellement les hommes de bonne volonté, tel est le rôle que la coopérative de crédit se propose. » L'union, sous la forme d'association mutuelle de crédit ou de banque populaire, constitue l'armature de cette nouvelle organisation.

Après avoir exposé les avantages d'un crédit personnel abondant, il faut déterminer en faveur de quelles personnes un tel crédit doit-il être dispensé. C'est le second terme de la question.

Nous répondrons : A ceux qui en ont un besoin légitime et particulièrement aux petits et moyens commerçants et industriels. Mais l'on se trouve de suite en présence de la difficulté relative à la détermination précise de ce qu'il faut entendre par petits et moyens commerçants, petits et moyens industriels.

On a essayé de les dénombrer. On évalue à 1.700.000 les patentés du petit et du moyen commerce, de la petite et de la moyenne industrie en France (2).

1. *Bulletin mensuel du Crédit populaire*, janvier 1898, p. 1.

2. Chiffre cité par M. Georges Chaulet à la Chambre le 21 décembre 1911, *Journal Officiel*, Chambre, Débats 1911, p. 4185. C'est également le chiffre donné par M. Leroy-Beaulieu : « Il resterait en France, disait-il, en dehors des professions libérales, environ 1.500.000 per-

Il est possible d'admettre qu'une certaine perception suffise pour distinguer les petits et moyens commerçants et industriels. On peut également prétendre déterminer, soit grâce à la patente, soit grâce à d'autres indices, les individus qui, petits ou moyens, ont besoin de plus de crédit (1). Mais il serait vain, croyons-nous, de rechercher en cette matière une précision mathématique. Il ne s'agit pas, en effet, de dresser une classification dont l'absolue netteté comporterait une part certaine d'arbitraire, étant donné qu'il n'est pas toujours possible de tracer des lignes exactes de démarcation des conditions ; mais il s'agit bien plutôt de distinguer un type économique et social, un groupe d'individus ayant, par leurs caractères mêmes et par les conditions dans lesquelles ils font du commerce et de l'industrie, un besoin spécial de crédit, en même temps que des difficultés particulières pour se le procurer.

La Société d'Économie Politique de Paris a discuté, dans sa séance du 5 novembre 1912, le problème

sonnes exerçant le commerce ou l'industrie à leur compte... En tenant compte des immunités, on ne peut guère évaluer à moins de 1.700.000 le nombre réel des patrons dans le commerce et l'industrie et des artisans autonomes. » Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, liv. IV, p. 470.

1. Hausser, à la Société d'Economie politique, séance 4 janvier 1913. *L'Economiste français*, 25 janvier 1913, p. 115.

de la prévoyance en faveur des classes moyennes (1). L'un des orateurs, M. Bellom, a fait observer que le type de la classe moyenne est le petit industriel, le petit commerçant, « parce que, dit-il, il a le sens de la responsabilité qui provient du besoin de faire face à des échéances. Ni le riche ni le pauvre ne connaissent ni n'éprouvent le sentiment de la responsabilité autant qu'un homme de modeste aisance. L'ampleur des affaires et de la fortune des grands industriels et commerçants allège pour eux la responsabilité qu'ils ont. Le petit commerçant, le petit industriel, le petit artisan donnent chaque jour le concours de leur travail à leur industrie et à leur commerce. La main et le capital, chez eux, travaillent concurremment ».

Tel est le véritable point de vue auquel il convient de se placer. Il a été très judicieusement développé dans une séance postérieure de la Société d'Économie Politique. « On nous a affirmé, dit M. Rostand (2), qu'il était difficile de savoir où commence et où finit le petit commerce. Je crois qu'il y a là quelque exagération. On sent très bien, sans qu'il soit nécessaire d'en donner une stricte définition, la différence qu'il y a entre un marchand, un tout petit magasinier, et

1. Voir *l'Economiste Français*, analyse de cette discussion, numéro du 28 décembre 1912.

2. Société d'Économie Politique, séance du 4 janvier 1913. *L'Economiste Français*, 25 janvier 1913, p. 116 et 117.

un négociant ou un industriel qui dispose de 100.000 à 500.000 francs de capital. » Et il cite l'exemple d'un petit boutiquier auquel il demandait s'il donnait quelquefois sa signature pour des camarades. « Mais oui, me répondit-il. — Et pour quel montant? — Je vais jusqu'à 1.000 à 1.500 francs. — Et à l'échéance, êtes-vous toujours prêt à faire honneur à votre engagement? — Toujours; je n'interviendrais pas si je n'avais cette certitude. » Voilà, pris sur le vif, un exemple de ce qu'est le petit commerce. Il y a donc des commerçants qui ont des besoins de cet ordre et qui seraient appelés à profiter d'une meilleure organisation du crédit.

Un autre caractère peut servir de base excellente d'appréciation : c'est la personnalité de l'individu qui joue dans l'industrie un rôle particulièrement important. « Qu'est-ce que la petite et la moyenne industrie? dit M. Rostand (1). C'est une entreprise fondée et gérée par un homme qui l'incarne. Cet homme a découvert quelquefois une invention qu'il exploite. En tout cas, il y a toujours la passion du travail, de l'ordre, de l'ambition, et une âpre et persévérante volonté. Dire que la prospérité d'une industrie tient à la gestion d'un homme, c'est dire du même coup, qu'elle dépend de lui et peut prendre fin avec lui. »

1. Société d'Economie Politique, séance du 4 janvier, 1913. *L'Economiste Français*, 25 janvier 1913, p. 117.

A la vérité, malgré la collaboration d'un personnel choisi, l'influence du chef persiste parfois dans quelques grandes industries. Mais ce caractère disparaît dans les entreprises constituées sous forme de sociétés anonymes. Celles-ci sont gérées par des conseils d'administration, qui nomment des directeurs. Elles ont une possibilité d'existence plus longue, les directeurs peuvent être remplacés sans que cela nuise à leur fonctionnement ; des règles et des procédés de travail se transmettent de génération en génération. « Dans la petite et moyenne industrie, tout tient au contraire, à la compétence et à la valeur morale du chef. Le jour où ce chef disparaît, sa succession échoit très souvent à un fils incapable, paresseux ou simplement n'ayant pas le goût ni le sens des affaires ou encore à une veuve qui, naturellement, est obligée de s'en remettre à un associé ou fondé de pouvoirs, déjà connu ou à choisir. »

Ces considérations permettent de déterminer plus facilement les petits et moyens industriels, les petits et moyens commerçants. Ce qui les caractérise, c'est la faiblesse relative des capitaux engagés, l'importance de la personnalité même du commerçant ou de l'industriel au point de vue du succès ou de l'échec de l'entreprise, le fait que l'homme travaille concurrentiellement avec le capital. En réalité, tout le monde se comprend très bien sans employer de formule inutilement ou faussement précise, lorsqu'on parle de

petits et de moyens commerçants et industriels. On reconnaît d'une manière générale qu'ils ont un besoin spécial de crédit et qu'ils éprouvent des difficultés spéciales à s'en procurer.

CHAPITRE II

Notion et objet du Crédit populaire

Le crédit populaire se présente sous plusieurs aspects : le crédit ouvrier, le crédit aux sociétés coopératives de production, le crédit aux petits et moyens commerçants, et aux petits et moyens industriels, le crédit aux sociétés coopératives de consommation.

Alors que le crédit ouvrier vise à donner aux travailleurs le moyen de sortir du salariat et de conquérir l'indépendance qu'ils n'ont pas, le crédit aux petits commerçants et industriels vise à conserver à ceux-ci leur indépendance et à les empêcher de tomber dans le salariat. Le premier tend à faire conquérir l'autonomie, le second tend à maintenir une autonomie déjà acquise.

Le crédit aux sociétés coopératives de production n'est qu'une forme particulière du crédit ouvrier puisqu'il cherche à donner aux travailleurs le moyen de s'élever au-dessus du salariat. Cela est si vrai que lorsque les coopératives de production prospèrent, elles sont tentées de traiter comme des salariés ordinaires

les travailleurs nouveaux qu'il leur faut s'adjoindre ; elles dégénèrent ainsi parfois en sociétés patronales. Mais il faut néanmoins en souhaiter le développement, car considérées en elles-mêmes et dans leur ensemble, elles tendent à supprimer la distinction et l'antagonisme des classes sociales, à unir le capital et le travail, à établir un régime d'égalité, ou du moins à atténuer considérablement l'inégalité des conditions ; elles sont par conséquent un facteur de paix sociale.

Quant au crédit aux sociétés coopératives de consommation, qui constituent une concurrence au petit commerce, on peut se demander s'il ne serait pas contradictoire de faciliter le crédit au petit commerce et d'étendre le bénéfice de ces facilités à des organismes qui visent à se substituer à lui (1). Tel est bien le point de vue auquel s'est placé le Gouvernement pour exclure, dans son projet du 6 novembre 1912, les sociétés coopératives de consommation du bénéfice de la nouvelle organisation destinée à faciliter le crédit. Il n'a pas cru devoir étendre la faculté de constituer des sociétés de caution mutuelle aux sociétés coopératives de consommation. « Il a craint — en

1. « Il y a lieu de remarquer que les sociétés coopératives de crédit précisément dans la mesure où elles soutiennent le petit commerce et la petite industrie individualistes, vont à l'encontre du but auquel tendent les sociétés coopératives de production et de consommation. » Gide. *Principes d'Economie politique*, page 337.

apportant à ces dernières un concours trop large — de nuire au petit commerce que l'on cherche précisément à encourager (1). » Les défenseurs des coopératives n'ont pas manqué de protester. Ils n'ont point manqué de faire remarquer les services rendus par les coopératives de consommation, leur assujettissement à la patente depuis 1905, et même l'aggravation de charges fiscales qu'elles ont à supporter par suite de l'article 2 de la loi de finances du 27 février 1912 qui surimpose les établissements à succursales multiples. On a rappelé enfin qu'en Italie, le projet de loi de MM. Sonnino et Luzzati invitait la banque du travail et de la coopération, dont il prévoyait la création, à faire des opérations de crédit avec des sociétés coopératives de consommation. La commission a considéré qu'il n'y avait pas lieu de faire des coopératives de consommation une mention spéciale dans le projet de loi. Mais, admettant au bénéfice de la loi projetée les sociétés commerciales en général, il ne lui a pas paru qu'il fut possible de décréter l'exclusion de telle ou telle catégorie d'entre elles. Et ainsi comme les coopératives de production, les coopératives de consommation pourront se prévaloir du droit commun.

Il semble que l'idée du crédit populaire soit née

1. Exposé des motifs du projet de loi du 6 novembre 1912, *Journal officiel*. Documents parlementaires. Chambre. Annexes n° 2212.

des excès ou des craintes qu'inspirait la grande industrie : on a voulu réagir contre cet écrasement progressif des petits commerçants et des petits industriels par les grosses entreprises, en leur donnant les moyens de résister et même de lutter victorieusement.

Différentes écoles économiques se sont trouvées d'accord sur ce terrain pour favoriser le producteur autonome, dans lequel elles voyaient un moyen de transformation sociale. D'ailleurs, on constate actuellement, à côté de la concentration des entreprises, une renaissance de la petite production. Certaines industries, et même des industries nouvelles se rattachant au domaine des transports (cyclisme, automobilisme, aviation) et de l'électricité, s'accommodent mieux du régime autonome (1). Il convient donc de les encourager.

On veut également remédier à l'affaiblissement de l'esprit d'initiative et du goût du travail, et par le moyen du crédit, permettre à l'employé et à l'ouvrier de s'élever, leur faire comprendre qu'ils peuvent aspirer à devenir patron. Le développement des grandes sociétés commerciales et industrielles a favorisé le désir du moindre effort, la crainte des responsabilités. Le Français, dit-on, trouve commode de confier ses économies à ces sociétés pour les faire

1. Leroy-Beaulieu. *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, livre III, page 470.

fructifier. Il n'a pas assez d'esprit d'initiative, il n'ose pas aventurer des capitaux dans de nouvelles affaires ; au contraire de l'étranger, il ne fait pas assez appel au crédit. Mais si fréquemment le grand commerce et la grande industrie ont paru timides, surtout dans la concurrence internationale, cette critique est moins exacte en ce qui concerne le petit commerçant et le petit manufacturier. Le rêve de tout employé, de tout ouvrier sérieux, travailleur, économe, n'est-il pas de s'installer à son compte, d'acquérir un petit fonds et de l'exploiter pour accroître ses ressources et améliorer sa situation matérielle et sociale ? Pour cela, il ne craint pas d'exposer le fruit de longues années de dur labeur et de parcimonieuse économie ; il se jette avec ardeur dans une profession qu'il ne connaît pas toujours et pour laquelle il est insuffisamment préparé. Souvent il fait appel aux ressources de son entourage : « C'est même cette confiance dans le crédit qui multiplie au delà de la proportion nécessaire le nombre de petits commerçants en denrées alimentaires de toutes sortes : fruitiers, boulangers, bouchers, crémiers, épiciers, etc., en dépit du développement des grandes maisons (1). » Aussi ne faut-il pas s'étonner que la statistique des faillites dans ces professions indique des chiffres élevés notamment à Paris.

1. Yves Guyot. *L'information*, année 1912, n° 292.

Mais si l'on ne peut empêcher chacun de risquer ses propres capitaux, convient-il qu'une organisation du crédit à bon marché permette de risquer l'épargne d'autrui ? Conclure par la négative serait faire preuve de pessimisme. D'ailleurs l'organisation du crédit populaire s'efforce d'atténuer les risques le plus possible. Et pourquoi, ce qui a réussi d'une façon assez satisfaisante en agriculture, n'aurait-il pas le même succès dans le commerce ou l'industrie ? Le commerçant, plus que l'agriculteur, est habitué à faire des effets de commerce, il y aurait donc une circulation plus active des capitaux, des opérations plus répétées et plus lucratives.

Etant donné que le crédit populaire tend à favoriser le producteur autonome, à donner aux petits et moyens industriels et commerçants, en particulier, le moyen de vivre et de prospérer, quelle méthode doit être suivie pour parvenir à ce résultat ?

L'association a été révélée par l'expérience comme étant la meilleure solution du problème du crédit populaire. Individuellement impuissants à obtenir du crédit, des hommes peuvent parvenir à un résultat en mettant en commun leurs épargnes et leur intelligence, pour se procurer mutuellement du crédit personnel à bon marché. Il est donc intéressant de rechercher ce qu'une association mutuelle de crédit peut et doit faire, pour satisfaire les besoins de sa clientèle, dans quelle mesure il lui est possible d'y arriver.

Une banque populaire peut monter elle-même une société commerciale ou industrielle, aider telle ou telle société à se constituer ou la soutenir, soit en garantissant l'émission intégrale de son capital-actions, soit en prenant des participations dans les augmentations de ce capital-actions, soit en garantissant l'émission des obligations. Loin de se désintéresser de la marche des entreprises à la création desquelles elle a contribué, la banque peut y conserver un intérêt direct, contrôler leur fonctionnement et exercer une influence sur leur administration. Elle peut, d'ailleurs, se borner à consentir aux industriels et aux commerçants des avances ou des découverts à plus ou moins longue échéance et à escompter leur papier.

D'une manière générale, on peut dire que le rôle du crédit populaire sera, suivant les circonstances, de promouvoir la création des entreprises ou bien d'intervenir, après leur formation, pour les seconder. On objecte, il est vrai, « que la fonction du crédit n'est pas de commencer les entreprises, mais d'intervenir à un certain degré de développement, sinon on se trouve en présence d'un crédit personnel justifié en quelques cas, mais toujours aléatoire » (1). Or il faut justement remarquer que le

1. Leroy-Beaulieu. *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, livre III, p. 480.

crédit populaire poursuit un but un peu spécial : pour lui, certaines de ces opérations sont légitimes et efficaces, car il suppose comme correctif des risques courus, la caution de groupes humains d'une certaine étendue.

Il convient maintenant de dégager les principes de l'organisation du crédit au petit commerce et à la petite industrie, de montrer les nécessités auxquelles cette organisation doit répondre et les obstacles auxquels elle se heurte.

Il y a lieu, à cet égard, d'examiner successivement les questions suivantes :

- 1° Les modes de répartition du crédit ;
- 2° Les formes diverses du crédit ;
- 3° Les garanties à exiger des emprunteurs ;
- 4° Les ressources dont pourra disposer une banque populaire.

CHAPITRE III

Modes de répartition du Crédit

D'une façon générale, le crédit se répartit en crédit à long terme et crédit à court terme.

Le commerçant et l'industriel ont besoin de crédit à long terme pour monter, transformer ou agrandir des entreprises ; il leur faut alors un certain temps pour amortir l'emprunt effectué.

D'autre part, le commerçant et l'industriel ont besoin de crédit à court terme, c'est-à-dire de trouver à escompter leur papier facilement et à bon compte ou d'obtenir des avances pour faire face à des nécessités urgentes ou imprévues. Comment les intéressés vont-ils trouver ce double crédit ?

Dans la recherche du crédit à court terme en faveur du petit commerce et de la petite industrie, la distribution du crédit basée sur la mutualité tient une place prépondérante. Les petits commerçants et industriels, qui, individuellement, trouvent avec peine du crédit, bénéficient en s'associant et en se déclarant mutuellement garants, de l'appui matériel et moral des autres. Ils offrent au prêteur autant de

sécurité qu'un commerçant considérable. En effet les engagements contractés par chaque adhérent d'une société de caution mutuelle ne représentent à un moment donné qu'une somme assez faible par rapport à leur chiffre d'affaires annuel. D'ailleurs les avances obtenues ne servent guère qu'à augmenter le fonds de roulement. En outre, s'il s'agit de crédit à court terme, la société de caution mutuelle peut surveiller chacun de ses membres, suivre le mouvement de ses affaires, refuser son concours à celui dont la situation semblerait compromise.

Aussi toutes les institutions qui se sont formées en vue de la réalisation de ce genre de crédit reposent-elles sur l'idée mutualiste.

L'organisation du crédit à long terme au commerce et à l'industrie présente des difficultés particulières. Une crise peut ruiner l'entreprise avant que l'entrepreneur ait fini d'amortir son emprunt ; une transformation de la technique peut déterminer un bouleversement dans la branche de production dont il s'agit. D'autre part, le succès des entreprises commerciales et industrielles dépend en grande partie de l'intelligence et de l'activité de ceux qui les dirigent. La confiance que l'on peut avoir dans les qualités personnelles du commerçant ou de l'industriel auquel on prête constitue une précieuse sûreté, mais la fragilité de cette sûreté s'accroît, avec la longueur du terme fixé au prêt.

Où les industriels et les commerçants trouveront-ils les fonds nécessaires ? La solution du problème ne peut être, en ce qui concerne le crédit à long terme, dans la mutualité ? L'industriel ou le commerçant qui veut contracter un emprunt à long terme cherche à emprunter une somme qui est d'un chiffre élevé par rapport à l'actif de son entreprise. Fréquemment, l'emprunt sera destiné à une transformation de l'affaire, et, avant que l'amortissement soit effectué, beaucoup d'événements pourront se produire qui modifieront ou ruineront peut-être l'entreprise. Comment une société mutualiste pourrait-elle s'exposer à de tels risques ? Se contenterait-elle de placer des obligations ? Mais « le placement des titres des petites entreprises est très difficile, sauf dans les régions prospères où on s'entraîne soi-même » (1).

C'est pourquoi il a paru que le crédit à long terme devait être dispensé par des établissements exigeant des garanties sérieuses, disposant de ressources propres et s'entourant de diverses précautions.

Ainsi en Angleterre, il existe des Trustees guarant Banks qui font des prêts à long terme grâce à l'émission d'obligations (2). Au Japon, une loi de 1907 a

1. M. Chapsal, à la Société d'Économie Politique, *Économiste Français* du 25 janvier 1913.

2. Landry. Rapport fait au nom de la commission du commerce et de l'industrie chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et

créé une banque industrielle (Nippon Kōgyo Guiho), ayant son siège à Tokio, se procurant des ressources par des dépôts et par l'émission d'obligations, et ayant pour objet notamment, de consentir des prêts sur nantissement de titres ou sur hypothèque (1). En Bohême, certaines banques ont récemment entrepris de faire des affaires du même genre. La Zivnotenska Banka (Banque industrielle) et la Česká Prumystova Banka (Banque industrielle de Bohême) consentent des crédits industriels et émettent, comme contre-partie, des obligations cédu-laires (2).

Le Gouvernement français, s'inspirant de ces exemples, a projeté la création d'un établissement de crédit industriel à long terme, fonctionnant dans des conditions analogues à celles du Crédit foncier de France.

Il importe d'ailleurs de noter que les difficultés relatives à l'organisation du crédit à long terme sont beaucoup plus grandes en ce qui concerne le commerce qu'en ce qui concerne l'industrie. Les commerçants sont moins en mesure de fournir des sûretés — surtout des sûretés réelles — que les industriels, parce

à la moyenne industrie et aux associations ouvrières de production. *Journal officiel*. Documents parlementaires, Chambre. Annexe n° 2590, p. 186.

1. Rapport de M. Lefèvre à la 2^e sous-commission pour la Réforme Bancaire, *loc. cit.*, p. 302.

2. Landry, *Rapport fait au nom, etc.*, p. 187.

que le rapport du capital fixe au capital circulant est d'ordinaire beaucoup plus faible dans les affaires commerciales. Mais il faut également reconnaître que la circulation plus rapide du capital commercial fait que le commerce a moins besoin que l'industrie de long crédit.

CHAPITRE IV

Formes diverses du Crédit

Les banques populaires fournissent le crédit à leurs adhérents sous des formes diverses et par des solutions partielles. On ne peut prétendre satisfaire tous les besoins au moyen d'une formule unique et d'une façon intégrale. Il est seulement possible d'apporter aux petites classes productives une aide relative, et cependant efficace, en faisant varier les formes du crédit suivant certaines catégories de cas déterminés.

L'escompte prend dans les banques populaires une importance toute spéciale à raison de la clientèle qui y a recours (1). D'une part, le crédit ainsi accordé est en quelque sorte plus personnel, parce qu'il repose davantage sur la valeur morale des souscripteurs. En outre, la banque populaire doit donner satisfaction aux besoins de clients nombreux. Les disponibilités seraient rapidement absorbées si l'on

1. A. Rostand, *L'action sociale par l'initiative privée*, 1892, t. I, p. 71.

n'avisait au renouvellement continu des fonds par le jeu des échéances intelligemment combinées et aussi par des débouchés permettant d'écouler au besoin une partie du portefeuille. Ici, l'appui d'une caisse d'épargne pourrait être très utile : elle réescompterait ce portefeuille ; cette pratique est d'un usage courant en Italie (1).

Mais une banque populaire qui pratiquerait seulement l'escompte ne rendrait au petit commerce et à la petite industrie que des services limités. La clientèle ne se prête pas toujours à l'escompte. Très rarement le boulanger, le boucher, le serrurier, le médecin peuvent faire traite sur leurs débiteurs et, cependant ils doivent vendre ou travailler presque exclusivement à crédit.

Aussi, à côté de l'escompte, la banque populaire pratique-t-elle le prêt direct. En d'autres termes, non seulement elle escompte un billet pour lequel une affaire a été réglée, mais elle fournit également de l'argent pour attendre des paiements ou réaliser une affaire nouvelle. S'il est indispensable pour le petit commerçant ou le petit industriel de pouvoir négocier à des conditions modiques les effets qu'il a en portefeuille, il est pour lui tout aussi avantageux de trouver, à l'occasion, un crédit qui lui permettra d'attendre la rentrée progressive de ses créances.

1. A. Rostand. *L'action sociale par l'initiative privée*, 1892, t. I, p. 72.

Une des formes les plus ingénieuses du prêt est le découvert en compte courant. Le crédit en compte courant est du crédit purement personnel ; il s'appuie sur la solvabilité du débiteur et généralement sans doute sur la possession immédiate ou probable de ressources suffisantes ; il diffère du crédit d'escompte en ce que celui-ci repose sur une chose existante et relativement peu-aléatoire. Le compte courant, par sa nature, doit être, et il l'est toujours dans les banques ordinaires, créditeur, c'est-à-dire que le titulaire commence par faire un dépôt de fonds ou une remise de valeurs, qui constitue son disponible, alimenté par des versements ou de l'escompte, et au delà duquel il ne peut prélever. Mais les petits commerçants et les petits industriels ne disposent pas généralement de ressources liquides importantes ; cependant, ils peuvent avoir besoin d'un crédit temporaire pour des opérations déterminées, par exemple pour se constituer un choix suffisant de marchandises, pour profiter d'une baisse des matières premières, ou de prix de gros plus favorables.

C'est alors qu'on voit intervenir le découvert en compte courant ou compte courant avec ouverture de crédit. Il est préférable au prêt direct, toutes les fois que l'emprunteur, n'a pas besoin de suite de la totalité de la somme demandée, ou s'il ne peut évaluer exactement les limites de la dépense à engager. Dans l'hypothèse d'un emprunt réalisé d'un bloc, il

aurait à payer des intérêts sur une somme qu'il n'utiliserait peut-être pas entièrement et à les payer avant son opération. Avec le compte courant qui lui est ouvert, il peut retirer des fonds au fur et à mesure de ses besoins ; s'il effectue des rentrées, il peut les verser à son crédit, compensant ainsi en partie les intérêts à payer sur son compte courant.

Les découverts en compte courant sont une opération caractéristique des banques populaires d'Italie. Cette institution est originale en ce sens qu'elle offre un crédit essentiellement personnel et éminemment préparatoire à la production, mais certainement aléatoire. Il faut donc une grande connaissance des hommes et des choses pour le pratiquer. Lorsqu'il s'agit de prêt, soit direct, soit en compte courant, il appartient au comité directeur de la banque populaire d'apprécier la solidité de l'emprunteur, ainsi que la destination de l'emprunt. Des garanties, telles qu'une caution ou un dépôt en nantissement d'actions de la banque, pourront être demandées.

La plupart des banques d'Écosse pratiquent le système du « cash credit », prêt personnel avec ou sans caution, à découvert ou en compte courant ; elles exigent la déclaration de l'emploi des sommes avancées et une surveillance suivie des opérations de l'emprunteur. Pour accorder ces crédits, on ne prend en considération que l'honorabilité de l'emprunteur. Généralement, sur garantie de deux personnes déjà

connues, la banque ouvre un crédit variant entre £ 100 et £ 1.000 en compte courant ; elle exige un mouvement continu de fonds : versements et retraits (1). Fournissant le fonds de roulement, elle vise surtout à permettre au commerçant de transformer ses propres ressources en capital fixe. Les banques écossaises n'ont pas éprouvé de pertes sérieuses (2).

En Autriche, lorsqu'il s'agit de crédit à découvert, on demande communication du bilan ; cette exigence n'est pas sans inconvénients, il y a des gens qui préfèrent renoncer au crédit à découvert et ne pas communiquer leur situation à des tiers (3).

Il n'y a pas lieu de parler des avances sur titres. Cette opération n'est pas propre aux banques populaires et elle ne présente pas le caractère de crédit personnel. Sagement consenties, ces avances pourraient laisser un bénéfice ; mais la banque populaire devrait se garder de les développer outre mesure, sous peine d'une excessive immobilisation de fonds.

Par contre, il est certaines catégories d'avances qui incombent spécialement aux banques populaires et qui s'adressent directement aux commerçants et aux

1. Lefèvre. Rapport de la deuxième sous-commission de la commission extraparlamentaire pour la réforme bancaire, *loc. cit.*, p. 323.

2. Batbie. *Crédit populaire*, p. 205.

3. Raffalovich. Le Petit Crédit en Allemagne. *L'Economiste Français*, 22 octobre 1910, p. 596.

industriels : les avances sur livres de commerce, sur mémoires et factures.

Ces opérations peuvent rentrer dans la notion générale de l'escompte, mais elles s'en distinguent par des caractères *sui generis*. L'une de celles-ci paraît être appelée à prendre un certain développement. Introduite en Autriche d'abord, puis transportée en Allemagne, elle tend à permettre au commerçant ou à l'industriel de mobiliser les créances qu'il peut avoir dans ses livres sur les tiers. Il est, en effet, des circonstances dans lesquelles le créancier ne peut faire traite sur son acheteur, et où il a cependant besoin de recouvrer tout ou partie des avances engagées dans la fourniture effectuée ; sinon, il aura de la peine à équilibrer ses affaires, son fonds de roulement sera insuffisant. Pour parer à cette éventualité, on a imaginé cette forme ingénieuse de crédit qu'on appelle le crédit aux livres.

Le crédit aux livres consiste en des avances faites à des commerçants sur les comptes de leurs divers débiteurs. Cette forme de crédit est pratiquée en Autriche-Hongrie, où les banques escomptent les créances sur clients inscrites aux livres de commerce des commerçants et industriels (1). En Autriche, il est vrai, l'effet de commerce est moins usité que dans les

1. Raffalovich. Le petit crédit en Allemagne. *L'Economiste Français*, 22 octobre 1910.

autres pays. Depuis une vingtaine d'années des associations de crédit y pratiquent l'escompte de créances inscrites dans les livres : la première de ces associations a été fondée en 1892 ; il en existe aujourd'hui dix-sept. En outre, cinq banques par actions et plusieurs escompteurs privés font le commerce des créances (1). En 1908, le mouvement global des opérations de ce genre a été de 350 millions de couronnes (2). Le créancier qui veut mobiliser des créances s'adresse à une association ou à un banquier qui lui avance le montant de la dette, sous déduction d'une somme présentant l'intérêt. Cet escompte se fait d'ordinaire, en Autriche, sans que le débiteur soit averti du transport de la créance (3). Le débiteur paie le créancier connu qui agit comme mandataire de l'escompteur et qui remet aussitôt les sommes reçues. Il est clair que le commerçant ou l'industriel qui a recours à cette forme de crédit craint de perdre son client, si celui-ci est avisé du transfert de la

1. Si l'on se contente de lire la formule « escompte de créances », on est amené à penser à la vente d'effets de commerce, de papier fait, accepté, endossé. Dans la pratique, la créance est donnée en nantissement comme garantie.

2. L'unité monétaire de l'Autriche est la couronne, dont la valeur au pair est de 1 fr. 05.

3. Cependant, il semble qu'un arrêt de la Cour de Cass. autrichienne exigeant pour la validité de la cession que le débiteur en soit avisé, a jeté une certaine perturbation parmi les donneurs de crédit. Raffalovich, *loc. cit.*

créance. Ce mode de crédit n'est pas sans risques : des gens peu scrupuleux n'ont pas remis à l'escompteur l'argent encaissé ; il lui a été cédé des créances fictives ; la même créance a été cédée à deux ou trois banquiers. Un moyen radical d'obvier à ces fraudes serait d'informer le débiteur de la cession. Mais cette solution rencontre des résistances. On a imaginé d'instituer une révision périodique des livres des preneurs de crédit ; grâce à cette mesure, on a obtenu une plus grande sécurité. Cette révision est faite par les soins d'associations créées à cet effet. Les banques et les escompteurs privés ont en outre créé un bureau central (1) pour tenir une liste de toutes les maisons qui ont recours à l'escompte des créances. Cette liste est entourée de toutes les garanties du secret professionnel. Toutefois, si le bureau constate qu'un preneur de crédit a plusieurs comptes ouverts, il procédera au collationnement des créances et verra s'il y a double emploi, si la même créance a été cédée plus d'une fois. Il informera les donneurs de crédit menacés qui prendront, d'accord, les mesures nécessaires. Cette organisation centralise la connaissance des crédits ouverts par les banques qui en font partie.

Dans leur congrès annuel (1909) les Sociétés autrichiennes de crédit mutuel ont posé certains principes en ce qui concerne l'escompte des créances : seules

1. Ce bureau central porte le nom de : « Evidenz central für den Escompte Offener Buchforderungen. »

les associations qui se sont développées comme banques peuvent se dispenser d'aviser le débiteur, parce qu'elles ont à leur disposition des moyens de contrôle suffisants ; la bonne tenue de livres de commerce est absolument indispensable ; il faut montrer beaucoup de circonspection lorsque l'emprunteur ne veut pas qu'on prévienne le débiteur, en ce cas un contrôle incessant des opérations du preneur de crédit est nécessaire (1).

Cette forme de crédit est encore peu employée en Allemagne. Les dispositions du Code civil allemand qui imposent la communication du fait de la cession au débiteur pour assurer les droits du cessionnaire, sont contraires à un emploi très étendu de ce système (2). M. Krüger, syndic de l'Union générale des associations coopératives allemandes (3), s'est livré à une étude théorique et pratique de l'escompte des créances inscrites dans les livres (4). Il n'est pas très ras-

1. Raffalovich. Le petit crédit en Allemagne, *L'Économiste Français*, 22 octobre 1910, p. 596.

2. Du fait du transfert de la créance à un nouvel acquéreur, la cession est parfaite *erga omnes* et produit tous ses effets sauf atténuation est ce qui concerne le débiteur dans l'ignorance où il pourrait se trouver de la cession réalisée. Art. 398 et suiv. du Code civil allemand. En droit français, on subordonne l'efficacité à l'égard des tiers à une signification faite au débiteur.

3. M. Krüger occupe à l'Union générale des sociétés coopératives allemandes la place tenue de son vivant par Schultze-Delitsch.

4. Etude publiée par la *Worthschafts Zeitung* Raffalovich. Le petit crédit en Allemagne, *loc. cit.*

suré sur l'avenir de cette forme de crédit. Il observe qu'en Allemagne, l'habitude de l'effet de commerce est plus répandue qu'en Autriche.

En somme, il s'agit de mobiliser, de vendre des créances sur les consommateurs de produits fabriqués, de marchandises. On a discuté à Weimar, lors du premier congrès des associations de Crédit, la question de l'opportunité d'escompter les créances (1). Des réserves furent faites de la part des congressistes; ceux-ci craignaient de mécontenter leurs clients, qui n'admettaient pas la divulgation de leurs noms. On suggéra l'idée de faire mentionner les achats de matières premières par l'acheteur intervenant ainsi vis-à-vis du fournisseur.

M. Krüger fait valoir que le crédit aux livres ne peut pas rendre à l'artisan, au petit commerçant et au petit industriel des services exceptionnels et nouveaux. Actuellement, dit-il, une grande partie de l'actif de ces individus se trouve représentée par les créances et c'est sur cet actif que des avances ont été consenties. Si l'emprunteur essayait de le mobiliser autrement, il serait naturel qu'on lui diminuât le crédit dont il bénéficie auprès de la société de crédit mutuel. La nouvelle formule du crédit aux livres s'appliquera donc, en Allemagne, principalement à ceux

1. Raffalovich. Le petit crédit en Allemagne, *L'Économiste Français*, 22 octobre 1910, p. 596.

qui n'ont aucun crédit. En 1909, les associations de crédit, dans leur session de Fribourg, ont décidé que l'escompte des créances devait être subordonné à l'accomplissement du préavis au débiteur. M. Krüger admet que cette immobilisation puisse réussir dans une faible mesure en Allemagne.

Du crédit aux livres, il faut rapprocher les avances sur mémoires et factures. Le commerçant ou l'industriel fait escompter les créances qu'il possède contre des tiers et qui sont constatées soit par un mémoire, soit par une facture. Nous voyons toujours apparaître la même utilité économique, la même notion juridique et les mêmes difficultés d'application.

Il existe cependant des précédents à ce mode de crédit. Ainsi, il arrive quotidiennement qu'un industriel reçoive des avances sur ses créances. De grands et longs travaux ne sont payés qu'après achèvement ou même longtemps après. C'est généralement le cas dans les relations avec les autorités publiques qui d'ordinaire ne paient pas très vite. Cette façon de faire peut se répercuter également sur les petits chefs d'entreprise et cependant, il faut régler les ouvriers à la journée ou à la semaine. Pour remédier à cet inconvénient, une société se fait céder la créance, en informe l'autorité (état, département, municipalité) et consent des avances. Par contre, dans les cinquante dernières années, on n'a guère pratiqué l'escompte des créances sur la clientèle privée.

CHAPITRE V

Les garanties

Tout crédit suppose une garantie donnant l'espoir au prêteur de recouvrer son capital. Il est certain que la question des sûretés est la plus difficile à résoudre pour la constitution du crédit au petit commerce et à la petite industrie. Si le capitaliste était toujours assuré de rentrer dans ses fonds, nul doute qu'il prêterait largement, comme il le fait aux grandes entreprises qui lui offrent la sécurité d'un gros capital et d'une large publicité. Là, point n'est besoin au prêteur de demander des gages spéciaux affectés au service de l'emprunt ; l'importance des ressources de l'emprunteur, sa fortune, ses réserves, ses immeubles, son chiffre d'affaires le tranquillisent sur le sort de ses fonds.

Il n'en est pas de même pour le petit commerce et la petite industrie. Si l'emprunteur n'offre que ses qualités personnelles d'honnêteté, de travail d'intelligence, on ne s'en contentera pas, on voudra d'autres garanties et le crédit qui lui serait si utile lui fera défaut.

C'est pourquoi on s'ingénie à rechercher et à mettre à sa portée des garanties qu'il est plus à même de se procurer. Et comme les prêts, les avances, les escomptes doivent être faits dans les meilleures conditions, c'est-à-dire avec les meilleures preuves de sécurité, la présence d'organismes nouveaux est jugée indispensable, car on ne demandera pas toujours au commerçant un aval ou des garanties de titres qu'il ne saurait fournir, mais des engagements solidaires ou des sûretés réelles.

Ainsi M. Vigano indique qu'on peut parfois demander des gages. Il part de cette idée que les banques populaires prêteront sur les gages mobiliers de l'emprunteur déterminés par une note active et passive certifiée par des prud'hommes, des témoins, des garants. Mais les gages resteraient à la disposition de l'emprunteur. Pourra-t-il toujours les rendre ? Il y a dans ce procédé une évolution entre la caution et la promesse d'honneur qui est du crédit personnel pur (1).

La garantie la plus facile à obtenir et la plus simple est la caution. Une personne répond pour l'emprunteur du prêt consenti et s'engage à rembourser l'avance au cas où celui-ci faillirait à ses engagements. Si la caution choisie est solvable et sérieuse, il s'ensuit une grande sécurité pour le prêteur. D'abord il

1. Vigano. *Banques populaires*, 1875, I. Page 264.

a deux obligés au lieu d'un et il peut espérer que des événements contraires ont moins de chances d'atteindre à la fois l'emprunteur et son garant. Puis il sait que celui qui accepte d'être caution — généralement un parent ou un ami, — doit bien connaître le débiteur, être fixé sur ses ressources, ses affaires, ses qualités professionnelles, avoir étudié les risques courus. La caution, intéressée à voir se maintenir la solvabilité de celui qu'elle garantit, ne manquera pas de le surveiller étroitement et au besoin de le soutenir dans les moments difficiles.

Schultze Delitzsch, même après avoir fondé ses associations de crédit basées sur la solidarité de tous les adhérents, était resté très partisan de la garantie donnée par caution. Il y voyait notamment, par le supplément de sécurité qu'elle apporte au prêt, un moyen d'atténuer la responsabilité illimitée qui pesait lourdement sur les sociétaires.

Dans le commerce et l'industrie, la garantie par caution est très usitée pour le crédit d'escompte, sous le nom d'aval. Le principal obligé d'un effet de commerce peut avoir un ou plusieurs donneurs d'aval garantissant le paiement de l'effet à son défaut. On conçoit que dans ce cas le risque du tireur soit très réduit.

Le principe de la caution a été développé et appliqué au crédit populaire. Qu'un petit commerçant ou un petit industriel demande du crédit, et qu'un voisin,

de semblable condition, vienne se porter caution, la garantie sera un peu améliorée, mais le capitaliste ne sera pas encore pleinement rassuré. Supposons au contraire que vingt, trente, cinquante individus se réunissent et se déclarent solidaires, qu'ils s'engagent à payer non seulement leurs propres dettes, mais également les dettes de ceux d'entre eux qui ne pourraient pas faire face à leurs engagements, le risque disparaît presque entièrement pour le prêteur. Toutes ces personnes, en effet, ne seront pas atteintes à la fois par l'accident, la maladie, la mort, ou d'autres conjonctures adverses. La formule « tous pour un, un pour tous » exprime très bien cette idée de solidarité. Des hommes qui n'avaient que leur bonne volonté et leurs qualités morales à offrir pour cautionner leurs obligations ont vu cependant, grâce à l'association, et notamment à la solidarité, des capitaux venir à eux.

En 1850, Schulze Delitzsch, réunissant dans sa ville natale quelques artisans en vue de leur inculquer des principes d'association et de solidarité, s'exprimait ainsi : « Vous devrez vous adresser à un bailleur de fonds à qui vous vous présenterez comme tous solidairement responsables. *Tous pour chacun et chacun pour tous*, tel sera votre principe de vie, de force. Cette solidarité entière me paraît indispensable pour commencer, pour mettre en éveil votre vigilance dans une association d'hommes encore peu

habitué à calculer et à prévoir. Plus tard, quand votre éducation sera faite et quand les prêteurs connaîtront votre valeur solvable, vous pourrez limiter la responsabilité de chacun. Pour le moment, la responsabilité entière fera votre valeur créditable (1). »

Ainsi Schulze Delitzsch considérait que la responsabilité entière était indispensable au début, pour transformer les mœurs mal réglées des artisans et des habitants des campagnes, ou, en d'autres termes, comme moyen d'éducation. Mais, plus tard, quand les mœurs furent élevées à l'habitude de la prévoyance, il permit la solidarité limitée.

La solidarité indéfinie est manifestement un moyen héroïque de se procurer du crédit. La question de la responsabilité illimitée ou limitée est affaire de circonstance et il n'y a, en cette matière, rien d'absolu. Aussi bien, depuis longtemps il existe en Allemagne des Unions de sociétés Schulze Delitzsch à responsabilité limitée. La loi du 1^{er} mai 1889 admet divers degrés de responsabilité (2). Tantôt la responsabilité des sociétaires est illimitée, et alors chaque associé n'a droit qu'à une fraction du capital et peut-être poursuivi individuellement par les créanciers de la société

1. Cité par A. de Malarce : *Crédit populaire, industriel ou agricole*, dans *Journal des Economistes*, 1894, p. 29.

2. La loi du 1^{er} mai 1889 modifiée le 12 août 1896 fixe les règles générales de fonctionnement des sociétés coopératives de crédit en Allemagne.

pour l'intégralité de leur créance ; tantôt elle est limitée au montant de la part sociale ou à une somme déterminée par les statuts ; en ces cas, les associés peuvent être autorisés à prendre plusieurs parts. Cette législation permet la diversité des associations suivant les circonstances. La plupart des caisses Raiffeisen et Haas ont adopté le principe de la responsabilité illimitée, tandis que les sociétés à responsabilité limitée se rencontrent surtout parmi les banques du type Schulze Delitzsch.

Ce qui est certain, c'est que la coopérative, soit à solidarité indéfinie, soit à responsabilité limitée, est de nature à créer un moyen de garantie sérieux et, par là même, à faciliter prodigieusement le crédit. Le grand avantage de la mutualité est de rendre le prêt possible, là où sans elle il ne pourrait avoir lieu, en unissant les intérêts d'un grand nombre de sociétaires pour créer un faisceau de garantie. La mutualité apparaît non seulement comme la meilleure, mais à l'heure actuelle comme la seule solution du problème du crédit populaire sous tous ses aspects (1).

Cette idée s'applique aussi bien au crédit rural qu'au crédit commercial et industriel. C'est même en

1. « Le crédit commercial, disait Fernand David à la Chambre des députés le 21 décembre 1911, il est entre les mains des commerçants dès à présent. Encore une fois, lorsqu'ils voudront s'unir, ils auront, de par leur solidarité, de par leur cohésion, cette puissance d'emprunt qui leur est nécessaire. » *Journal Officiel*, Chambre. Débats, p. 4220.

faveur du crédit rural qu'on l'a tout d'abord expérimentée. A la vérité, la proposition de loi que M. Méline soumit en 1890 à la Chambre des députés, avait pour objet de créer non seulement le crédit agricole, mais aussi le crédit populaire. Votée dans ces conditions par la Chambre le 29 avril 1893, elle fut démembrée par le Sénat et, en fin de compte, on ne retint que le crédit agricole dont la réforme fut considérée comme étant à la fois la plus urgente et la plus facile.

La loi du 5 novembre 1894 posa les bases de l'organisation actuelle du crédit agricole, en créant les caisses locales, constituées par des membres des syndicats agricoles ou (depuis la loi du 14 janvier 1908) de sociétés d'assurances mutuelles contre les risques agricoles et par la souscription de parts dont le quart doit être versé immédiatement. Ces caisses ont pour objet exclusif de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole ; elles peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants, avec ou sans intérêts ; elles fonctionnent à la fois comme des banques et comme des caisses d'épargne, et accordent à leurs membres des prêts à court terme moyennant des garanties variables.

La loi du 31 mars 1889 a superposé les caisses régionales aux caisses locales. Les caisses régionales escomptent les effets souscrits par les emprunteurs et garantis par les caisses locales ; elles consentent

à celles-ci des avances pour fonds de roulement. Elles peuvent réescompter tout ou partie de leur portefeuille, soit aux établissements de crédit, soit à la Banque de France.

Même depuis cette nouvelle organisation, le crédit agricole n'a pas atteint en France le développement qu'on lui voit prendre ailleurs ; cependant les opérations des caisses ont pris une extension qui peut faire concevoir les plus légitimes espérances (1). Aussi la tentation est-elle venue à ceux qui se sont occupés de l'organisation du crédit au commerce et à l'industrie, de prendre pour modèle l'organisation actuelle du crédit agricole ou même de la copier presque exactement.

Mais cette méthode serait évidemment dangereuse. D'une part, le crédit agricole, tel qu'il fonctionne actuellement, a donné lieu à des critiques parfois fondées (2). D'autre part, lorsqu'il s'agit de crédit industriel et commercial, on se trouve en présence de difficultés spéciales qui n'existent pas pour le crédit agricole (3).

En premier lieu, on a critiqué le fonctionnement

1. Landry. Rapport fait au nom... etc., *loc. cit.* p. 182.

2. « Les résultats qu'il (le crédit agricole) a donnés et les abus qu'il a provoqués ne sont certainement pas des arguments en faveur de l'organisation du crédit commercial par l'État. » Y. Guyot. *L'Information*, 1912, n° 35.

3. Landry. Rapport fait au nom... etc., *loc. cit.*, p. 183.

du crédit agricole à plusieurs points de vue. C'est d'abord un abus général des renouvellements de prêts (1). C'est ensuite une tendance regrettable, parmi les sociétés de crédit agricole, à considérer comme des dons les avances temporaires que leur fait l'État. On a remarqué en outre que l'intérêt servi au capital avait tendance à augmenter tandis qu'il aurait dû rester aux environs de 3 % ; que les caisses escomptaient à un taux supérieur à celui de la Banque de France ; que les avances étaient parfois détournées de leur but (2).

L'organisation du crédit commercial et industriel présente des difficultés spéciales que n'offre pas le crédit agricole. En matière de crédit agricole, il est facile de trouver des sûretés et de connaître l'état des affaires et la solvabilité de chacun (3). D'autre part, l'unité de la profession, le petit nombre de produits apportés sur le marché, l'identité de leur valeur et la certitude presque complète de leur écoulement dans l'année diminuent considérablement les risques du crédit qui peut dès lors être accordé

1. *Journal Officiel*. Documents parlementaires, 1911. Annexes, II, p. 1543. Rapport du 9 décembre 1910. M. Raynaud, ministre de l'Agriculture.

2. *Journal officiel*. Documents parlementaires, 1912. Annexes, II, p. 1333. Rapport du 2 septembre 1911. M. Pams, ministre de l'Agriculture.

3. Landry. Rapport fait au nom... etc., *loc. cit.*, p. 183.

à beaucoup. Il en va tout autrement lorsqu'il s'agit du commerce et de l'industrie. Les sûretés sont moindres et surtout moins visibles que dans l'agriculture ; les affaires sont moins bien connues, car il est plus aisé de dissimuler sa situation réelle, moins bien définie par suite de la grande diversité des professions, et aussi de ce fait qu'une même maison tient toujours plusieurs espèces de produits. L'écoulement des marchandises est aussi moins certain que dans l'agriculture, car la demande est sujette à plus d'oscillations et les crises et les méventes sont plus fréquentes. Enfin l'on ne trouve pas pour le crédit commercial une base aussi rassurante et naturelle que les syndicats agricoles qui constituent l'une des forces du crédit à l'agriculture.

De ce qui précède, il résulte qu'il faut user, en matière de crédit au commerce et à l'industrie, d'une prudence particulière et de précautions multiples.

Il semble encore démontré que le crédit mutuel doive se borner au crédit à court terme. « Il y a antinomie entre l'idée du crédit personnel et celle du crédit de cinq ou de vingt ans (1). » Par sa nature même, le crédit court offre moins de dangers que les prêts à longue échéance. Le crédit à long terme conduit à l'immobilisation de fonds importants et requiert de rigoureuses garanties.

1. Alexis Rostand, *Rapport à la 3^e Sous-Commission de la Réforme bancaire*, p. 398.

Pour l'instituer, il faut d'autres bases. On l'a très bien compris lorsqu'on a organisé le crédit agricole à long terme. Si la loi du 29 décembre 1906 permet aux caisses régionales de crédit agricole mutuel de consentir aux sociétés coopératives agricoles des avances spéciales et remboursables dans un délai maximum de vingt-cinq ans (1), la loi du 9 juin 1910 exige pour les prêts individuels à long terme consentis par ces coopératives la forme d'une ouverture de crédit hypothécaire ou la garantie d'un contrat d'assurances en cas de décès. Le maximum des prêts est de 8.000 francs et la durée n'en peut pas excéder quinze ans.

C'est ainsi que, parmi les sûretés qui peuvent être données en matière de crédit, et notamment de crédit à long terme, il faut faire une place spéciale aux contrats d'assurance sur la vie. Le petit commerçant et le petit industriel font courir un risque très important au prêteur en cas de décès. Il ne suffit pas d'avoir confiance dans l'honnêteté et le travail d'un emprunteur, il faut aussi avoir confiance dans sa résistance physique, dans sa santé. Dans beaucoup de petites affaires, où le créateur en est l'âme, il importe que lui-même dirige son entreprise pour la faire prospérer (2). L'assurance fournit le moyen

1. Délai ramené à vingt ans par la loi du 9 juin 1910.

2. Alexis Rostand, *Rapport à la 3^e sous-commission de la réforme bancaire*, p. 390.

de couvrir ce risque sous des formes diverses : assurance temporaire en cas de décès, c'est-à-dire s'appliquant à la durée d'un prêt, à effet immédiat ou différé, à prime unique ou à primes multiples ; assurance vie entière (1) ; assurance mixte à primes multiples.

L'assurance est à effet immédiat lorsqu'elle commence à garantir le risque de décès aussitôt la signature de la police. Elle est à effet différé si la garantie de l'assurance se trouve suspendue pendant une certaine période à dater de la signature du contrat.

Le maximum de garantie est donné au prêteur par l'assurance à prime unique, puisque la police ne peut être frappée de déchéance pour non paiement des primes. La charge en est plus lourde pour l'assuré, mais il peut incorporer le montant de la prime à l'emprunt qu'il effectue. A la vérité, cette assurance ne garantit le créancier que contre le risque de mort prématurée de l'emprunteur, mais non contre le risque de son insolvabilité.

La garantie est plus complète dans l'assurance vie entière puisqu'un capital est assuré au décès de l'assureur, mais la charge en est plus élevée, et encore

1. Cf. pour ces divers modes d'assurance les lois du 10 avril 1908 et du 19 mars 1910 et le décret du 31 mars 1910, les appliquant au crédit agricole à long terme.

faut-il que l'assuré paie régulièrement ses primes.

Le même but est atteint par l'assurance mixte ; celle-ci couvre le risque de mort pendant un délai déterminé et permet en outre à l'assuré de recouvrer les sommes versées s'il est encore vivant à l'expiration de la police. Contractée dans un sentiment de prévoyance, l'assurance mixte peut procurer ultérieurement un élément de crédit, car l'assuré peut emprunter à l'assureur les fonds dont il a besoin, tout en bénéficiant de sa police. Si ce procédé est commode pour l'assuré, il est avantageux aussi pour l'assureur qui trouve ici un mode de placement de ses fonds et n'a pas besoin de les consacrer à l'achat d'immeubles ou de valeurs mobilières. L'assurance mixte à primes multiples peut rendre des services signalés, aussi bien pour le crédit personnel à court terme que pour le crédit à long terme. Elle est généralement contractée pour une durée de vingt à trente ans. Au début, elle ne présente pas une valeur réelle importante. Mais sa valeur croît rapidement avec les années. On peut l'utiliser dans le crédit à court terme par exemple pour garantir des escomptes ; un banquier pourrait fixer à son client un certain chiffre d'engagements proportionné aux primes versées et au montant de l'assurance. Il suivrait le paiement des primes. Il est certain que le titulaire d'une assurance peut cesser de les payer et l'assurance s'en trouver réduite. Alors c'est au banquier à supprimer tout

nouveau crédit à son client et à réduire ses engagements ; la marge qui lui reste doit être suffisante pour couvrir ses risques. Pour le crédit à long terme, on peut l'utiliser d'une manière analogue à l'assurance vie entière.

Une assurance offre toujours une double garantie ; au point de vue physique, car les compagnies d'assurances sont assez sévères lors des visites médicales pour ne pas assurer des personnes atteintes de maladies graves : au point de vue moral, car elle témoigne, en faveur de celui qui l'a contractée, des qualités de réflexion, de persévérance et de prévoyance malheureusement trop rares.

L'étranger, plus complètement que nous, a apparenté le crédit à l'assurance. En Allemagne, par exemple, les compagnies d'assurances interviennent dans l'organisation du petit crédit. Elles font pour la plupart depuis quelques années, des prêts sur les polices encours. Quelques compagnies récentes se sont même consacrées à cette branche spéciale d'assurance sur la vie et de crédit ; à cet effet, elles sont en relations étroites avec des sociétés de crédit mutuel, soit directement, soit par l'intermédiaire d'agents. M. Schœnitz montre comment, à Francfort-sur Mein, a fonctionné la Frankfurter Creditansalt qui offrait des avances remboursables en quinze ans, moyennant la conclusion d'une assurance, la prime annuelle couvrant l'intérêt, l'amortissement et le risque de décès. Mais

cette forme de crédit est onéreuse, plus onéreuse que l'avance obtenue d'une grande compagnie d'assurance sur une police en cours. Elle est avantageuse pour le prêteur (1).

L'assurance, quelle que soit son importance, ne suffit certainement pas aux petits et moyens commerçants et industriels. Ce qu'il faut à ceux-ci, « c'est l'accession au crédit en banque tel qu'en jouissent les grands industriels et les grandes maisons de commerce, et que, malheureusement, les entreprises modestes ne peuvent pas se procurer facilement » (2). Or l'expérience pratiquée à l'étranger, en Allemagne et en Italie particulièrement, sur la base de l'association coopérative de crédit, montre que la coopérative appliquée au crédit est le meilleur moyen d'atteindre ce but.

1. Raffalovich. L'organisation du petit crédit en Allemagne. *L'Economiste Français*, 14 décembre 1912, p. 861.

2. *L'Economiste Français*, 1912. Discussion de la Société d'Economie politique, 28 décembre 1912.

CHAPITRE VI

Les Ressources

L'organisation du crédit populaire est actuellement liée à l'institution de banques réunissant tous ceux qui ont besoin de quelques petits capitaux.

On se rapproche presque partout de la forme mutuelle. Les banques populaires se constituent selon le mode de la société coopérative à capital variable. Ainsi la société peut toujours accueillir de nouveaux membres ou permettre à ses adhérents de se retirer.

L'un des plus graves obstacles auxquels se heurte cette organisation est la difficulté de trouver des ressources. Il faut d'une part un capital suffisant pour constituer un noyau de garantie, d'autre part un fonds de roulement assez important pour commencer les opérations.

Le capital peut être formé de parts de valeur égale, que s'engagent à souscrire les membres de l'association (type Schulze-Delitzsch), ou bien se composer d'actions dont chaque sociétaire peut posséder un nombre inégal.

Schulze Delitzsch, qui s'est rallié tardivement à l'idée de limiter la responsabilité des membres des sociétés de crédit mutuel, insiste sur les moyens d'atténuer les dangers de la solidarité. Il préconise notamment la constitution de parts aussi considérables que possible, libérables à temps, et la formation d'un fonds de réserve convenable (1), de façon à créer déjà une bonne garantie. Dans les banques Schulze-Delitzsch, les parts sociales sont généralement de mille marks, il arrive même qu'elles atteignent cinq ou six mille marks. Il peut être exigé en outre un droit d'entrée (2).

M. Luzzatti est partisan, pour les banques populaires, d'actions d'un chiffre beaucoup moins élevé, mais il les veut nominatives, afin de limiter le nombre que peut souscrire chaque adhérent (3). Sinon, on abou-

1. J.-F. Buchez, qui eut le premier en France l'idée de l'association ouvrière, après 1830, indiquait l'utilité de constituer des réserves. Il préconisait la création d'un *fonds indivisible* destiné à étendre le champ d'action de la société ; une part des bénéfices formerait ce fonds indivisible, « arche sacrée qu'il faut toujours accroître et ne jamais réduire et sans laquelle le principe sauveur (de l'association) n'aurait pas sa vertu ». Hubert-Valleroux *Coopération*, p. 8.

2. Raffalovich. L'organisation du petit crédit en Allemagne. *L'économiste Français*, 18 janvier 1913, p. 76.

3. En fait la majeure partie des banques populaires italiennes sont régies par les articles 219 et suivants du Code de commerce de 1883 : capital illimité, chiffre maximum des actions : 100 lire (la lire équivalant au franc), chaque associé ne peut acheter plus de 5.000 lire d'ac-

tirait à une association de capitaux plus que de personnes. Il vise non pas à créer un grand fonds ouvert à tous, mais à former des capitaux nouveaux par des prêts et par l'épargne. Il savait d'ailleurs pouvoir compter sur les fonds des caisses d'épargne libres.

Le capital social, même en le supposant versé en totalité, est par lui-même insuffisant pour donner à la banque populaire les fonds nécessaires à son exploitation. Plus tard, elle pourra faire appel à ses réserves, mais il faut des années pour les constituer et il est prudent de ne pas les entamer.

Toute banque qui veut faire des opérations régulières de prêts et d'escompte, doit donc pouvoir disposer d'un fonds de roulement répondant à ses besoins. Elle se le procurera en recevant, soit de ses membres, soit des tiers, des dépôts en compte courant, à échéance fixe ou à titre d'épargne. Elle peut encore trouver du crédit auprès d'autres banques. Et ce dernier procédé est d'un usage fréquent. Des banques mettent, en compte courant, des sommes plus ou moins importantes à la disposition de l'association ou donnent leur acceptation sur des effets tirés par celle-ci, et qu'elle négociera. Ce second mode

tions, toutes les actions sont nominatives. Lefèvre. *Rapport de la deuxième Sous-Commission*. Commission extra-parlementaire pour la réforme bancaire, *loc. cit.*, p. 276.

est le moins coûteux : la banque populaire paie une commission trimestrielle, mais elle obtient un taux d'escompte très avantageux. Auprès de qui les mutuelles de crédit doivent-elles chercher ce crédit en banque ? Ici, l'on rencontre deux tendances opposées, dont l'une est favorable aux banques privées et exclut le recours à des établissements de l'Etat, tandis que l'autre admet et recommande le recours aux institutions gouvernementales (1).

Les associations mutuelles de crédit trouvent encore ordinairement des capitaux dans quelques caisses d'épargne et dans les associations de crédit de leur voisinage, qui emploient le surplus de leurs fonds disponibles.

Ajoutons que la création d'une banque centrale ayant pour objet de prêter des fonds aux coopératives de crédit est toujours très discutée. Il a été fondé au Wurtemberg une Caisse centrale, dont le siège est à Ulm, et qui donne satisfaction aux associations liées avec elle. Mais M. Krüger, syndic des coopératives Schulze-Delitzsch et ceux qui suivent les idées de Schulze-Delitzsch, se montrent peu favorables à l'institution d'une banque centrale ; ils font valoir que celle-ci ne remplacera jamais les dépôts des particuliers, qu'on ne pourra pas exiger de la caisse centrale des facilités suffisantes, c'est-à-dire des im-

1. Cf. 3^e partie. *L'intervention de l'Etat*, ch. III.

mobilisations de crédit qui risqueraient de la ruiner.

Il est incontestable que la mutuelle de crédit est obligée de recourir aux tiers pour compléter les ressources dont elle a besoin, en vue de satisfaire aux demandes de ses membres. En effet il est dangereux pour l'association de se servir exclusivement du crédit qu'elle trouve auprès des banquiers, crédit qui est à court terme et qui peut faire défaut au moment critique. Le crédit en banque ne doit pas devenir une portion essentielle du fonds de roulement. Ce principe n'a cessé d'être proclamé par Schulze-Delitzsch et par les Congrès.

C'est pourquoi les banques populaires chercheront surtout à attirer les dépôts à vue ou à préavis — de leurs membres ou des tiers — en leur bonifiant un intérêt. Ici la question des ressources se trouve en corrélation avec celle du recrutement des membres. Plus, en effet, la société comptera d'adhérents et développera son influence, plus elle aura de chance d'obtenir des dépôts. A la vérité, on ne devra pas recruter tout le monde, mais les gens honnêtes, ayant de bons antécédents et la réputation de savoir gérer leurs affaires. Ce sera selon la parole de M. Luzzatti, moins une association de capitaux qu'une association de personnes où la qualité aura son importance et comprenant « les petits industriels, les petits commerçants, les petits patrons, les artisans, tous les travailleurs en un mot, qui au moyen de l'épargne et

de leur trésor de probité, d'activité, d'intelligence, viendront demander le crédit nécessaire à leurs affaires » (1). Mais ce recrutement ne sera pas exclusif, on s'adressera à de plus hautes sphères, à des gens qui apporteront leur expérience des affaires, constitueront un appui moral et laisseront la disposition des fonds dont ils ne se servent pas. Il ne peut résulter de la participation de toutes les classes de la société aux institutions de crédit populaire, qu'un développement d'influence et un accroissement sensible de ressources.

Pour attirer des membres et grossir les dépôts, Schulze-Delitzsch se montre favorable à la répartition de gros dividendes. De ce fait, la banque de crédit mutuel doit s'efforcer de réaliser des bénéfices élevés. Mais cette idée n'est-elle pas l'abandon de l'esprit du crédit populaire. D'une part, il est évident que les organes de crédit mutuel ont intérêt à se procurer des ressources abondantes, d'autre part, les commerçants et industriels, petits et moyens, ont avantage à obtenir du crédit à bas prix, et cela oblige à limiter la rémunération du capital et des dépôts.

En général, le but du crédit populaire est bien d'instituer le crédit à bon marché. Cependant cette pratique n'est-elle pas un abus ou une concurrence

1. Ch. Rayneri. *Manuel des banques populaires*, 1896, p. 17.

aux autres banques, et selon le principe de Schulze-Delitzsch, ne conviendrait-il pas de faire payer largement le crédit donné ? Car, ce que demandent avant tout les petits commerçants, disait-il, c'est du crédit, et ils sont disposés à le payer un bon prix ; effectivement, ils le paient parfois fort cher.

La vérité est qu'il ne faut distribuer le crédit ni à un prix trop élevé, ni à un prix trop bas, mais au taux moyen du marché. On ne vise pas tant à favoriser les clients des banques populaires qu'à les mettre simplement sur un pied d'égalité avec leurs concurrents privilégiés. S'il reste un bénéfice, il peut être utilisé pour développer les services de la banque et propager la doctrine du crédit populaire.

Les différentes formes de crédit, entre lesquelles il faut faire un choix selon les circonstances, la difficulté d'assurer la sécurité des opérations, la peine que l'on éprouve à se procurer des ressources sont les principaux obstacles que rencontrent les banques populaires dans leur constitution et leur fonctionnement. Et toutes celles qui ne se sont pas conformées aux principes que nous avons étudiés, ont vu leurs tentatives échouer.

Mais l'organisation des banques destinées aux petits commerçants et aux petits industriels se heurte encore à d'autres difficultés. Les frais généraux sont presque partout énormes et les résultats minimes.

Souvent, après réescompte, la moitié à peine des produits bruts peut être employée à couvrir les frais. Pour éviter des pertes ruineuses, il faut trouver de bons directeurs et de bons administrateurs, auxquels, malgré leurs capacités, on ne donnera qu'une faible rétribution. On propose, alors comme palliatif, de faire appel au dévouement d'hommes considérables qui apporteront la confiance dans l'entreprise. Et peut-être est-il vrai que le crédit populaire a moins besoin de capitaux que d'hommes dévoués, pratiques et décidés à fortifier la vitalité des classes moyennes.

D'autre part en ce qui concerne les emprunteurs, on ne rencontre pas toujours les aptitudes désirables. Souvent il y a chez les petits commerçants absence complète de comptabilités ou comptes mal tenus, insuffisance de connaissances professionnelles, répulsion instinctive à se soumettre à un contrôle continu selon la méthode allemande qui est contraire au tempérament français (1). Or, à défaut de surveillance, il importe que l'emprunteur soit connu de l'association. C'est pour cela que les sociétés coopératives de crédit appliquent, pour déterminer leur

1. Il semble cependant que cette répugnance tende à s'atténuer. Ainsi, on a exprimé récemment qu'il serait désirable « que nos commerçants pussent aisément emprunter les sommes dont ils ont besoin quitte à *rendre compte* de la marche de leurs affaires ». David-Mennet, président de la Chambre de commerce de Paris. *La crise économique*, le Matin, 3 février 1914.

zone d'influence, le principe de la limitation territoriale selon lequel le district où fonctionne une banque populaire doit être assez petit pour que les membres de la direction puissent connaître la situation matérielle des sociétaires et assez grande pour couvrir les frais d'administration (2).

Le développement d'institutions nouvelles de crédit populaire remédierait à la plupart de ces difficultés en habituant l'emprunteur à l'économie, à l'ordre, à l'exactitude et en favorisant l'idée de l'épargne et le sentiment de la responsabilité personnelle.

2. M. Raiffeisen fils au Congrès de Lyon. *Bulletin du Crédit populaire*, oct.-nov. 1911.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION ACTUELLE SON INSUFFISANCE ET SES LACUNES

M. Landry, dans son rapport au nom de la commission du commerce et de l'industrie, sur le projet de loi du gouvernement du 6 novembre 1912, fait un tableau très juste de notre organisation française au point de vue du rôle joué par les différentes banques en matière de crédit.

« L'industrie bancaire française, dit-il, telle qu'elle résulte de l'évolution économique et financière, se présente aujourd'hui, dans notre pays, comme un édifice divers, et, par certains de ses aspects, imposant (1). »

Dominant tout le système, la Banque de France remplit remarquablement ses principales fonctions qui consistent à assurer la circulation fiduciaire, à servir de régulateur au marché monétaire et au cré-

1. V. *Journal Officiel*, 1913. Chambre. Documents parlementaires. Annexe 2590, p. 175.

dit, à faire l'escompte, à exercer une action modératrice et stabilisatrice sur le taux de l'escompte (1). Derrière elle, les grands établissements de crédit pratiquent par milliards des opérations d'escompte, d'avances, de reports et sont les guides des capitalistes français, en quête de placements pour leurs disponibilités. Tandis que la haute banque parisienne prend une part active à la direction d'entreprises industrielles, des banques d'affaires se consacrent à l'introduction sur notre marché de fonds étrangers. En même temps, disséminées sur tout le territoire du pays, des banques locales font des opérations d'avances et consentent des découverts. Enfin des banques populaires s'efforcent de réparer certaines insuffisances qui subsistent dans le commerce du crédit.

« Cette organisation présente des lacunes sérieuses dont le résultat est de paralyser, dans une certaine mesure, l'essor de notre commerce et de notre industrie (2). » Le crédit jusqu'à ce jour n'a guère répondu qu'aux besoins des grandes entreprises ; les banques et les capitalistes n'ont recherché une clientèle que chez les gros industriels et les gros commerçants, car ceux-ci étaient plus capables d'absorber de gros capitaux, de donner une plus forte rémuné-

1. *Rapport de A. Dubost* au Sénat, sur le projet de loi portant prorogation du privilège de la Banque de France. *Journal Officiel*, 1897 Documents parlementaires.

2. Landry. Rapport fait au nom... etc., *loc. cit.*, p. 175.

ration, d'offrir des garanties. Puis, il est plus facile et plus agréable de s'occuper de quelques affaires importantes que de surveiller et de dispenser ses fonds dans une multitude de petites entreprises qui échappent à une surveillance perpétuelle :

Toutefois la concurrence très vive qui s'est manifestée entre les banques dans ces dernières années les a portées à étendre le plus possible leur clientèle et à faire une plus grande part au petit commerce et à la petite industrie.

CHAPITRE PREMIER

La Banque de France

La Banque de France, grâce à une sage et habile politique, remplit d'une manière remarquable sa mission bienfaisante de régulateur du marché monétaire et du crédit.

« Fidèle à l'une de ses fonctions primordiales elle s'est efforcée de distribuer le crédit à aussi bon marché que les circonstances économiques pouvaient le permettre, soit à un prix extrêmement modéré, inférieur au taux moyen pratiqué par toutes les banques du monde entier. A cette préoccupation constante de la Banque de France l'industrie et le commerce français sont redevables d'un avantage singulièrement précieux dans la lutte si laborieuse des marchés internationaux (1). »

Le rôle de la Banque de France étant d'atténuer

1. G. Pallain, gouverneur de la Banque de France. *Rapport à l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de France*, du 28 janvier 1904.

les crises sinon de les éviter, elle a réussi à se constituer de puissantes réserves afin de pouvoir en laisser écouler toujours un peu, de façon à reculer le plus possible une tension générale des changes et un courant d'exportation de numéraire,

« Il ne faut pas oublier que l'abondance monétaire assure aux transactions une sécurité dont toute la valeur apparaît aux heures de crise : c'est à l'autonomie, que cette abondance garantit à la Banque dans une très large mesure, qu'elle doit de pouvoir seconder efficacement l'expansion du commerce, de l'industrie et de l'agriculture français, en leur conservant l'avantage de la modération et de la stabilité si appréciées des conditions du crédit (1). »

Les petits et moyens commerçants et industriels profitent comme les autres de ces avantages « surtout en ce qu'ils facilitent l'accession au capital » (2). Mais en ce qui concerne le rôle de la Banque de France, non plus comme organe régulateur de la circulation et du crédit, mais comme dispensatrice du crédit, peut-on dire que les petits et les moyens commerçants et industriels soient assez largement servis ? En faveur de l'affirmative, on a invoqué les statistiques de la Banque de France. Le nombre de

1. G. Pallain, *rapport* du 28 janvier 1909.

2. G. Pallain, *rapport* du 26 janvier 1911.

comptes ouverts par celle-ci va croissant ; il est passé de 7.254 en 1881 à 31.486 en 1898 et à 127.963 en 1913 (1). La masse des opérations productives, au cours de l'année 1913, a été de 28.214.277.300. Les escomptes à Paris et dans les succursales et bureaux auxiliaires, se sont élevés à 20.005.642.400 francs pour 30.641.247 d'effets. Le montant total des opérations d'avances sur titres, au cours de l'exercice, a atteint 6.382.410.700 francs (2).

Ces chiffres, en progression très sensible sur ceux des années précédentes, sont dus non seulement aux besoins particuliers du crédit en 1913, mais surtout au développement général de la clientèle de la Banque de France. Ainsi la moyenne du portefeuille commercial fut de 1.644.700.000 francs, c'est de beaucoup la plus élevée qui ait jamais été atteinte.

Si l'on examine ce portefeuille on est étonné de la quantité prodigieuse d'effets de commerce minuscules qu'on y trouve (3). En 1897, les effets ne dépassant pas 100 francs représentaient 33 % du total ;

1. G. Pallain, *rapport* du 29 janvier 1914.

2. G. Pallain, *rapport* du 29 janvier 1914.

3. Leroy-Beaulieu. *Traité théorique et pratique d'économie politique*. III, p. 515. M. Leroy-Beaulieu fait remarquer que la Banque de France en temps normal n'est pas une institution de crédit, mais de recouvrement et de paiement. Son activité se ranime un peu en temps de crise. Ce jugement serait difficilement acceptable aujourd'hui en présence de son orientation nouvelle et du développement de ses opérations.

en 1910, ils représentent 55 % ; sur 8.091.691 effets que la Banque de France, cette année-là, a escomptés à Paris, 4.452.300 n'excédaient pas 100 francs et plus de la moitié de ceux-ci n'étaient pas supérieurs à 50 francs (1). Mais, en tirant argument des chiffres précédents pour soutenir que les petits commerçants et les petits industriels sont les plus nombreux clients de la Banque de France, on détourne les statistiques de leur sens : car il est trop évident que les petits effets peuvent provenir des grandes maisons (2). En réalité les conditions sévères de la Banque de France éloignent de ses guichets beaucoup de petits commerçants et de petits industriels (3).

1. *Rapports* à l'assemblée des actionnaires en 1898 et en 1913. Le chiffre des petits effets escomptés a diminué depuis ; en 1912 la proportion n'a plus été que 48 % pour remonter à 51 % en 1913. Le compte rendu des opérations donne pour 1913 les chiffres suivants : sur 9.056.424 effets secomptés à Paris, il y a eu :

Effets de 5 francs à 10 francs	336.420
Effets de 10 fr. 01 à 50 francs.	2.516.556
Effets de 50 fr. 01 à 100 francs.	1.710.330
Effets au-dessus de 100 francs	4.493.118
Total	9.056.424

G. Pallain. *Rapport* du 29 janvier 1914.

2. Landry. *Rapport fait au nom*, etc., *loc. cit.*, p. 175.

3. Toutefois la Banque de France a tenu à mettre en relief dans ses rapports annuels l'appui apporté au petit commerce et à la petite industrie. « Le nombre des effets inférieurs à 10 francs et à 100 francs montre surabondamment qu'une part de plus en plus large est faite

En effet, la Banque de France exige des sociétés de crédit mutuel, quand les trois signatures fournies ne sont pas notoirement solvables, des garanties, des dépôts de titres, des cautions individuelles. « Nous voyons certaines banques, dit M. Bedouce à la Chambre des députés le 22 décembre 1911, et cela se produit à peu près sur tout le territoire à l'égard des banques populaires, qui n'ont jamais eu dans leurs relations avec la Banque de France plus de 10 % d'impayés, être obligées de déposer constamment à la Banque de France, en plus des trois signatures, 40 % de garantie sur le chiffre de circulation du papier que la banque leur prend à l'escompte. Est-ce que la Banque de France ne pourrait pas harmoniser un peu plus le chiffre de la circulation d'escompte qu'elle accorde aux banques populaires avec le chiffre de leurs garanties (1)? »

au petit commerce dans les escomptes de la Banque de France. » *Rapport* du 25 janvier 1900. — « La proportion des petits effets dans le nombre total des effets escomptés à Paris montre dans quelle large mesure, la Banque répond au vœu de ses statuts, qui dès l'origine prescrivaient que *les avantages résultant de son établissement se fissent sentir au petit commerce.* » *Rapport* du 27 janvier 1910. Allusion à l'article 15 du décret du 16 janvier 1808. — Le nombre des petits effets « montre que le bénéfice de nos escomptes s'étend aux transactions même les plus modestes du moyen et petit commerce ». *Rapport* du 16 janvier 1911.

1. *Journal Officiel*. Chambre. Séance du 22 décembre 1911, p. 4221.

Est-ce à dire qu'il faille bouleverser le régime actuel de la Banque de France ? Faut-il se déclarer partisan de certaines réformes que l'on a préconisées, notamment de la suppression de la troisième signature, de l'admission à l'escompte du papier à cent cinquante jours, ou encore de l'allongement de la liste des titres reçus à la banque comme garantie d'avances (1) ? Il y a lieu d'être très circonspect en ces matières. Dans notre organisation bancaire, la Banque de France représente une sorte de réserve de crédit ; en conséquence, elle doit s'en tenir à des opérations sûres ; elle ne doit s'adresser qu'à une clientèle qui soit, comme on dit, au-dessus de ses affaires (2).

1. On fait remarquer que la règle des trois signatures n'est pas intangible, que les warrants agricoles sont escomptés revêtus de deux signatures seulement, que, moyennant un dépôt de titres admis en garantie d'avances, la Banque escompte les effets à deux signatures, qu'elle accepte en garantie supplémentaire d'escompte les autres valeurs même étrangères. On fait valoir aussi que déjà le maximum de durée de négociation des effets a varié ; il a été de soixante jours le 20 ventôse an VIII, de soixante-quinze jours le 5 vendémiaire an XI, de soixante jours le 7 novembre 1806 et pendant la crise de 1818, de soixante-quinze jours le 25 décembre 1856. Le comptoir d'escompte qui fut créé après la tourmente de 1830, pour servir d'intermédiaire entre la Banque et le public, et dura jusqu'en 1832, escomptait des effets sur Paris à cent quatre-vingt jours. Courtois. *Banque de France*, p. 104. E. Servais, *Banques d'émission*, 1911, p. 91 et suivantes.

2. Voir à ce sujet les observations faites à la Chambre des députés par M. Landry, le 2 déc. 1911. *Journal Officiel*, Chambre, Débats, 1911, p. 4172.

Mais on peut désirer du moins que, pour toutes ces opérations, on puisse s'adresser à elle, que toute cette clientèle puisse avoir accès à ses guichets. Elle n'a point failli à ce devoir. Et l'on peut remarquer que la Banque de France suit avec attention les transformations économiques et les perfectionnements du crédit. « Docile au courant démocratique qui nous emporte, elle assouplit ses statuts et ses traditions pour rajeunir ses méthodes, multiplier ses services (1). »

Ainsi, on a accru dans des proportions importantes le nombre des places bancables. Ce nombre, qui était de 260 au 1^{er} janvier 1897, s'élevait à 503 au 1^{er} janvier 1911. La convention du 11 novembre 1911, passée entre le ministre des Finances et la Banque de France comportait une augmentation nouvelle de 72 unités qui est déjà réalisée et au delà (2). Par l'extension du réseau des agences, la Banque de France se rapproche du public et est ainsi portée à faire des

1. Flour de Saint-Genis : *La Banque de France à travers le siècle*, 1896.

2. Le nombre des places bancables s'est ainsi trouvé porté à 583, savoir :

- 1 Banque Centrale.
- 143 succursales.
- 74 bureaux auxiliaires.
- 365 villes rattachées.

Depuis le renouvellement du privilège de 1897, la Banque a créé 49 succursales, 36 bureaux auxiliaires et 237 villes rattachées.

escomptes directs et des avances aux particuliers (1).

En outre la Banque de France accepte à l'escompte, dans une mesure de plus en plus large, le papier sur l'étranger, et la convention de 1911 l'incite à s'intéresser davantage encore, de cette manière, à notre commerce d'exportation.

Mais on peut aller plus loin. En premier lieu, il conviendrait que la Banque de France ouvrit des succursales à Paris et qu'elle les multipliât sur tout le territoire. Dès 1892, M. Millerand avait réclamé cette réforme. Lors de la discussion de décembre 1911 à la Chambre des députés, plusieurs orateurs y insistèrent. Déjà on a remarqué qu'« en étendant le réseau de ses comptoirs, elle a rapproché le crédit du petit commerce et de la petite industrie (2). »

Nous avons ici l'exemple de l'Allemagne. Parmi les quatre banques d'émission qui subsistent encore à côté de la Reichsbank, trois de celles-ci ont créé un grand nombre d'agences (confiées en partie à des banques locales) qui opèrent pour le compte du siège. Elles facilitent les opérations du petit commerce. On peut signaler notamment la banque Wurtembergeoise qui a le septième de son portefeuille en effets de

1. Flour de Saint-Genis. *La Banque de France à travers le siècle* 1896, p. 82.

2. Nogaro. *Revue parlementaire*, Banque de France (Nouvelles conventions), avril 1912, t. LXXII.

100 marks et au-dessous, la moitié en effets de 100 à 500 marks (1).

Les bienfaits qui résulteraient chez nous de la multiplication des succursales de la Banque de France ont été exposés par M. Ajam devant la Chambre des députés à la séance du 21 décembre 1911 (2). Après avoir indiqué que la Banque de France a fait tout ce qui était en son pouvoir pour développer le crédit mutuel populaire, en prêtant son concours à des caisses populaires, notamment à Marseille et à Toulouse, il ajoute que le meilleur article de la convention est celui qui pose l'augmentation des succursales et des bureaux auxiliaires, car « le seul moyen, le vrai moyen pratique d'aider le petit commerce, c'est pour ainsi dire d'amener la Banque de France à pied d'œuvre, dans chaque centre industriel et commercial. Il faudrait pouvoir installer une succursale ou tout au moins une agence de la Banque de France dans chaque chef-lieu de canton (3). C'est là une vérité finan-

1. Raffalovich. L'Organisation du Petit Crédit en Allemagne, dans *L'Économiste Français*, numéro du 14 déc. 1912. La proportion en sommes des petits affets est de 15 % ; à la Banque de France, elle oscille entre 8 et 10 %.

2. *Journal Officiel*, Chambre, *Débats*, 1911, p. 4176.

3. La Banque de France entre résolument dans cette voie. Déjà, elle a réalisé toutes les créations prévues dans la convention du 11 novembre 1911. Si l'on observe l'orientation nouvelle donnée à ses opérations, on est porté à croire qu'elle ne s'arrêtera pas là. Il apparaît hors de doute que d'ici 1920, de nombreuses créations seront encore

cière qu'on ne saurait trop proclamer. Toutes les fois que la Banque de France s'installe dans une petite ville, le loyer de l'argent diminue immédiatement... Donc, augmentez le nombre de succursales ; faites que toute la France devienne bancable, que ce soit là votre idéal. Ce jour-là vous aurez assuré le crédit à tout le petit commerce ».

Il faudrait encore que la Banque de France admit à l'escompte non seulement le papier tiré sur ces places bancables, mais aussi le papier tiré sur les autres places ou, pour employer le terme technique, le papier déplacé.

Ce point de vue a également été envisagé lors de la discussion de 1911. « Depuis quelques mois, dit M. Landry (1), la Banque de France fait des essais dans ce sens. Mais vous savez, ajouta-t-il malicieusement, comment la Banque de France conduit ses affaires. On l'a comparée à une vieille dame. Cette vieille dame a montré en diverses circonstances qu'elle n'était pas incapable d'initiative ; mais son grand âge et le sentiment très louable qu'elle a de ses responsabilités, la rendent par moment prudente à l'excès... »

effectuées et que la Banque tendra de plus en plus à se mettre à la portée de la clientèle directe. Depuis quelques années, elle multiplie ses missions à l'étranger pour y étudier l'organisation bancaire. Très certainement, elle en tirera des enseignements dont les petits commerçants et les petits industriels ne seront pas les derniers à profiter.

1. *Journal Officiel*. Chambre. *Débats*, 21 décembre 1911, p. 4172.

Critique amusante, mais injuste, au moment où précisément la Banque de France recherche le moyen d'admettre le papier non bancable à l'escompte.

Ce papier déplacé s'élève à un chiffre important ; il constitue souvent même la majeure partie du portefeuille des petits commerçants et industriels qui n'étendent pas leurs affaires aux grandes places bancables de France, mais seulement aux petites villes de leur région. « Il faut aussi tenir compte de ce fait que le commerçant qui a du papier tiré sur des places bancables et du papier déplacé, ne peut pas s'adresser, pour faire escompter son papier, à tel établissement de crédit s'il s'agit d'une certaine sorte de papier, à la Banque de France, s'il s'agit de telle autre sorte. Et ainsi la Banque de France ne prenant pas le papier déplacé, une clientèle très importante est empêchée de s'adresser à elle (1). »

Par la création de succursales dans Paris, et la multiplication de ses succursales en province, par l'admission à l'escompte du papier déplacé (2), la

1. Landry. *Journal officiel*, Chambre. *Débats*, 21 décembre 1911, p. 4172.

2. Depuis quelques années, la Banque de France a institué, à titre d'essai, un service des « Ecartés » pour l'encaissement du papier non bancable. Les difficultés rencontrées sont nombreuses, elles touchent notamment au choix délicat des correspondants, à la présentation des effets à bonne date, aux transports des fonds, à la difficulté d'unifier les tarifs, à la nécessité de faire les protêts en temps utile... Toutefois, étant donnés les services rendus à sa clientèle, on peut penser que la Banque généralisera ce procédé.

Banque de France pourrait, sans s'écarter des principes dont il est nécessaire qu'elle s'inspire, augmenter dans une proportion importante sa clientèle et ses affaires.

Il y aurait des avantages considérables à ce que la Banque de France réalisât ces perfectionnements. Puisqu'elle donne le crédit à un taux inférieur à celui des autres banques, des commerçants et des industriels nombreux trouveront alors un profit certain à s'adresser à elle. D'autre part, la concurrence plus vive qu'elle fera aux grands établissements de crédit renforcera la modération du taux du crédit. Enfin elle favorisera, grâce à l'extension de sa clientèle, l'usage des virements et de tous les modes de règlement qui s'effectuent sans emploi de monnaie.

De ces améliorations, le petit et moyen commerce, la petite et moyenne industrie profiteraient largement. Mais il ne faut pas, malgré l'évolution actuelle et ses résultats possibles, attendre tout de la Banque de France. Celle-ci doit n'effectuer avant tout que des opérations très sûres et il lui faut s'entourer de garanties minutieuses. Un institut d'émission doit agir de telle sorte qu'en aucun cas il ne puisse être exposé à différer le paiement de ses engagements ; aussi afin de pouvoir rembourser rapidement les billets qu'on lui présenterait doit-il avoir un portefeuille rapidement réalisable. On ne saurait donc lui faire un grief de ne pas se mettre davantage en relation

directe avec le petit producteur pour lui prendre son papier.

Des questions identiques ont été discutées en Allemagne, à propos du rôle de la Reichsbank, en matière de petit crédit. Les gouverneurs de la Banque d'Allemagne ont affirmé à diverses reprises que chacun obtient de la Reichsbank du crédit « à condition de le mériter et dans la mesure où il le mérite ». Les petits patrons, les petits négociants seraient largement admis à bénéficier des facilités de crédit, à faire prendre leur papier. Et en Allemagne, comme chez nous, on a fait valoir les statistiques. Dans le nombre des effets escomptés, les effets inférieurs à 100 marks ont été de :

1890. . . .	273.399, soit 8,8 %.
1905. . . .	612.904, — 12,9 %.
1909. . . .	694.661, — 13,7 %.

Mais cela ne signifie nullement que la Reichsbank escompte directement beaucoup d'effets de petits industriels ou commerçants. Il s'agit surtout d'effets présentés par les banquiers. De plus, cette statistique renseigne bien sur le nombre des petits effets : mais non sur leur valeur globale (qui doit proportionnellement être très faible), ce qui serait également

1, Voir Raffalovich. L'organisation du petit crédit en Allemagne ; *L'Economiste Français* du 14 décembre 1912, p. 862.

intéressant. Les petites gens peuvent avoir un portefeuille d'effets ; mais il leur manque une signature. M. Schœnitz, étudiant cette question, estime qu'une institution centrale d'émission ne peut pas directement prendre le papier du petit producteur sans diminuer la sécurité et la rapidité de la liquidation de son portefeuille, sans, par suite, compromettre la mise en circulation de ses propres billets et, par là même, manquer à sa fonction essentielle.

CHAPITRE II

Les Grands Établissements de Crédit

Depuis plus d'un demi-siècle, l'organisation bancaire de la France n'a cessé d'évoluer vers la concentration. Un autre phénomène de concentration, qui n'est en somme qu'un aspect du même fait général, s'est produit parallèlement : c'est l'accumulation des capitaux dans les caisses des grands établissements de crédit.

Au 31 décembre 1913, le montant des dépôts pour le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Comptoir d'Escompte s'élevait à 2.365 millions, et la valeur des effets en portefeuille à 3.398 millions. Ces institutions géantes ont créé partout d'innombrables agences ; la Société Générale, par exemple, possédait à elle seule, en 1913, 1.107 agences ou bureaux, le Crédit Lyonnais 325, le Comptoir d'Escompte 232 ; elles ont su attirer le public par de multiples services qu'elles lui rendent et les capitaux ont pris le chemin de leurs coffres-forts.

La concentration, on ne saurait le nier, a eu d'excellents résultats. « Qu'est-ce dont que la concentra-

tion des capitaux, dit M. Alfred Neymark (1) ? C'est purement et simplement la mise au jour de fonds appartenant à une masse de capitalistes, petits ou grands, et qui sont utilisés au lieu de rester inactifs, c'est-à-dire sans valeur. »

« Plus il y a de capital, plus il y a de travail, plus il y a de salaire. La France a toujours été un pays d'épargne. Les classes moyennes s'y sont élevées en grossissant sans cesse le capital accumulé. C'est à réunir ces trésors individuels, à leur donner un emploi, à en activer la circulation, que les institutions de crédit ont servi (2). Par l'escompte du papier de commerce, à l'aide duquel le producteur liquide à bref délai une opération faite, elles ont permis à l'industrie de multiplier les affaires et d'accumuler les profits ; en faisant circuler plus rapidement le capital, elles l'ont pour ainsi dire augmenté dans une proportion indéfinie. »

D'une manière générale, on peut ajouter que les avantages de la concentration ont été la diminution,

1. A la Société d'Économie politique, à la réunion du 5 octobre 1909. Les Sociétés de Crédit et la concentration des capitaux, V. *Le Journal des Économistes*, 15 octobre 1909.

2. « L'une des principales fonctions de votre établissement consiste à utiliser dans l'intérêt général, et à rendre productifs, dans l'intérêt des particuliers, les fonds de roulement qui autrefois, demeuraient répartis en fractions minimes et stériles dans les caisses individuelles, et spécialement dans celle des commerçants et des industriels. » Crédit Lyonnais. *Rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire* du 20 mars 1912, p. 8.

l'unification et la stabilisation du taux de l'escompte, la vulgarisation des valeurs mobilières et la popularisation des services de banque.

Mais il y a le revers de la médaille. Il ne convient pas de prendre ici parti dans la querelle qui s'est élevée, il y a quelques années, autour des établissements de crédit (1). Il suffira d'examiner les relations de ces derniers avec les petits et les moyens commerçants et industriels. Or il ne semble pas douteux que la concentration bancaire a eu pour résultat d'aggraver les difficultés que rencontrent les petits commerçants et les petits industriels.

L'une des conséquences de cette situation nouvelle a été la disparition graduelle des banques locales qui étaient en relations suivies avec les industriels de leur région et, étant à même de les connaître, consentaient des avances à long terme à ceux qui présentaient une certaine surface et des garanties de probité. En outre, les grands établissements de crédit qui ont concurrencé les banques locales, n'ont pas pu faire aux petits et moyens industriels et commerçants les mêmes avantages que leur consentaient les banquiers locaux ; non seulement ils n'ont pas pu leur offrir des facilités de prêt à long terme que leur organisation actuelle ne saurait comporter, mais ils

1. Voir notamment la brochure de Doumergue : *La question des Sociétés de Crédit*, 1909, et la brochure de Lefranc : *La liberté du commerce et les Établissements de Crédit*, 1910.

ont dû se montrer, vis-à-vis de ces commerçants et de ces industriels, beaucoup plus prudents.

De l'avis de M. Chaulet, « le commerçant n'y trouve que très difficilement le crédit auquel il devrait avoir droit. » (1) Et cependant, par suite de la concurrence qui tend au bon marché des capitaux, les sociétés de crédit se livrent une lutte acharnée à la recherche de la clientèle. Il est vrai que leur but n'est plus de faire crédit aux petits commerçants, mais bien plutôt d'attirer l'épargne pour s'en faire un énorme fonds de roulement nécessaire à leurs opérations. « La seule aide qu'elles donnent au commerce est l'escompte, mais non sans garanties, et à un taux élevé (2). » Et surtout parce que cela rentre dans leurs opérations qui doivent être à court terme, pour maintenir toujours liquides et mobili-sables au plus haut degré les capitaux qui leur sont confiés à quelque titre que ce soit.

Le crédit doit être souvent consenti à l'emprunteur dans un moment de gêne de ce dernier. Le banquier local le consent, parce qu'il a confiance dans le commerçant qui le sollicite. Les grandes sociétés ne peuvent pas faire ce crédit, et le crédit qu'elles font ne peut pas leur faire courir grand risque. Elles agis-

1. *Journal Officiel*, Chambre, Débats., Séance du 21 décembre 1911, p. 4185.

2. Chaulet. *Journal Officiel*, Chambre, Débats, p. 4185.

sent avec le capital d'autrui et on ne peut leur faire grief des précautions qu'elles prennent pour ne pas le compromettre. Au contraire, le banquier local agissant avec son propre argent, peut être plus audacieux.

« Les Sociétés de crédit, dit M. Landry, dans son rapport à la Chambre des députés (1), ne sauraient s'intéresser beaucoup aux affaires industrielles ; travaillant principalement avec des dépôts à vue, il ne leur convient guère de se livrer à des opérations de commandite qui immobiliseraient leurs fonds (2). D'autre part, leur caractère impersonnel les maintient trop éloignées des industriels et des commerçants et les rend impropres aux initiatives qui exigent un discernement des personnes et des espèces. » Puis, elles préfèrent pratiquer des opérations plus lucratives et en même temps plus sûres pour elles ; les émissions de valeurs, et surtout de fonds d'Etat étrangers, qui ont l'avantage de leur

1. *Journal Officiel*, Documents parlementaires. Chambre, Annexe 2590, p. 176.

2. « Cependant, certaines banques dissimulent des commandites ou des participations dans des affaires industrielles de longue durée, en les couvrant, pour la forme, par des escomptes. » Les effets sont renouvelés par accord tacite. C'est souvent pour attendre le moment propice d'une émission d'obligations. Il faut tout au moins prendre certaines précautions : limiter ces opérations, faire des amortissements importants et réguliers, s'assurer des garanties sérieuses. Leroy-Beaulieu. *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, t. III, p. 503.

rapporter des bénéfices considérables sans les engager ni longtemps ni complètement. « Et comme elles détiennent une masse importante de dépôts, comme elles ont acquis la confiance du public par les multiples services qu'elles savent lui rendre, elles dirigent ces fonds vers ces placements profitables (1). »

Que telle soit la politique et la doctrine des grands établissements de crédit, il n'est pas possible d'en douter. Le 2 avril 1903, au cours de l'assemblée générale des actionnaires du Crédit Lyonnais, l'un d'eux se plaignait de voir l'argent français profiter, au détriment de notre commerce et de notre industrie, à des établissements étrangers, et il demandait qu'au contraire il favorisât le placement des actions et obligations de sociétés industrielles ou de maisons de commerce françaises, privées trop souvent d'aide pécuniaire. M. Germain, président du conseil d'administration répondit que le Crédit Lyonnais n'entrait pas dans cette voie pour plusieurs raisons. D'abord, parce que, pour qu'une affaire marche bien, il fallait qu'elle soit dirigée par des hommes capables ; et il n'avait pas la prétention d'avoir autour de lui les milliers de gens capables de diriger une affaire. « Croire qu'on en trouverait facilement est une pure utopie qui a ruiné tous ceux qui ont voulu entrer dans cette voie. » Il indiquait la proportion d'un sur dix et ajoutait : « Si nous voulions placer

1. Landry. *Rapport fait au nom, etc., loc. cit.*, p. 176.

sous vos yeux la quantité de banquiers et de financiers qui ont déposé leur bilan dans ces conditions vous en seriez effrayés. Quant à nous, nous ne voulons pas en arriver à déposer notre bilan, nous vous le disons franchement (1). »

Cette manière de voir et cette méthode ont été adoptées par toutes les grandes sociétés de crédit, En conséquence, une énorme proportion de valeurs étrangères entre dans la composition du portefeuille des capitalistes français, alors que nos placements dans l'industrie et le commerce nationaux n'ont pas l'importance qu'ils devraient avoir. Les adversaires des établissements de crédit ont cité à cet égard des chiffres parfois fantaisistes. Plus prudent, M. Neymark (2) donne les indications suivantes : les trois quarts environ de notre fortune mobilière consistent en titres à revenu fixe, le quart seulement en titres à revenu variable, c'est-à-dire en valeurs industriel-

1. Crédit lyonnais. *Compte rendu de l'assemblée des actionnaires* du 2 avril 1903. M. Germain tiendrait-il actuellement un langage aussi énergique ? On lit dans le rapport de M. Béthenod, président du conseil d'administration, à l'assemblée du 20 mars 1912 : « Les commerçants et les industriels, moyens et petits, sollicités à leur tour par vos services, ne tardèrent pas à imiter l'exemple qui leur était donné (par les commerçants et industriels plus importants) Ils forment aujourd'hui le noyau de votre clientèle qui se développe en se fractionnant de plus en plus. »

2. A. Neymark. *Journal Le Rentier*, 17 janvier 1914, p. 24.

les. D'autre part, sur les 108 à 115 milliards auxquels s'élève le montant des fonds et titres mobiliers appartenant en propre aux rentiers et capitalistes français, 40 à 42 milliards, soit un bon tiers, consistent en fonds et titres étrangers. Sans doute, on a pu dire : « La France est créditrice partout, elle n'est débitrice nulle part », mais y a-t-il lieu de s'en réjouir sans réserve, si c'est au détriment de notre industrie et de notre commerce, des forces vives de la nation ?

Cependant le phénomène de la concentration bancaire n'est pas exclusif à la France. Tous les pays l'ont vu se développer progressivement. Il peut être suivi en Grande-Bretagne d'après un relevé établi par l'*Economist* (1). Les 44 banques par actions fonctionnant en Angleterre et dans le pays de Galles possédaient, à la fin de l'année 1912, 5.582 succursales. Le total des dépôts dépassait 19 milliards, le portefeuille et les avances s'élevaient à 13 milliards, le capital et les réserves à 2.116 millions.

En Allemagne, les chiffres, pour n'être pas aussi formidables, n'en ont pas moins leur éloquence. Le nombre des comptes ouverts à la Deutsche Bank atteignait à la fin de 1912, 268.812. Le mouvement du portefeuille a été de 4.311.610 effets pour un montant total de 23.717 millions. A la Dressdner Bank, le portefeuille en décembre 1912, représentait une va-

1. Les Banques anglaises. *Le Rentier*, 7 septembre 1913, p. 447.

leur de 357 millions dont 55 millions en lettres de change sur des places étrangères. Le compte des valeurs mobilières et participations financières appartenant en propre à la Dressdner Bank atteignait, après défalcation des fonds d'Etats allemands, 48 millions de francs. Le portefeuille de la Bank für Handel und Industrie se montait à la fin de 1912 à 59 millions, dont 22 millions d'actions industrielles et de chemins de fer et près de 9 millions de valeurs commerciales et industrielles d'importance moyenne (1).

Mais en Allemagne, la concentration bancaire s'est opérée sans avoir de conséquences défavorables au commerce et à l'industrie du pays. Bien au contraire, la concentration a plutôt resserré les liens qui unissaient ceux-ci à la Banque. Les institutions bancaires allemandes pratiquent le crédit au commerce et à l'industrie sous les formes les plus larges ; elles consentent des crédits à découvert avec une hardiesse qui serait jugée téméraire en France. M. Landry (2) cite quelques chiffres singulièrement suggestifs à ce sujet. Au 21 août 1911, pour 165 banques allemandes, tandis que le portefeuille commercial se montait à 3.061 millions de marks, et les avances à 2.528 millions, les comptes courants débiteurs s'élevaient à 6.838 millions et les titres hypothécaires et

1. Les Banques allemandes. *Le Rentier*, 27 mars 1913, p. 145.

2. Landry. *Rapport fait au nom, etc., loc. cit.*, p. 177.

participations à 1.621 millions ; soit, pour ces deux articles, 8.459 millions de francs. Au 30 avril 1911, pour le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Comptoir d'Escompte réunis, avec un portefeuille de 3.310 millions de francs et des avances se montant à 1.017 millions, le total des comptes courants débiteurs et des participations financières faisait à peine 1.411 millions.

Loin de nous la pensée de contester ces chiffres et de mettre en doute ce fait que les établissements de crédit allemands ont encouragé, plus que les nôtres, l'industrie et le commerce nationaux. Mais ce qu'il est intéressant de savoir, c'est si les services des grandes banques allemandes se sont adressés dans une large mesure aux petits et moyens industriels et commerçants. Sur ce point, il ne semble pas que la situation soit meilleure de l'autre côté du Rhin qu'en France. Ainsi le montant moyen des effets escomptés a été de 3.800 francs à Disconto-Gesellschaft et de 4.200 francs à la Deutsche Bank pendant l'année 1913. A la Banque de France il a été un peu inférieur à 700 francs. La comparaison n'est donc pas à notre désavantage dans ce cas.

Le fondateur de la Disconto Gesellschaft de Berlin inscrivit en tête de son programme le souci du crédit personnel à accorder aussi bien au petit qu'au grand producteur, d'autant plus que le premier a

plus de peine à l'obtenir (1). Or cette promesse n'a guère été tenue. Le petit producteur ou débutant n'a pas aisément accès dans une grande banque. Il faut pour cela un concours de circonstances exceptionnelles, des recommandations, la connaissance d'un employé supérieur. Ni les très grandes banques, comme les Mendelsohn, les Bleichröder, les Delbrück et Schickler, ni les banquiers de moyenne envergure ne sont à la disposition du petit commerce. C'est auprès des banquiers locaux que les petits commerçants trouvent le concours nécessaire ; les banques locales ont plus de souplesse que les grands établissements berlinois, lesquels sont dirigés d'une façon bureaucratique. En outre, les petits producteurs sont en relations beaucoup plus étroites avec les petits établissements qu'avec les grandes maisons ; cela est d'autant plus vrai que la plupart des banques locales sont d'anciennes coopératives de crédit transformées, qui ont adopté la forme de sociétés par actions afin d'être plus libres dans leurs mouvements, d'échapper aux révisions prescrites par la loi sur les associations de débarrasser leurs sociétaires de la responsabilité qui pèse sur eux (2). Mais, en Allemagne comme en France, on a signalé les ravages exercés par la con-

1. Raffalovich : L'organisation du Petit Crédit en Allemagne. *L'Economiste français*, 14 décembre 1912, p. 861.

2. Raffalovich, L'organisation du Petit Crédit en Allemagne. *L'Economiste français*, 14 décembre 1912, p. 862.

centration. Les petits banquiers disparaissent et il s'établit à leur place des faiseurs d'affaires qui pratiquent l'usure. Les sociétés de crédit mutuel font tout ce qu'elles peuvent pour réagir contre cette exploitation, et différents journaux, la Gazette de Francfort, le Berliner Tageblatt, leur prêtent assistance.

CHAPITRE III

Les Banques Locales

Autrefois, les banques locales avaient une situation prépondérante auprès des commerçants et leur dispensaient un large crédit. Elles prêtaient un appui très important aux classes moyennes. Évidemment, elles possédaient dans leur portefeuille des signatures de premier ordre, soit qu'elles fussent intéressées dans de grosses entreprises, soit que de très anciennes et très solides maisons leur fussent restées clientes fidèles. Mais elles offraient aussi au petit commerçant une aide précieuse, lorsqu'elles avaient confiance dans son travail et sa probité (1).

« C'est qu'en principe, ce sont les banquiers locaux qui sont les distributeurs du crédit pour le commerçant et l'industriel ; leur fonction est un peu entravée par l'accaparement au profit des grandes banques des opérations relatives aux valeurs mobilières, mais ces dernières ne peuvent remplir

1. Prével. *Bulletin de Crédit populaire*, déc. 1912.

cette fonction économique de conseil et d'aide aux négociants et aux industriels (1). » Les anciennes banques locales opéraient au profit des industries de la région des avances de fonds qui étaient une immobilisation de leurs capitaux pendant un temps assez long et qui les associaient à la fortune de l'entreprise.

Par l'extension du crédit à court terme, on obtint une plus rapide circulation et les banques purent, par des recouvrements successifs, remettre sur le marché les capitaux et les faire travailler de façon continue. Cela néanmoins restait peu réalisable dans les banques locales, les capitaux chômaient pendant un temps plus ou moins long, le taux du crédit se maintint plus élevé. En face des puissants établissements de crédit, il leur fut très rapidement difficile de remplir leur ancienne fonction et même de se maintenir.

Toutefois, dans ces dernières années, cette décadence cessa. La commission extraparlamentaire pour la réforme bancaire constata le réveil des banques locales et la concentration générale des forces bancaires. Dans certaines régions (Lorraine, Sud de la France) de nouvelles sources de richesses se sont ouvertes : fer, houille blanche, charbon ; les banques ont pu contribuer à la formation de grandes affaires

1. Leroy-Beaulieu. *Traité théorique et pratique d'Économie politique*, t. III., p. 515.

par leur fédération, faire appel aux capitaux et réussir des émissions de valeurs industrielles et commerciales (1). Ce fut la cause de la renaissance, puis de l'extension des banques locales dans le sens de la banque régionale.

Un nombre sans cesse croissant de vieilles banques de provinces modernisent leurs méthodes, accroissent leur capital, étendent leur influence en absorbant de petites banques et, devenant ainsi des banques régionales, se mettent en état de soutenir la concurrence contre les grands établissements de crédit (2). On peut citer de ce fait de nombreux et intéressants exemples. La *Banque privée de Lyon-Marseille*, en dehors de sa direction et de ses bureaux de quartier de Lyon, possède sept agences et vingt-trois sous-agents, dans six départements du Sud-Est. Le *Crédit du Nord*, de Lille, a dix-sept succursales, dont une à Paris. La *Société Nancéienne* a absorbé, en 1906, les banques Greef, à Pont-à-Mousson et Fordoxel, à Longuyon ; en 1908 et 1909, elle est entrée en possession, après les avoir acquises, de la Banque de Meurthe-et-Moselle (Thomas et C^{ie}) à Nancy, et de la Banque Xilliez, à Blamont. La *Banque de Bordeaux*, qui n'est elle-même que l'ancienne Maison Soula, de

1. Cauwès. *Cours d'Économie politique*, passim.

2. Lefranc. *La Liberté du Commerce et les Etablissements de crédit*, 1910, p. 82 et 83. V. Léon Barety. *Annales des Sciences Politiques*, 1910. La concentration des banques de province en France, p. 38.

Trincaud, La Tour et C^{ie}, transformée en société anonyme, a absorbé plusieurs petites banques de la région et s'est ainsi créé sept agences. Le *Comptoir d'Escompte de Mulhouse* compte seize agences ou succursales en France. La *Banque d'Alsace-Lorraine*, dont le siège social est à Strasbourg, possède également plusieurs agences sur le territoire français. « Cette activité sur le territoire français, écrit M. Léon Barety, des banques alsaciennes devenues allemandes, est d'autant plus remarquable qu'elle ne leur est pas propre exclusivement, car la Banque de Strasbourg et la banque de Mulhouse se trouvent dans le même cas » (1). Parmi les banques régionales, il faut encore citer : la *Caisse de Crédit de Nice*, avec trois succursales ; la maison *Arnauld-Gaïdan et C^{ie}*, de Nîmes, avec trois agences ; la maison *Chalus frères*, de Clermont-Ferrand, avec trois agences ; la *Banque Lilloise*, avec onze agences ; la maison *Varin-Bernier*, de Bar-le-Duc, avec douze agences ; la *Banque Sourmais et C^{ie}*, avec de nombreux bureaux dans le Nord et dans l'Aisne, la *Banque Centrale de Maubeuge*, etc.

1. « Les banques territorialement allemandes depuis 1870-1871, sont cependant restées françaises, tant par leurs relations avec l'ancienne patrie, attestées par les agences qu'elles y ont gardées et qu'elles y créent encore et par les affaires qu'elles y font, que par la composition française de leurs conseils d'administration ». L. Barety. *Annales des Sciences Politiques*, 1910, *loc. cit.*, p. 42.

Les banques de province n'ont pas seulement accru leur influence et leur puissance en créant, dans un certain nombre de régions, des agences et des succursales. Elles ont aussi réalisé une concentration financière par des augmentations de capital. De 1906 à 1910, la Société Nancéienne a porté son capital de 30 à 60 millions ; la Banque privée, de 10 à 20 millions ; la Caisse de Crédit de Nice, de 5 à 10 millions ; le Comptoir d'Escompte de Mulhouse, de 8 à 15 millions ; la Banque de Mulhouse de 16 à 24 millions ; la Banque de Strasbourg, de 6 à 8 millions. La Banque d'Alsace-Lorraine a porté son capital à 20 millions de francs, la Banque de Bordeaux à 16 millions, la banque de Nancy à 5 millions.

En résumé, on peut constater actuellement un phénomène intense de foisonnement des banques allant de pair avec la concentration bancaire. De ce fait, la concurrence devient de plus en plus active de tous côtés. En 1901, on comptait 57 banques travaillant en France ou en Algérie, publiant leur bilan au moins une fois par année et dont le capital versé était inférieur à 50 millions ; il y en avait 103 en 1911. A la première de ces dates, le capital versé et les réserves de ces banques s'élevaient à 428 millions ; ils atteignaient 976 millions à la seconde. Au cours de cette période de dix ans, le montant de leur portefeuille est passé de 668 millions à 1.586 millions. Leurs acceptations de 168 à 464 millions. Leurs dépôts et comptes

créditeurs, de 888 millions à 2.449 millions. Le nombre de leurs sièges et succursales qui était de 176 en 1901 s'élevait à 617 en 1911. Tous ces sièges n'ont pas, il est vrai, la même importance, mais tous essaient de se développer en attirant la clientèle de la région et cette situation impose à ces banques, comme une règle absolue, de veiller, avec une attention constante, au perfectionnement de leurs moyens d'action, de leur outillage et de leurs méthodes de travail (1).

Enfin la concentration des capitaux, pour les banques de provinces, s'est complétée par leur adhésion, en très grand nombre, à la Société Centrale des Banques de Province (2) qui a déjà groupé autour d'elle 340 banquiers représentant plus de 550 maisons, si l'on tient compte des succursales ou agences de ces banques.

Il y a lieu de se réjouir d'un semblable réveil des

1. Crédit Lyonnais. *Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale* du 17 mars 1913.

2. Toutes les banques affiliées ne publient pas leur bilan annuel. La Société Centrale des Banques de Province ne paraît pas avoir pleinement atteint le but qu'elle se proposait en ce qui concerne la distribution au crédit aux petites et moyennes industries par l'émission d'obligations. « Les valeurs industrielles et commerciales de moyenne importance se sont heurtées à l'objection tirée du défaut de réalisation facile et rapide, par suite de l'absence d'organisation d'un marché pour ce genre de valeurs. » Chapsal : *Rapport de la 1^{re} sous-commission*. Commission extraparlamentaire pour la réforme bancaire, p. 42

banques locales et régionales ; il importe même d'encourager ce mouvement. Ces banques s'appliquent en effet à remplir les fonctions délaissées par les grands établissements de crédit ; elles contribuent par leur action à développer l'industrie régionale, « La plupart des banquiers syndiqués consentent des découverts ou de longs crédits allant jusqu'à deux ou trois ans avec comme garantie dominante la moralité et l'honorabilité du débiteur (1). »

Mais il faut reconnaître que leur influence est très limitée parce que, malgré tout, elles manquent de fonds. Les dépôts des meilleurs clients s'éloignent d'elles, attirés par les commodités et les avantages qu'offrent les grands établissements de crédit, lesquels, réalisant par ailleurs de gros bénéfices, peuvent se résoudre à ne gagner presque rien sur les opérations de banque proprement dite. Et tandis que ceux-ci ont de l'argent à meilleur marché, les petits banquiers de province, réduits à leurs relations personnelles ou à une clientèle exclusivement pauvre, seront condamnés à végéter ou à disparaître (2).

1. Yves Guyot. La Réforme Bancaire. *L'Information*. Année 1912, n° 42.

2. Landry. *Rapport fait au nom, etc, loc. cit.*, p. 176.

CHAPITRE IV

Le cautionnement mutuel et les banques populaires

L'un des principaux reproches adressés aux banques locales est d'imposer un loyer des capitaux trop élevé. L'emprunteur ne voudrait pas payer les risques et les aléas des opérations qu'il effectue. C'est pourquoi, les petits établissements, voyant diminuer leurs bénéfices et ne pouvant plus rendre les services qu'en attendent le petit commerce et la petite industrie, ont disparu en beaucoup d'endroits.

On a cherché à remédier à cette lacune par la création de banques populaires destinées à réagir contre la centralisation excessive des capitaux qui anémie la province.

Le but de ces banques est de procurer de l'argent à leurs adhérents pour qu'ils réalisent un profit, en utilisant d'une façon productive les avances consenties, ou une économie, en évitant un taux d'intérêt onéreux, parfois même usuraire. Elles emportent un contrôle des opérations de leur clientèle, poursuivent un but éducatif, la pratique des affaires, et luttent

contre le billet de complaisance et l'usure par une saine répartition du crédit.

A qui sont-elles destinées ? Au commerçants qui n'ont pas de papier rigoureusement bancable ou qui éprouvent un moment de gêne passagère. L'appui qu'elles leur apportent développe chez eux le sentiment de n'être pas des déshérités de l'échelle sociale et de pouvoir encore s'élever, malgré la faiblesse de leurs moyens.

La plupart de ces banques sont organisées sous la forme de sociétés coopératives de crédit.

C'est en Allemagne que le crédit mutuel a d'abord fait son apparition et s'est le plus développé : Les institutions de crédit mutuel se rattachent à trois types principaux : les banques populaires Schulze-Delitzsch qui remontent à 1850, les caisses rurales Raiffeisen dont la première fut fondée en 1849, les caisses Haas qui, sauf par certains détails, sont très semblables aux caisses Raiffeisen.

Les caisses Raiffeisen et Haas ne comprennent guère que des agriculteurs, tandis que les banques Schulze-Delitzsch sont surtout urbaines. Ces dernières se proposent de procurer à leurs membres, au moyen de prêts et de crédits, les capitaux dont ils ont besoin. Le développement de ces sociétés a été remarquable et très fécond. Au 1^{er} janvier 1908, on comptait en Allemagne 26.863 associations, avec 4.308.203 membres, savoir :

	Associations	Membres
A responsabilité illimitée.....	17,850	2.073.905
Avec obligation illimitée de verse- ment complémentaire, en cas de cas de dissolution.....	157	27.664
A responsabilité limitée	8,856	2.206.636

Parmi ces 26.863 associations, on compte 16.106 associations de crédit mutuel, avec 2.274.833 membres ; 2.022 se trouvent dans les villes, avec 948.356 membres ; 14.084 dans les campagnes, avec 1.326.477 membres. La plupart sont demeurées fidèles au principe de la solidarité (responsabilité illimitée) ; c'est le cas pour 14.103 associations, avec 1.771.873 membres, tandis que 1.952 avec 490.434 membres ont limité leur responsabilité à des versements à opérer en cas de perte du capital, pour des opérations engagées pendant dix-huit mois (1).

L'association de crédit doit se consacrer exclusivement, aux opérations d'avances, éviter tout ce qui touche à la bourse et aux valeurs mobilières. Elle ne doit pas être fusionnée, ni mélangée avec des coopératives de consommation, d'achat de matières premières, de production. La constitution d'une société de crédit mutuel est très simple : il suffit de sept membres au moins se mettant d'accord pour

1. Raffalovich : L'Organisation du Petit Crédit en Allemagne. *Economiste Français*, 18 janv. 1913, p. 77.

rédiger, par écrit, des statuts indiquant la raison sociale, le siège, l'objet de l'association, les formalités de convocation de l'assemblée générale, le montant de la part sociale de chacun, la forme de la responsabilité, et, si celle-ci est limitée, la somme pour laquelle chaque adhérent s'oblige. Les statuts doivent indiquer les principes qui présideront à l'établissement du bilan, à la formation du fonds de réserve. La mise en faillite est imposée aux associations dont la responsabilité est limitée, lorsque les pertes dépassent d'un quart le montant pour lequel les membres sont responsables. Pour les autres associations, la faillite s'impose en cas d'insolvabilité.

Le contrôle est exercé avec beaucoup de soin. Dans l'Union des Associations Schulze-Delitzsch, de grands efforts sont faits pour empêcher les catastrophes de se produire. M. Schœnitz cite le cas d'une association badoise qui avait subi de grosses pertes et qui fut étayée grâce à un crédit de 350.000 marks que la Dresdner Bank et les associations de l'Oberbadische mirent à sa disposition. Elle n'en fit usage que pour 156.000 marks. Les associations doivent se soumettre tous les deux ans à une révision qui est faite par un expert n'appartenant pas à l'association (1).

1. Raffalovich. Organisation du Petit Crédit en Allemagne. *Economiste Français*, 18 janvier 1913, p. 77.

De grandes mutuelles de crédit ont des clients auxquels sont consenties des avances de 10, 15, 20, 25 marks, ce qui indique bien que les très petits producteurs s'adressent à elles. Sur un millier de comptes d'avances, ouverts dans la Vereinsbank de Carlsruhe, 24 sont de 25 à 100 marks, 113 de 100 à 200 marks, 128 de 200 à 300 marks, 121 de 300 à 400 marks, alors que 60 sont de 5.000 à 10.000 marks et 61 de 10.000 à 100.000 marks. Les gros crédits forment l'exception. L'examen du portefeuille des effets de commerce confirme que les petites gens, qui méritent du crédit, voient prendre leur signature. Grâce au concours qu'ils ont trouvé auprès des banques populaires, beaucoup de travailleurs modestes ont fait leur chemin dans la vie. L'existence des petits producteurs et des petits commerçants a été facilitée.

En somme, les résultats des associations mutuelles de crédit ont été tels que Schmoller a pu dire avec raison, en parlant particulièrement des sociétés Schulze-Delitzsch : « Ces banques populaires sont un des produits les plus beaux, les plus satisfaisants de l'économie nationale allemande. C'est un fait heureux, et d'une influence salutaire sur toute la classe moyenne, que ces sociétés, auxquelles sont intéressés plus d'un million de petits et de moyens commerçants, aient organisé si solidement le crédit personnel dans presque toutes les villes, qu'il soit dans leurs mains et non dans celles de tant de banques privées. »

En Italie, les institutions de crédit populaires sont également très prospères (1). Dès 1858, on avait songé, sous l'influence des idées de Lassalle, à créer une « Compagnie de Crédit au Travail » qui, à l'aide de dons et de subventions, aurait consenti aux ouvriers des prêts d'honneur.

M. Luzzatti fit connaître l'œuvre allemande de Schulze-Delitzsch et fonda à Milan en 1865, sur le principe de la responsabilité limitée, la première banque populaire italienne. Cette banque qui réunissait, à la fin du premier exercice (1866-1867), 11.153 sociétaires, souscripteurs d'un capital de 217.700 lire, comptait en 1910, 26.197 membres avec un capital de 9.824.350 lire, divisé en actions nominales de 50 lire. Aucun associé ne peut posséder d'ailleurs plus de 50 actions, ni acquérir plus d'une action tous les cinq ans. La responsabilité des associés est limitée au montant des actions qu'ils ont souscrites. La banque populaire de Milan fait actuellement toutes les opérations de banque, — certaines même avec des non-sociétaires, — mais les principales sont l'escompte, au taux de 4 à 5 %, des effets sur les tiers remis par les associés ou les clients (2) et l'escompte des billets souscrits par les associés, en représentation d'avances ;

1 Lefèvre. *Rapport de la 2^e sous-commission*. Commission extraparlémentaire pour la réforme bancaire, p. 275 et suivantes.

2. L'effet doit porter une seconde signature « honorable », son échéance ne doit pas dépasser six mois.

les reports pour utiliser les fonds disponibles ; les prêts aux sociétaires, jusqu'à concurrence du double de la valeur nominale de leurs actions et de leur quote-part dans les fonds de réserve. Les bénéfices réalisés (1.652.000 lire en 1910) sont répartis à raison de 70 % aux actionnaires (1) en proportion du nombre de leurs actions et, non des opérations qu'ils ont faites avec la banque, 20 % aux administrateurs, et 10 % en gratification aux employés ou subventions à des œuvres diverses.

Les banques populaires italiennes commencèrent à se grouper en 1877 et constituèrent l'Association des banques populaires. En 1904 s'est fondé à Milan, sous la forme d'une société anonyme, un « Institut de crédit pour les coopératives » de consommation, de production, de travail et de crédit. Pourvu de succursales et d'agences, cet établissement a un capital de deux millions de lire. Il a effectué, au cours de l'exercice 1909-1910, des opérations de crédit (escompte, prêts sur titres ou autres garanties, etc.) s'élevant à 40.824.000 lire.

Après avoir noté l'état florissant des institutions de crédit mutuel en Allemagne et en Italie, il est pénible de constater que la France est demeurée très en retard dans ce domaine.

1. Dans ces cinq dernières années, le dividende a oscillé aux environs de 15 %.

Ce n'est pas que l'idée du crédit mutuel ait tardé à apparaître chez nous. Au contraire, elle se fait jour d'assez bonne heure, mais pendant longtemps, on n'a obtenu aucun résultat appréciable, car on a cherché la voie au hasard et la fatalité a voulu qu'on se perde sur de mauvaises pistes.

Avant 1830, les frères Pereire avaient eu l'idée d'un crédit à distribuer aux commerçants ; ils avaient senti que l'organisation actuelle ne pouvait y répondre et ils proposaient l'institution d'organismes nouveaux hiérarchisés : sociétés de crédit mutuel, caisse générale des sociétés de crédit mutuel, crédit mobilier. On aurait pratiqué l'escompte en compte courant, la caisse centrale réescomptant les effets des sociétés de crédit mutuel. Ce projet ne fut pas réalisé (1).

On ne saurait davantage retenir comme une origine des institutions de crédit populaire la banque d'échange que Fulcrand Mazel tenta d'établir à Marseille en 1829, ni les projets de banque du peuple que de généreuses illusions inspirèrent à Proudhon ; mais on peut considérer déjà comme des banques populaires, la banque de Secours qui fut fondée à Limoges en 1830, la Caisse fraternelle du petit commerce, créée à Cognac en 1848, et surtout la banque

1. Vigano. *Banques populaires*, II, p. 153. Le projet des frères Pereire comportait comme garantie une prime d'assurance variable suivant les facultés, de telle sorte que ceux qui offraient le moins de garanties réelles, auraient payé le crédit le plus cher.

de solidarité commerciale de Paris, instituée en 1857. Cette dernière, appelée souvent « Société mère du Crédit mutuel » fut fondée par sept ouvriers parisiens ; elle servit de modèle à près de deux cents petites sociétés qui s'organisèrent les années suivantes tant à Paris qu'en province. Ces associations qui comprenaient un nombre de membres très limité, recevaient les épargnes de leurs sociétaires et leur consentaient de petits prêts à courte échéance ; la plupart d'entre elles vécurent d'abord avec peine, puis, disparurent ou se transformèrent en coopératives de production (1).

Le Gouvernement impérial voulut prendre en mains le développement des associations de crédit populaire. En 1862 est organisé la « Société du Prince Impérial, pour les prêts au travail », mais elle ne parvient pas à se créer une clientèle. En 1863, Beluze et Léon Say fondent la Caisse de Crédit au Travail, qui n'a pas beaucoup plus de succès ; son but était, non d'associer des travailleurs pour les mettre en mesure de s'aider mutuellement, mais de favoriser les associations ouvrières de production. En 1865 est constituée une société du même genre qui périt presque aussitôt, la Caisse d'escompte des Associations populaires.

1 Sur cet historique, voir Lefèvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la Réforme bancaire* ; — *Les actes des divers congrès de crédit populaire* ; — L. Hiernaux. *Organisation du crédit au travail*.

En 1866, l'empereur Napoléon III lui-même annonce, par le *Moniteur Officiel* du 16 janvier, que préoccupé de développer le crédit populaire et l'esprit d'association des classes laborieuses, il a invité quelques personnes de bonne volonté à fonder une Caisse des associations coopératives ». On commença avec un capital de un million, dont le souverain avait fourni la moitié ; mais on n'était pas renseigné sur les véritables voies à prendre et l'on fit peu d'opérations.

En 1865, la « Société lyonnaise de crédit au travail » fut organisée à Lyon avec un capital de 200.000 francs ; elle réussit et subsista jusqu'en 1907.

Un autre mouvement fut suscité par un religieux capucin, le P. Ludovic de Besse, de 1878 à 1886, avec le concours des cercles catholiques ouvriers. Dix-huit banques populaires furent ainsi fondées, notamment à Paris (le Crédit mutuel et populaire de la rue des Lombards, inauguré le 16 juin 1882), à Angers, à Toulouse, à Caen. Ces banques parurent avoir du succès au début, mais la plupart n'eurent qu'une durée éphémère.

Intéressantes en elles-mêmes, ces diverses tentatives demeurèrent sans signification au point de vue général. Sur environ 75 banques populaires urbaines qui ont été fondées en France, presque toutes sous la forme de sociétés à capital variable, le plus grand nombre a aujourd'hui disparu.

Actuellement, il n'en subsiste plus que 23, dont le tableau suivant donne l'énumération et les caractéristiques (1).

1. Lefèvre. *Rapport de la 2^e sous-commission de la réforme bancaire, passim.* — *Bulletin du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, passim.* — *Bulletin mensuel du crédit populaire, passim.*

VILLES	RAISON SOCIALE	DATE de fondation
Alger	Banque mutuelle	1895
Antibes	Banque populaire et agricole	1895
Brest	Banque brestoise	1897
Cagnes (Alpes-Marit.)	Banque populaire	1907
Cannes	Banque populaire	1875
Dijon	Caisse de crédit mutuel	1910
Le Havre	Banque populaire	1911
Limoges	Banque populaire limousine	1910
Lorient	Banque populaire	1898
Lyon	Banque populaire lyonnaise	1908
Lyon	Banque coopér. des assoc. ouvr. de prod.	1894
Marseille	Banque populaire	1894
Marseille	Banque coopérative marseillaise	1909
Menton	Banque populaire	1883
Montceau-les-Mines (S.-et-L.)	La Prudence	1887
Nice	Banque populaire	1875
Paris	Banque coopér. des tailleurs de France	1911
Paris	Banque fédérale de l'alimentation	1911
Paris	Banque coop. des ass. ouvr. de production	1893
Le Puy	Caisse mutuelle de crédit commerc. et ind.	1911
Saint-Étienne	Caisse de prêts aux tisseurs	1900
St-Germain-les-Belles (H.-V.)	Caisse de crédit populaire	1911
Toulouse	Banque populaire coopérative	1893

LIBRES	AFFAIRES	CAPITAL	DÉPÔTS	RÉSERVES	PORTE- FEUILLE	BÉNÉFICES
<i>En milliers de francs</i>						
410	»	»	»	»	»	»
147	4.433	104	69	41	138	12,8
»	»	250	5	7	230	26,4
130	5.192	75	»	»	»	3,1
1.000	7.000	1.400	756	800	1.444	320
»	»	»	»	»	»	»
381	2.990	200	50	»	280	2,5
272	»	»	»	»	»	»
800	»	1.000	569	159	1.633	70
»	»	600	»	»	»	»
8 (ass.)	»	50	»	»	»	»
280	»	35	»	34	585	14
»	»	159	185	4	220	4
1.201	»	671	1.297	258	1.771	51
1.172	15.000	150	»	5	»	»
390	4.850	294	519	81	»	16
53	160	»	»	»	»	»
2.500	»	»	»	»	»	»
250	9.282	139	30	918	178	10
55	»	»	»	»	»	»
25	»	»	»	»	»	»
34	183	»	»	»	»	»
608	6.652	381	181	»	»	19

Ces divers établissements sont, en général, affiliés à deux grandes fédérations qui englobent en même temps d'autres institutions similaires : le Centre fédératif du crédit populaire en France et l'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité limitée.

Le Centre fédératif a été fondé en 1889 à Marseille. Le premier congrès des banques populaires était tenu cette année-là dans cette ville, avec l'adhésion de onze banques populaires ; on y étudia les principes généraux du crédit coopératif et on constitua, sous le nom précédemment indiqué, un office central d'études et de propagande. Au 31 octobre 1913 le Centre fédératif groupait 1.244 sociétés, soit 15 banques populaires, 1.179 caisses agricoles locales, 46 caisses régionales de crédit agricole. Il publie un bulletin mensuel du crédit populaire et tient tous les deux ans un congrès.

L'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée a été fondée en 1893 ; elle a son siège à Paris et réunit aujourd'hui plus de 800 caisses, après en avoir compté 1.490 ; plusieurs centaines de caisses se sont dissoutes, en effet, à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat du 24 décembre 1897 où elles avaient vu une menace pour leur sécurité.

En définitive, à la différence de ce qui s'est passé en Allemagne et en Italie, « il est surprenant et pé-

nible de constater que, dans notre pays, malgré les efforts des apôtres les plus qualifiés, les plus éloquents et les plus convaincus, les banques populaires demeurent en très petit nombre » (1). C'est même cette insuffisance de l'initiative privée qui a poussé l'Etat à intervenir.

Pourquoi donc le crédit populaire urbain, bien qu'il réponde à de réels besoins, n'a-t-il eu que de médiocres développements ?

Il n'a pas réussi en raison des entraves apportées par la législation et les mœurs au fonctionnement des associations en général (2). Une autre cause doit être cherchée dans l'absence d'initiative des intéressés. Puis des fautes d'expérience et d'organisation sont souvent commises : on ne recrute pas les membres dans un rayon suffisamment limité, d'où difficulté de surveillance. Des crédits trop élevés sont accordés alors que les statuts ne permettaient que des crédits limités. Comme dans toute entreprise, le succès des banques populaires dépend des hommes qui les dirigent : il faut du métier et de l'expérience ; or il est difficile de trouver ces qualités quand on n'accorde pas de rémunération. Souvent ces institutions ont été un appât électoral pour certains politiciens

1. A. Rostand, *Rapport de la 3^e Sous-Commission de la Réforme bancaire*, p. 386.

2. H.-W. Wolff. Banques de Village. *Journal des Économistes*, 15 mai 1905, p. 297.

à la recherche de question à allure démocratique (1). Parfois, « elles ont été exploitées par une clientèle sans vergogne, à crédit mauvais ou faible, empruntant, puis disparaissant » (2). M. Yves Guyot attribue l'insuccès des banques populaires à ce qu'elles ont commencé « par consentir des prêts directs à long terme ; leurs ressources se trouvèrent ainsi complètement immobilisées dans des opérations souvent aléatoires. Les institutions qui ont survécu ont toutes supprimé ou considérablement réduit leurs prêts à long terme et elles font de l'escompte leur principale occupation » (3).

Ainsi, compréhension insuffisante des principes, immobilisations pour prêts à long terme dès le début, direction défectueuse, défaut d'éducation économique, telles sont les principales causes qui ont contribué à l'échec de la plupart des banques populaires. Cependant, « il ne paraît pas invraisemblable de penser que les banques de crédit populaire se répandront davantage. Elles serviront à la partie laborieuse, réfléchie, persévérante de la classe des artisans, des ouvriers, des petits commerçants ou industriels » (4).

1. Pour y obvier, on a proposé d'empêcher les administrateurs sortants d'être rééligibles, ou d'en nommer au sort.

2. A. Liesse. Crédit populaire. *Journal des Débats*, 16 avril 1912.

3. La Réforme bancaire. *Journal L'Information* du 20 février 1912.

4. Leroy-Beaulieu. *Traité théorique et pratique d'Économie politique*, II, p. 622.

Dans ces dernières années, les banques de crédit mutuel les mieux dirigées ont donné des résultats intéressants et chaque fois qu'elles ont fait preuve d'organisation et que leurs administrateurs ont montré des qualités d'ordre et de probité, elles ont trouvé les appuis qui leur étaient nécessaires.

La Banque de France leur a souvent accordé toutes sortes de facilités et une aide consistant surtout dans le réescompte libéralement accordé. Lors de la fondation de ses caisses de crédit, le P. Ludovic de Besse ayant demandé à la Banque de France l'ouverture d'un compte d'escompte, l'obtint, après deux ou trois ans de fonctionnement, à Angers, puis à Paris. D'autres banques obtinrent également la faculté d'escompte et ont pu en apprécier les avantages. M. Rayneri, l'un des plus actifs promoteurs du crédit populaire, disait qu'à la suite d'un entretien avec M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, il pouvait affirmer que « l'appui de la Banque de France est assuré aux banques populaires qui, par une saine organisation et par une prudente gestion, sauront s'en montrer dignes » (1).

A ce sujet, on peut noter l'idée intéressante de M. Sevène, président de la banque populaire de Lorient, au sujet des rapports avec la Banque de France c'est que celle-ci « pourrait utiliser comme corres-

1. *Discours* prononcé à l'issue de la 15^e session du groupe des sociétés de crédit populaire des Alpes-Maritimes.

pondants les banques de crédit populaire et les caisses agricoles » (1). On sait, en effet, qu'elle considère comme bancables certaines villes, dites rattachées, où elle n'a pas de bureau, mais seulement un correspondant qui y fait les opérations d'encaissement et de paiement.

La Banque de France ne devrait pas être seule à prêter un appui efficace aux banques populaires. Un concours aussi bienfaisant ne pourrait-il pas être apporté au crédit en faveur du petit commerce et de la petite industrie, par les Caisses d'épargne qui lui consacraient une partie des sommes affectées à leurs réserves ? « Est-ce qu'il ne serait pas vraiment plus intéressant pour elles, disait M. Fernand David à la Chambre des députés (2), au lieu de figer, d'immobiliser dans des constructions des sommes dont elles ne savent que faire, de lancer ces sommes dans la circulation du pays ? de rendre ainsi à l'épargne nationale ce qui vient d'elle, en créant, par l'utilisation même de cette épargne, des possibilités d'épargne nouvelle ? »

En Allemagne, les caisses d'épargne ont une liberté plus grande qu'en France. Dans le Grand-Duché de Bade, 20 % des déposants sont des ouvriers, 12 %.

1. Rapport de la Banque Populaire de Lorient. *Bulletin mensuel du crédit populaire*, octobre-novembre 1911, p. 306.

2. Séance du 21 déc. 1911, *Journal officiel*, Débats, 1911, p. 4183.

des artisans. Les opérations d'avances faites par les caisses d'épargne du Grand-Duché ont été de 511 millions de marks contre nantissements, 25 millions contre des billets à ordre et des effets de commerce. Les caisses d'épargne prussiennes ont placé 8.136 millions de marks dont 4.740 millions sur hypothèques et 339 millions à titre de crédit personnel, 150 millions contre billets avec caution, 80 millions contre effets de commerce. Beaucoup d'emprunteurs préfèrent s'adresser aux caisses d'épargne, vu la stabilité du taux d'intérêt, la longueur de l'avance, l'absence de commission ; ils y ont souvent recours pour installer leur commerce (1).

Sans doute, l'action de la caisse d'épargne est moins éducative que celle de la société de crédit mutuel. Mais ce n'est pas une raison pour s'abstenir de l'utiliser. L'article 13 du projet du Gouvernement du 6 novembre 1912 autorise les caisses d'épargne « à faire sur leur fortune personnelle, dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 (2), des prêts aux banques populaires. »

1. Raffalovich. L'organisation du petit crédit en Allemagne. *L'économiste français*, 14 décembre 1912, p. 861.

2. La loi du 20 juillet 1895, article 10, autorise les caisses d'épargne à employer le cinquième du capital de leur fortune personnelle et la totalité du revenu de cette fortune en « prêts aux sociétés coopératives de crédit. » Ces prêts ont atteint leur chiffre maximum en 1906 : 101.000 francs, pour une fortune personnelle de 171 millions.

En dehors des banques, les petits commerçants, les petits industriels, trouvent parfois du crédit auprès des escompteurs ou par le moyen de la commandite.

Les escompteurs ne pratiquent que l'escompte des effets de commerce, ils cherchent à discerner « la position des maisons ». Ils sont à l'affût des petits commerçants susceptibles d'avoir quelques effets en portefeuille et leur procurent les signatures exigées par les établissements de crédit. Ne disposant que d'un capital modique, ils ont recours aux banques qui ont intérêt à les laisser vivre et à s'en servir, car leur flair et leur compétence sont remarquables.

Très couramment encore, les petits commerçants trouvent du crédit chez leurs fournisseurs ; ceux-ci en quelque sorte, les commanditent. On peut même dire que le crédit en marchandises ne manque pas ; parfois, il est poussé à l'exagération.

Pour le crédit à court terme, il est fait appel aux fournisseurs qui se chargent de trouver les capitaux de roulement indispensables, ou qui livrent des marchandises sans cesse renouvelées, et payées seulement après écoulement. L'inconvénient est d'obliger le petit commerçant à conserver les mêmes fournisseurs ; il perd son indépendance. Tandis qu'il lui faudrait s'approvisionner aux meilleures sources, des produits de médiocre qualité lui sont imposés. Par contre, il y a dans certains cas, exploitation des fournis-

seurs par les petits détaillants qui abusent du crédit.

La commandite a lieu également pour le crédit à long terme, par exemple pour l'achat et la vente de fonds de commerce, notamment dans certaines corporations (épiciers, marchands de vin, liquoristes). Le commerçant ou l'industriel, dont les ressources personnelles sont insuffisantes, a souvent recours, pour l'achat d'un fonds, aux bons offices de son prédécesseur qui consent, moyennant intérêt, à ne recevoir la valeur du fonds que par acomptes éloignés. Les termes sont représentés par des billets de fonds qui vont, la plupart du temps, à des marchands en gros au lieu de rester entre les mains du vendeur ; souvent en effet, celui-ci a besoin du produit de la vente pour acheter un autre fonds. Le commanditaire perçoit une commission et des intérêts élevés parce que les billets sont à échéance éloignée (1).

1. Voici comment procèdent généralement les commerçants en gros qui pratiquent la commandite. En échange des billets de fonds qui leur sont remis, ils versent au vendeur une somme convenue. Mais, comme ils ne peuvent pas escompter ces billets qui sont souvent à plusieurs années d'échéance, ils les remplacent par un effet plus court et de somme sensiblement égale au montant des billets ; ceux-ci sont déposés à la banque en garantie de l'effet de crédit qu'elle escompte, et, à chaque échéance, le montant des billets encaissés est déduit du renouvellement de l'effet principal. Le papier ainsi créé, et progressivement amorti, se trouve suffisamment garanti par les billets de fonds et la garantie personnelle des marchands en gros qui, de plus, possèdent souvent des titres et disposent à leur banque d'un fonds de roulement important. Ce n'est pas du papier de complaisance, puisqu'il a

Le crédit de commandite, très critiquable dans le crédit à court terme puisqu'il enlève toute indépendance au commerçant acheteur, ne l'est pas moins sous la forme de crédit à long terme. S'il facilite parfois l'achat et la vente des fonds de commerce, il en fausse le prix et devient très onéreux, du fait des exigences de l'intermédiaire. Il peut aussi donner lieu à des combinaisons douteuses. Il serait à souhaiter qu'une institution de crédit à long terme pût restreindre ce trafic.

une cause commerciale, mais c'est du papier de crédit non réalisable rapidement. L'inconvénient est que, par le subterfuge des renouvellements, on transforme l'escompte, mode de crédit à court terme, en un mode de crédit à long terme.

TROISIÈME PARTIE

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

L'insuffisance et les lacunes de notre organisation bancaire en ce qui concerne le crédit aux petits et moyens commerçants et industriels, l'insuffisance de l'initiative privée en ce même domaine ont poussé l'État à intervenir.

Il serait illogique et dangereux de repousser *a priori* l'intervention de l'État. Car, s'il ne peut tout faire dans la société, il peut et il doit y faire quelque chose. Ses fonctions se multiplient et s'élargissent à mesure que les sociétés se compliquent.

Pour étudier méthodiquement l'intervention de l'État en notre matière, il faut envisager successivement :

- 1° Ce que l'État a fait ;
- 2° Ce qu'on propose de lui faire accomplir ;
- 3° Ce qu'il doit faire.

Ce dernier point formera la conclusion naturelle de notre travail.

CHAPITRE PREMIER

Ce que l'État a fait

L'intervention de l'État s'est déjà manifestée en faveur du crédit aux coopératives de production, du crédit agricole et du crédit maritime.

Les associations ouvrières de production rencontrent de graves obstacles. Fréquemment les ouvriers qui sont à la tête de l'association ne possèdent pas les qualités de technique, d'initiative et d'énergie d'un bon chef d'entreprise. Les coopératives ouvrières souffrent du manque de discipline qui fait que les associés n'acceptent pas avec assez de docilité l'autorité du camarade choisi par eux comme directeur, de l'accord insuffisant des intérêts individuels et de l'intérêt collectif. Elles souffrent aussi de la difficulté qu'ont les ouvriers à rassembler les capitaux nécessaires pour assurer la marche de leur affaire.

Au 1^{er} janvier 1912, il n'existait que 496 coopératives de production comprenant 19.323 associés (1).

1. Les coopératives ont créé quelques institutions de crédit popu-

Ce faible développement a justement préoccupé les pouvoirs publics qui ont cherché à prêter secours, par des subventions, des avances ou d'autres mesures, aux associations ouvrières de production (1).

Dès 1848, l'Assemblée nationale décidait d'ouvrir un crédit de trois millions destiné à être réparti aux associations ouvrières, sous forme de prêts à intérêts remboursables par annuités dans un délai maximum de vingt ans. Cette somme fut ultérieurement portée à 3.565.868 francs. En 1899, date à laquelle le compte fut clos, le Trésor avait recouvré 1.917.675 francs et le reste, soit 1.648.193 francs fut déclaré irrécouvrable.

Plus récemment, depuis 1893, un crédit est inscrit annuellement au budget « pour encouragement aux associations ouvrières de production et institutions de crédit mutuel ». Cette somme figure actuellement au budget du ministère du Travail (chapitre 16). A l'origine elle était de 140.000 francs, mais elle a

aire ; depuis 1863 neuf banques coopératives ont ainsi vu le jour. La plus importante est la banque coopérative des sociétés ouvrières de production, fondée à Paris en 1893.

1. Landry. *Rapport fait au nom, etc., loc. cit.*, p. 184.

2. Lefèvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la réforme bancaire, loc. cit.*, p. 160.

3. Dans le projet de budget 1914, on lit : Ch. 17. « Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit : 323.000 francs. » Ch. 22. « Encouragements aux institutions de crédit mutuel : 50.000 francs. » Ces chiffres ont été adoptés sans débat à la Chambre le 11 février 1914. *Journal officiel. Débats*, p. 654 et 655.

été élevée à plusieurs reprises pour atteindre en 1911 375.000 francs. Employée en subvention à fonds perdus jusqu'en 1901, elle sert pour le plus grande partie, depuis 1902, à accorder des prêts remboursables, par l'intermédiaire de la Banque coopérative des associations ouvrières de production de Paris ; les sommes remboursées sur ces prêts sont aussitôt réemployées en nouveaux prêts.

Le montant des fonds ainsi réemployés s'est successivement accru et a passé de 6.000 francs en 1904 et 1905 à 164.000 francs en 1911. Au 31 décembre 1911, le montant des prêts consentis par les soins de la banque coopérative depuis 1902, atteignait la somme de 1.559.000 francs ; les recouvrements effectués s'élevaient à 649.480 francs, et les sommes irrécouvrables, par suite de la déclaration en faillite de neuf sociétés, à 35.949 francs. Depuis l'origine du crédit (1893) jusqu'à la fin de 1911, la somme totale répartie, tant à titre de subvention qu'à titre d'avance, a dépassé 4 millions.

En dehors de cette aide directe, l'État a pris d'autres mesures favorables aux associations ouvrières. La loi du 20 juillet 1895 (article 10) autorise les Caisses d'épargne à employer une partie de leur fortune personnelle, jusqu'à concurrence du cinquième du capital et de la totalité du revenu, en valeurs locales émanant d'institutions du département où fonctionnent les Caisses, et notamment « en prêts aux so-

ciétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés ».

L'application de cette loi a abouti aux résultats suivants (1).

Date	Prêts à des sociétés coopératives de crédit	Total de la fortune personnelle des caisses d'épargne
	<i>En milliers de francs</i>	
31 décembre 1897. . . .	»	118.559
— 1900. . . .	17	138.318
— 1903. . . .	12	155.826
— 1906. . . .	101	171.078
— 1907. . . .	96	173.988
— 1908. . . .	100	179.462
— 1909. . . .	70	186.014

Cependant les résultats obtenus n'ont pas été jugés satisfaisants et l'on s'est proposé de faire davantage. M. Viviani, ministre du Travail, indiquait à la Chambre, à la séance du 31 janvier 1911, que le « moment était favorable pour étudier la question du crédit ouvrier » et que l'étude en était même « déjà commencée par les services compétents » (2).

1. Lefèvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la réforme bancaire loc. cit.*, p. 161.

2. *Journal officiel*. Chambre. Débats, 1911, p. 401. A cette même séance fut voté un vœu présenté par MM. Bertaux, Dumont, Métin et H. Chéron, ainsi conçu : « La Chambre résolue à donner aux travailleurs les moyens de s'élever du salariat à l'association, invite le Gouvernement à déposer le plus tôt possible un projet de loi réglant

Plus intéressante et plus complète est l'intervention de l'État en faveur du crédit agricole. Elle a donné lieu à une législation importante et plusieurs fois remaniée.

On s'est étonné parfois d'avoir vu se développer une législation spéciale au crédit agricole. Celui-ci présente de nombreuses analogies avec le crédit au petit commerce et à la petite industrie en sorte que les économistes ne sont souvent pas d'avis de créer des organisations différentes. Le président Dupin disait à l'Assemblée nationale de 1848 : « Crédit agricole, crédit industriel, crédit commercial, qu'est-ce que tout cela veut dire ? Je ne connais qu'un seul crédit et c'est le même : il se mesure à la confiance que mérite celui qui a besoin d'argent (1). » Léon Say était non moins catégorique « le crédit agricole n'est possible qu'à la condition de n'être pas exclusivement agricole » (2). Il avait en vue les effets longs des agriculteurs qui devaient être balancés par les effets courts des commerçants et des industriels.

C'était également l'avis de M. Méline qui n'éta-

le statut des coopératives ouvrières de production et instituant le crédit au travail. »

1. Cité par A. de Malarce. *Crédit populaire industriel, agricole. Journal des Economistes*, 1894, n° 198.

2. XI^e congrès du centre fédératif de crédit populaire. Paris, 1900, p. 74.

blissait pas de différence essentielle entre le crédit urbain et le crédit rural. Ainsi le projet de loi de 1889 sur les coopératives qu'il fit voter à la Chambre en 1892 reconnaissait quatre espèces de coopératives : de consommation, de crédit, ayant pour but les opérations de crédit à effectuer avec les associés ou avec d'autres sociétés coopératives, de production, mixtes. Les articles 35 et 36 étaient relatifs aux sociétés de crédit ; l'article 35 énumérait les opérations qu'elles pouvaient faire et les limitait ; l'article 36 n'accordait les immunités fiscales qu'aux sociétés qui répartiraient les bénéfices aux sociétaires au prorata des sommes payées par eux à titre de commissions, intérêts ou escompte. Le Sénat ne retint que ce qui était relatif au crédit agricole : ce fut la loi du 5 novembre 1894, suivie rapidement de nombreuses autres lois qui organisèrent le crédit à court terme et à long terme en faveur de l'agriculture et améliorèrent la législation primitive, chaque fois que l'expérience et une connaissance plus approfondie des choses de cette industrie en démontrèrent l'utilité.

L'aide de l'État a revêtu trois caractères : la dotation, la simplification des formalités, la concession d'immunités fiscales.

1° Allocation d'une dotation

Aux caisses locales, instituées par la loi du 5 novembre 1894, la loi du 31 mars 1899 est venue ajou-

ter les caisses régionales. La loi de 1899 attribuait aux caisses régionales, à titre d'avances remboursables sans intérêt, l'avance de 40 millions et le montant des redevances annuelles que la Banque de France s'engageait à verser à l'Etat, en exécution de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897. La loi du 25 décembre 1900 assigna plus tard comme limite aux avances que les caisses régionales pourraient recevoir de l'État le quadruple de leur capital versé. Le total des sommes versées au titre de redevance de la Banque dépassait, à la fin de juillet 1910, 63 millions de francs qui, joints à l'avance de 40 millions, formaient à cette époque une somme globale de plus de 103 millions de francs, mise gratuitement à la disposition du crédit agricole (1).

2° Simplification des formalités

Les statuts des caisses locales et régionales de crédit agricole ne sont pas soumis à l'approbation administrative ; ces sociétés sont définitivement constituées par le dépôt, au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce, pour être communiqué à tout requérant, de deux exemplaires des statuts, de la

1. La convention du 11 novembre 1911 a augmenté le taux de la redevance qui a atteint en 1913 13.625.484 fr. 92. De ce fait la somme acquise définitivement à l'État s'élevait au 24 décembre 1913 à 95.765.133 fr. 14.

liste des souscripteurs mentionnant qu'ils remplissent l'une des conditions voulues (affiliation à un syndicat ou à une société d'assurances mutuelles agricoles), et de la liste des administrateurs.

3° Concession d'immunités fiscales

Les sociétés de crédit agricole sont exemptées du droit de la patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Il faut encore souligner, en matière agricole, une autre intervention récente de l'Etat. La loi du 19 mars 1910, dont le vote fut hâté par la nécessité de venir en aide aux agriculteurs victimes des inondations, a pour objet d'aider à l'acquisition, à l'aménagement, à la transformation, à la reconstruction des petites exploitations rurales, en permettant à tout agriculteur, membre d'une caisse locale de crédit agricole, d'obtenir, à un taux minime, un prêt assez élevé à longue échéance. Pour cela, le législateur a organisé un crédit personnel — car la valeur personnelle de l'emprunteur est toujours en vue, — garanti par une hypothèque ou par une assurance en cas de décès. Les prêts ainsi accordés par les caisses locales peuvent aller jusqu'à 8.000 francs et doivent porter intérêt à un taux qui ne peut être inférieur à 2 %; ces prêts sont remboursables par annuités, dans un délai maximum de quinze années.

Enfin la similitude de situation des pêcheurs et des

agriculteurs a conduit le législateur à instituer, sur des bases analogues à celle du crédit agricole, le crédit maritime mutuel destiné à faciliter aux pêcheurs, au moyen de prêts, l'exercice de leur profession. Les lois du 19 avril 1906 et du 18 juin 1909 qui l'avaient organisé contenaient des mesures fragmentaires et disparates. Ces imperfections et les besoins nouveaux des pêcheurs amenèrent le Gouvernement à opérer une refonte de cette législation.

Les dispositions de la loi du 11 novembre 1913 sont claires et bien ordonnées. Elles ont profité de l'expérience acquise sous l'empire des lois précédentes et énoncent tous les perfectionnements du crédit agricole qui ont pu être adaptés aux besoins de l'industrie et de la pêche maritime. Deux sortes d'organismes sont prévus : les caisses locales et les caisses régionales. Tout ce qui concerne les personnes admises à les constituer, la participation des membres honoraires, la formation du capital, l'emploi des bénéfices, la dissolution, le contrôle des pouvoirs publics, est déterminé par la loi. Les statuts devront indiquer le champ d'action des caisses et leur mode d'administration. Les caisses locales feront l'escompte et des prêts individuels à long terme, avec certaines garanties : hypothèques ou warrants, assurance du matériel en cas de sinistre, de l'emprunteur en cas de décès. Les caisses régionales serviront seulement de banques aux caisses

locales et recevront les avances gratuites de l'Etat (1).

Aucune législation spéciale n'a encore favorisé le petit commerce et la petite industrie, mais l'État a effectué des prêts exceptionnels aux commerçants et aux industriels à trois reprises différentes : en 1830, 1860 et 1910.

Un crédit de 30 millions fut ouvert par la loi du 17 octobre 1830. Il était destiné à conjurer la crise commerciale et industrielle que les événements faisaient prévoir. Ce compte fut fermé en 1890 ; près de 6 millions furent déclarés irrécouvrables.

A la suite du nouveau régime commercial inauguré par le traité de commerce de 1860 entre la France et l'Angleterre, un crédit de 40 millions fut voté pour aider au renouvellement rapide de notre outillage industriel. Sur une créance de 52 millions (capital et intérêts compris), la perte du Trésor s'élèvera à 11 millions environ.

En 1910, la Banque de France a mis à la disposition du Trésor une somme de 100 millions, destinée à consentir des prêts « aux industriels, commerçants et artisans victimes des inondations et autres sinistres. » 2.696 demandes de prêts furent présentés, s'élevant au total à 8.532.600 francs. Les prêts défini-

1. Il est à souhaiter que les dispositions heureuses de cette loi contribuent à ranimer l'industrie de la pêche maritime qui traverse, depuis quelques années, une crise désastreuse.

tivement accordés par la commission centrale, s'élevèrent seulement à 5.003.400 francs dont 4.514.700 francs pour le département de la Seine (1).

Il faut noter enfin qu'à différentes reprises, la Caisse de prêts des fabricants d'étoffes de soie de Lyon et la Caisse de prêts des tisseurs de Saint-Étienne ont bénéficié de subventions gouvernementales (2).

A côté de ce qui a été fait par l'État français, il convient de rappeler ce qui a été fait par les États étrangers. Là, les réalisations ont été très complètes et les résultats souvent heureux. L'intervention de l'État est venue généralement après que se fût épanouie la floraison des banques dues à l'initiative privée ; toutefois, au Japon, au Danemark et en Suède, la création des institutions de crédit populaire est due à l'initiative de l'État.

Les principales institutions japonaises ayant pour objet de faciliter le crédit aux industriels et aux commerçants ont été créées de 1896 à 1902, en vertu de lois spéciales, et avec le concours de la garantie de l'État. Le Gouvernement a voulu encourager et développer le crédit dans toutes les branches de production, mais par suite de difficultés matérielles, le commerce et l'industrie n'ont pu que fort peu en pro-

1. Un délai de cinq ans, étant prévu pour le remboursement, ce n'est qu'en 1916 qu'on pourra connaître les résultats.

2. De 1900 à 1910 la caisse de Saint-Etienne, a reçu 32.500 francs en sept subventions.

fliter. L'État est intervenu dans la création de nombreuses banques, soit qu'il ait imposé son contrôle, participé à la direction, garanti des émissions d'obligations, ou inscrit au budget des fonds pour servir à en constituer le capital (1). Par la loi n° 34 de 1900, il a provoqué la création d'un grand nombre de sociétés coopératives de crédit qui se sont développées surtout après la guerre russo-japonaise.

Au Danemark, l'État a créé en 1904 un fonds spécial hors budget, formé par un capital de dotation de 30 millions, grossi des intérêts. L'administration de ce fonds dénommé Stats-Laanefonds (fonds national de prêts) ne semble pas jusqu'ici avoir donné de déboires, mais la majeure partie des prêts sont faits aux agriculteurs (2).

1. L'État nomme les gouverneur, vice-gouverneurs et directeurs de la Banque hypothécaire du Japon et garantit les obligations de la Banque Industrielle émises en France et en Angleterre. Il a inscrit des fonds au budget destinés à participer à la constitution des banques départementales pour l'agriculture et l'industrie, parmi les opérations desquelles figurent des prêts sans hypothèque d'une durée ne dépassant pas cinq ans, à des groupes d'industriels de plus de vingt membres, solidairement responsables. — Au 31 décembre 1910, on comptait 226 banques coopératives de Crédit. Lefèvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la réforme bancaire* p. 298.

2. Dans l'actif des fonds établi au 31 mars 1910, les prêts aux petits industriels étaient portés pour 149.000 Kn, soit moins de 200.000 francs somme insignifiante en regard des 24 millions 1/2 de Kn de prêts totaux consentis. Lefèvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la réforme bancaire*, p. 262.

L'État suédois fait également d'une façon régulière de nombreux prêts directs qu'on peut suivre sur les comptes budgétaires annuels. Ceux-ci toutefois n'indiquent pas à qui ces prêts sont consentis. Il existe notamment un fonds de prêts aux manufactures et un fonds de prêts pour l'industrie de la tourbe. « Il semble que ce système de prêts directs ait jusqu'ici donné de bons résultats (1). »

Toutefois, il convient de remarquer que ces cas d'intervention de l'État ont été peu nombreux. Plus généralement l'État n'est intervenu qu'à titre exceptionnel et temporairement, ou bien « pour consacrer, en leur donnant un statut légal, les formes d'association qu'une expérience déjà longue avait révélées comme les mieux adaptées aux besoins » (2). C'est ce qui s'est produit notamment en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Russie et en Suisse.

L'État prussien n'est pas resté indifférent au mouvement coopératif. Par la loi du 31 juillet 1895, il créa la Caisse centrale prussienne des Associations coopératives (Preussische Central Genossenschaftskasse) en vue de développer le crédit personnel, notamment dans les coopératives (1). Cette caisse

1. Lefèvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la réforme bancaire*, p. 317.

2. Lefèvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la réforme bancaire*, p. 371.

1. Landry. *Rapport fait au nom, etc*, loc. cit., p. 180.

est administrée par un comité de direction, dont les membres sont nommés à vie par le gouvernement prussien, sous la surveillance du ministre des Finances. Ses opérations sont soumises au contrôle de la Cour des Comptes et son budget à l'approbation du Landtag prussien. Son capital, primitivement fixé à 5 millions de marks, a été plusieurs fois augmenté et atteignait au 31 mars 1911 76.400 marks dont 75 millions proviennent d'une dotation de l'État. Le principal objet de la Caisse centrale est d'équilibrer les excédents de disponibilités de certaines associations et les besoins de crédit de certaines autres. La principale opération à laquelle elle se livre est le prêt à intérêt en compte-courant ; elle ne l'accorde qu'aux fédérations, jamais aux individus, ni même aux sociétés isolées. Le taux usuel est de 3 à 4 %. La caisse consent aussi des avances sur titres et des prêts sur marchandises. Le montant des prêts sur gage de toute nature, en cours, à la fin de l'exercice s'élevait :

Au 31 mars 1898, à 1.291.800 marks.

1901	2.126.690
1906	5.184.600
1909	13.377.200
1911	12.764.900.

La Caisse centrale fait encore un chiffre considérable d'escompte (en 1910-1911, 249.851.000 marks). Pour l'accomplissement de ces diverses opérations,

elle reçoit des dépôts à vue ou à échéance fixe, et des dépôts d'épargne ; elle peut négocier des titres, vendre et escompter des lettres de change, contracter des emprunts, acheter et vendre pour le compte de certains de ses clients.

Elle parvient à rendre service à toutes les classes et ne cherche pas de gros bénéfices. Toutefois, elle a été très combattue par les associations Schulze-De-litzsch. Celles-ci lui ont reproché d'être partielle, tyrannique, de manquer de souplesse, de n'avoir pas toujours réussi à faire les compensations, d'être une institution d'État et de pratiquer le socialisme d'État. Les associations mutuelles, soucieuses de leur indépendance, ont trouvé à satisfaire leurs besoins de réescompte et d'emprunt auprès de la Dressdnerbank, de quelques caisses d'épargne, ou de sociétés de crédit qui emploient leur surplus disponible. Parfois même, elles escomptent à la Reichsbank et empruntent sur nantissement ; un crédit leur est accordé suivant leurs forces (1).

En Italie, si l'on excepte les lois qui, dès 1888, ont autorisé les caisses d'épargne à placer une partie de leurs dépôts en avances sur titres, escompte d'effets de commerce et prêts, c'est seulement en 1904 que l'État intervient — à une époque où les institu-

1. Raffalovich. *Économiste Français*, Organisation du petit crédit en Allemagne, 18 janvier 1913 ; — Lefebvre. *Rapport à la 2^e sous-commission de la réforme bancaire*, loc. cit., p. 218.

tions de crédit populaire avaient acquis déjà, dans les villes et les campagnes, un important développement, — en créant dans les régions déshéritées des caisses provinciales de crédit agricole, à l'aide d'avances remboursables portant en général un faible intérêt.

Plus tard, un projet a fait appel à l'État d'une autre manière. Il convient d'en dire quelques mots, car, s'il ne tend pas à créer une institution d'État, il fait intervenir le concours de celui-ci par la voie de la dotation et présente certaines analogies avec les lois ou projets de lois français. Le 11 février 1910, le gouvernement de MM. Sonnino et Luzzati a déposé un projet de loi instituant une banque du travail et de la coopération. Le capital comprendrait une dotation de dix millions de lire fournis par l'État. Il serait constitué en outre, jusqu'à concurrence de 15 millions de lire au minimum, par des souscriptions de la Banque d'Italie, de la caisse nationale de prévoyance, des caisses d'épargne, des monts-de-piété et des banques populaires. La Banque du travail aurait un triple objet :

1° Fournir du crédit à la production coopérative sous toutes ses formes ;

2° Accorder des prêts aux institutions qui ont pour but la construction d'habitations ouvrières ;

3° Organiser le crédit à la pêche maritime.

Elle ferait en outre le service de caisse et de com-

pensation entre les diverses sociétés coopératives et populaires formant sa clientèle. Aux trois objets désignés correspondraient trois sections de la banque, auxquelles seraient respectivement attribués, sur le capital initial, 8 millions, 5 millions et 2 millions. La Banque serait administrée par un conseil de onze membres, dont trois seraient nommés par le Gouvernement et les autres par les diverses institutions ayant concouru à la formation du capital. Elle serait soumise à la surveillance des ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie.

Le projet a fait l'objet d'un rapport favorable de la Chambre des députés, mais la chute du ministère Sonnino-Luzzati l'a empêché de venir en discussion. Il reste cependant à l'ordre du jour.

CHAPITRE II

Ce que l'Etat se propose de faire

Depuis longtemps, les lacunes de notre organisation bancaire étaient signalées. Les Chambres de commerce avaient fait des études, des Congrès avaient émis des vœux. En octobre 1910, par exemple, au VII^e congrès des Chambres syndicales commerciales et industrielles de France et des Chambres de commerce françaises à l'étranger, on émit le vœu suivant : « que la loi accorde autant de facilités aux commerçants et industriels de toutes professions qu'aux agriculteurs et aux marins, pour la formation et le fonctionnement des sociétés de crédit mutuel. »

En juin 1912, au Congrès régional pour la défense et le développement du commerce extérieur, on demanda qu'une banque française soit créée pour faciliter le crédit au commerce extérieur.

En 1914, avant la discussion du maintien du privilège de la Banque de France, une grande enquête a été faite auprès des chambres de commerce pour con-

naître les desiderata qu'elles avaient à formuler (1). D'aucuns se sont étonnés de n'avoir vu figurer dans la publication des résultats de cette consultation que trois vœux en faveur du crédit au petit commerce. Ils ont critiqué l'esprit de cette enquête, prétendant qu'on n'y voyait pas les avis des humbles qui, dans les banques populaires, dans les caisses agricoles, dans les coopératives, s'efforcent d'obtenir le crédit en se prêtant un mutuel appui (2) ; or, on avait consulté les sociétés coopératives. Disons plutôt que les divers groupements pensèrent que le concours de la Banque de France au crédit au petit commerce et à la petite industrie venait tout naturellement de l'extension de ses services, et qu'il n'était pas bon que l'État exerçât une pression pour obtenir de nouvelles avances ou des avantages qui nuiraient au bon fonctionnement de l'institut d'émission.

« Un problème aussi complexe et aussi délicat demandait une étude prudente et réfléchie. C'est pourquoi si le Gouvernement a obtenu une nouvelle avance de 20 millions et pris des engagements en faveur du petit commerce et de la petite industrie, le

1. Ils portèrent pour la plupart sur les points suivants : 1° augmenter le maximum de présentation ; 2° faciliter le remplacement de la troisième signature ; 3° étendre la liste des titres admis en garantie 4° développer l'usage du chèque, les facilités d'escompte et de recouvrement ; 5° augmenter le nombre des succursales.

2. M. Bedouce. *Journal officiel*. Chambre, 22 déc. 1911, p. 4221.

Parlement a eu la sagesse de ne pas en régler l'emploi d'une façon hâtive (1). »

Cependant, depuis plusieurs années, un certain nombre de propositions d'initiative parlementaire, concernant le crédit mutuel, avaient été déposées. En se bornant à celles qui se rattachent à la dernière législature, il faut signaler la proposition Chaulet, du 6 mars 1911, tendant à établir en France, par la mutualité, le crédit commercial industriel et ouvrier ; la proposition Siegfried, du 6 février 1912, concernant l'organisation du crédit au petit commerce et à la petite industrie ; au Sénat, la proposition de M. Jean Codet, ayant pour objet l'extension du crédit mutuel au commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives.

Pour compléter ces indications et sans parler des déclarations faites par les ministres, soit dans la discussion du budget du ministère du Commerce, soit dans l'exposé au Parlement de réformes promises par le Gouvernement en prenant possession du pouvoir, il y a lieu d'insister sur le décret du 13 mai 1911 instituant au ministère des Finances une commission chargée d'étudier l'organisation bancaire en France et de rechercher les possibilités de la compléter, en offrant des facilités plus grandes de crédit au moyen

1. Nogaro. Banque de France. Nouvelles conventions. *Revue Politique et Parlementaire*, avril 1912, t. LXXII, p. 22.

et au petit commerce, à la moyenne et à la petite industrie (1). Dans un rapport accompagnant ce décret, M. Caillaux, ministre des Finances, exposait la situation et montrait la nécessité des innovations.

Dans la Commission, constituée en vertu de cet acte, on fit entrer des hommes d'une compétence éprouvée en ces matières délicates. Cette Commission se divisa en trois sous-commissions. La première eut pour mission d'étudier l'organisation bancaire actuelle de la France et de déterminer ses lacunes en ce qui touche la moyenne et la petite industrie, le moyen et le petit commerce (2) ; la seconde fut chargée de procéder à l'étude comparative des diverses institutions de crédit populaire ou collectif ayant fonctionné ou fonctionnant tant en France qu'à l'étranger (3) ; la troisième devait préparer et proposer un programme d'exécution et préciser les moyens d'effectuer les perfectionnements reconnus nécessaires ou seulement désirables (4).

Le 6 novembre 1912, le Gouvernement déposait un projet de loi « ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie et aux associations ouvrières de production ». Ce projet fut renvoyé à

1. *Journal Officiel*, 15 mai 1911, p. 3844.

2. Président, M. Cauwès. Rapporteur M. Chapsal.

3. Président, M. Pallain. Rapporteur M. Lefèvre.

4. Président-rapporteur, M. A. Rostand.

la Commission du commerce et de l'industrie. Le 6 mars 1913, M. Landry, député de la Corse, déposa sur le bureau de la Chambre un important rapport au nom de cette Commission.

Les divers projets qui ont été émis en matière de crédit au commerce et à l'industrie prévoient des organisations plus ou moins complexes dans lesquelles l'intervention de l'État serait plus ou moins importante.

C'est le projet de M. Garreau qui attribuait à l'État le rôle le plus considérable. Ce projet comportait un office national du crédit mutuel industriel et commercial qui aurait pour fonction de faire des opérations d'escompte et de consentir des prêts à long terme. Dans chaque département, des conseils d'escompte seraient constitués, dont les membres seraient nommés par le préfet; les demandes de crédit devraient leur être adressées et seraient soumises à leur décision, sauf appel devant le préfet et recours en dernier ressort devant un conseil supérieur; ces demandes seraient ensuite centralisées au ministère des Finances (1).

D'autres projets font encore à l'État une part importante, mais moindre cependant que dans la conception précédente. Le projet de M. Codet comporte des caisses locales, des caisses régionales et une ban-

1. Landry. *Rapport fait au nom, etc., loc. cit.*, p. 183.

que centrale de crédit mutuel au capital de 5 millions de francs fourni par l'État (1). Le critérium du petit commerçant serait la patente, le régime légal des sociétés mutuelles la loi du 5 novembre 1894. La banque centrale consentirait des avances gratuites aux caisses régionales pour une durée maximum de cinq ans, elle ferait le réescompte, recevrait des dépôts et aurait la faculté d'emprunter (2).

Dans le projet de M. Chaulet, en outre des banques locales et des banques régionales, une caisse est créée par département pour servir d'intermédiaire entre les banques locales et la banque centrale de crédit mutuel ; celle-ci serait au capital de 100 millions, fournis par la Banque de France et ferait le rées-

1. M. Codet s'appuie pour demander cette somme, sur l'échéance moyenne des effets de la Banque de France (23 à 28 jours) et prétend qu'elle équivaldrait à une somme de 40 millions, appliquée au crédit agricole (échéance des effets : 6 mois).

M. J. Codet a présenté plusieurs projets de loi relatifs à l'organisation du crédit populaire. Le 15 janvier 1907 une première proposition est renvoyée à la commission du commerce et de l'industrie ; un autre projet du 16 janvier 1908 donne lieu le 29 octobre à un rapport accepté à l'unanimité par ladite commission. Entré au Sénat, M. J. Codet présente le 17 novembre 1910 une nouvelle proposition qui aboutit à un rapport de M. Vieu, au nom de la 6^e commission d'initiative parlementaire ; le 14 janvier 1911, une commission spéciale prend le projet en considération et charge M. J. Codet d'un rapport.

2. *Journal officiel*. Documents parlementaires, 1910. Sénat, Sess. extra. Annexe 359, p. 7.

compte à 1/2 °/ au-dessus du taux de la Banque de France (1).

Le projet de Gavelle prévoyait aussi la création d'un établissement central, « le Crédit de France », mais d'une nature particulière, revêtant les formes d'une société par actions, analogue au Crédit foncier, et placée comme lui sous la surveillance de l'Etat. Le Crédit de France aurait pour objet, non pas de faire des opérations de banque, mais d'accorder, à l'aide de ressources qu'il se procurerait en émettant des obligations et d'un capital constitué par des actions et par les apports de caisses régionales de crédit mutuel, des prêts à long terme qui seraient, soit des prêts à échéance fixe, amortissables par annuités, soit des ouvertures de crédit.

Mais c'est surtout au projet du Gouvernement du 6 novembre 1912 qu'il convient d'apporter une attention particulière. Le dépôt de ce projet apparaît tardif, si l'on songe que le crédit agricole a été organisé par la loi du 5 novembre 1894 et les lois subséquentes et que le crédit maritime date déjà de la loi du 23 avril 1906. Certaines raisons peuvent justifier une aussi longue attente.

Pendant longtemps, on a donné comme axiome que le commerce et l'industrie trouvaient en France toujours du crédit. Puis, lorsque l'idée de l'interven-

1. *Journal Officiel*, Chambre. Doc. parl. 1911, annexe n° 801, p. 194.

tion a pris corps, on a pensé qu'on obtiendrait un résultat meilleur « en abordant successivement des problèmes distincts et en adoptant pour chacun d'eux des solutions appropriées. » Des circonstances particulières, qui ne se présentaient pas pour le petit commerce et la petite industrie, « avaient incité les pouvoirs publics à envisager des mesures en faveur des agriculteurs », et provoqué la création d'une législation spéciale aux pêcheurs « non moins éprouvés, au cours de ces vingt dernières années que les agriculteurs l'avaient été pendant la période précédente » (1). Enfin, la réforme apparaissait vaste, coûteuse et incertaine ; il a fallu la conclusion des conventions de 1911 avec la Banque de France et l'institution de nouvelles redevances pour que le Gouvernement déposât un projet de loi en faveur du petit et moyen commerce et de la petite et moyenne industrie. Il est indispensable de l'exposer, brièvement du moins, dans son ensemble et de faire connaître les critiques dont il a été l'objet. Nous chercherons surtout à montrer quel rôle l'État est appelé à jouer dans l'organisation projetée.

La Commission extra-parlementaire constituée en 1911 fit ressortir les deux points suivants :

1° Absence presque complète d'organisation dans

1. *Exposé des motifs* du projet de loi du 5 novembre 1912, n° 2212, *loc cit.*, p. 3.

la distribution du crédit personnel aux petits producteurs et commerçants ;

2° Insuffisance d'organisation dans la distribution du crédit à long terme aux moyennes et petites entreprises (1).

L'idée générale qui a présidé à l'élaboration du travail de la Commission est la suivante : « Tout en reconnaissant qu'un concours de l'État était nécessaire, en raison de la mentalité ambiante qui réclame son patronage, elle a cru très désirable de ne le solliciter que dans une mesure laissant plus de place à l'initiative privée et moins de prise à la responsabilité de l'État » (2). En effet, le projet du 6 novembre 1912 n'a pas visé à la création de véritables rouages d'État, mais laisse à la base du système l'initiative privée, la mutualité. L'État n'intervient que pour seconder les initiatives et en faciliter le jeu.

L'organisation du crédit à court terme est prévue à deux degrés : 1° D'abord des groupements d'intérêt et de mutuelle confiance appelés sociétés de caution mutuelle ; 2° puis des organes d'escompte et de crédit, dénommés banques populaires, qui seront à créer sous forme mutuelle.

1. *Exposé des motifs* du projet de loi du 6 novembre 1912, n° 2142, *loc. cit.*, p. 3.

2. A. Rostand. *Rapport de la 3^e sous-commission de la Réforme bancaire*, *loc. cit.*, p. 383.

I

Les sociétés de caution mutuelle constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans, sociétés commerciales, ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres, à raison de leurs opérations professionnelles. Leur capital est formé de parts nominatives, qui peuvent être de valeur inégale sans qu'aucune d'elles puisse être inférieure à 50 francs. A la souscription de ces parts, peuvent concourir, en dehors des membres qui participent aux avantages de la société, des membres non participants qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports. La société ne sera constituée qu'après versement du quart du capital souscrit. Les statuts devront régler l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société. Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

Les statuts réserveront expressément au Conseil d'administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles. Les statuts

doivent également fixer dans quelles limites et pour quelle durée les avals et endos peuvent être accordés à chaque sociétaire. Le projet prévoit aussi l'affectation du capital et du fonds de réserve, l'attribution des prélèvements et les conditions de publicité. Enfin les sociétés dont il s'agit sont exemptes de l'impôt sur la patente, ainsi que des taxes qui frappent les valeurs mobilières.

En ce qui concerne ces sociétés de caution mutuelle, il y a lieu de faire certaines observations et de répondre à certaines critiques. D'abord, il faut louer le Gouvernement et la Commission d'avoir borné le rôle du crédit mutuel au crédit à court terme (aval et endos des effets de commerce souscrits par les sociétaires, à raison d'opérations professionnelles). Il est manifeste, en effet, que le crédit à long terme est en dehors de la coopération, et que le crédit à court terme présente moins de dangers que les prêts à longue échéance : il n'immobilise pas les fonds, il est d'un emploi plus courant et plus quotidien ; comportant des risques moins graves, il n'exige pas des garanties aussi rigoureuses.

L'idée qui a présidé à la création des sociétés de caution mutuelle est excellente. Les industriels et les commerçants qui composeront ces sociétés, vivant les uns auprès des autres, pourront se connaître et s'apprécier au point de vue honorabilité et solvabilité. Avalisant et endossant les effets souscrits par

leurs adhérents, ces sociétés ajouteront leur caution au crédit personnel du souscripteur de chaque effet. La mutualité procurera ainsi la caution, à peu de frais et à risque limité pour chacun.

Le projet a montré d'ailleurs beaucoup de prudence en accordant au Conseil d'administration des sociétés le droit de prendre toutes garanties qu'il jugera utiles. On sait les obstacles que rencontrent les banquiers locaux pour avoir communication des livres de comptabilité; or il était à redouter que les difficultés fussent plus grandes encore avec le comité local d'une société de caution mutuelle, composée peut-être de concurrents du quémandeur et moins impartiaux qu'un banquier, dont l'unique souci est de faire le plus de crédit possible, avec le moins de risques. Grâce au pouvoir octroyé au Conseil d'administration de nos sociétés, ces inconvénients pourront être évités.

Les critiques n'ont du reste pas été épargnées aux sociétés instituées par le projet. On a opposé qu'elles pourront devenir des sortes de clans qui, dans les petites localités, excluront de leur sein certaines personnes; ou bien qu'il sera possible à des commanditaires mal intentionnés, de s'introduire dans l'association dans le but d'étouffer l'œuvre.

L'existence des membres non participants, rappelant les membres honoraires des sociétés de secours mutuels, a été également critiquée. En fait, ces mem-

bres apporteront la majeure partie des fonds nécessaires. Or, a-t-on dit, outre qu'il est à craindre qu'ils ne s'occupent de la société dans la seule intention de la détruire ou de l'exploiter, « l'escompte facilité comme une œuvre de charité est une formule nouvelle peut-être, mais dans l'efficacité de laquelle on peut n'avoir qu'une confiance des plus limitées » (1).

On ajoute encore : chacun a le crédit qu'il mérite ; donc on ne voit pas pourquoi il faudrait forcer les facultés de crédit de tout producteur. « Tout petit commerçant, tout petit industriel qui n'a pas subi de protêt, jouit d'un crédit illimité (2). » Mais cela n'est vrai qu'à la longue, lorsqu'un commerçant a fait ses preuves et, par une longue vie d'honneur et de probité, obtenu la confiance due à son labeur ; mais le projet vise aussi et surtout ceux qui, ayant les mêmes qualités, n'ont pu encore donner de témoignage de leur valeur. D'ailleurs, le Gouvernement ne veut en aucune mesure créer une sorte de « droit au crédit », mais rendre le crédit accessible à tout petit commerçant ou petit industriel. Ce ne sera pas un prêt complaisant qui aurait l'air d'une aumône, mais une avance justifiée, mise à la disposition d'un em-

1. M. Hausser, à la Société d'Economie politique, séance du 4 janv. 1913. *Economiste français*, 25 janvier 1914, p. 115.

2. M. Yves Guyot, La Réforme Bancaire, Journal *L'Information*, 1912, n° 285.

prunteur solvable et reposant sur l'union solidaire des associés qui demandent de l'argent pour produire.

Il n'y aura pas davantage crédit de bienfaisance quant à son prix. Le loyer moyen des capitaux est déterminé par la situation économique du marché de l'argent et il n'appartient pas à l'État d'en modifier longtemps et d'une façon sensible le cours. Certes, il est avantageux, pour les producteurs, de trouver des facilités d'emprunt au taux le plus bas possible, leur produit net s'en trouve augmenté ; mais on ne peut songer à leur octroyer un crédit gratuit. Le petit commerçant peut payer raisonnablement, sinon largement, car le capital se renouvelle vite et rapporte plus en général dans le commerce de détail que dans le commerce de gros.

Enfin, si l'on a fait appel aux bonnes volontés extérieures pour favoriser les petits commerçants et les petits producteurs, en leur procurant des capitaux abondants à un taux modéré, on a cependant voulu qu'une partie des capitaux fussent fournis par les associés. Mais « on peut craindre que la réunion des sommes indispensables soit délicate, car il est un fait d'expérience que l'État est toujours écouté lorsqu'il offre de donner de l'argent, mais qu'il ne l'est plus du tout lorsqu'il en demande » (1).

1. M. Hausser, Société d'Economie politique, séance du 4 janvier 1913, *Economiste Français*, 25 janvier 1913, p. 116.

Une question non moins difficile à résoudre sera celle du personnel, qui devra présenter des qualités certaines d'habileté et de connaissance du métier, afin d'apprécier suffisamment les forces, les ressources et les besoins de chacun. Or les administrateurs de la Société de caution mutuelle doivent être pris parmi les associés, et le projet prévoit qu'ils sont responsables de leur administration. « La crainte des responsabilités et le manque de compétence pourraient bien provoquer une crise de dirigeants. Enfin, dans les petites localités, surtout, la politique n'interviendra-t-elle pas, et ne viendra-t-elle pas fausser tout le rouage (1) ? »

Les objections précédentes ne sont pas décisives. « Moins sérieux encore, dit M. Landry, sont les reproches qu'on adresse aux sociétés de caution mutuelle de compliquer inutilement l'organisation, d'entraîner un renchérissement du crédit, ou de risquer encore de compromettre les petits commerçants qui entreront dans ces associations, en leur faisant perdre leur crédit chez les banquiers, comme si, au contraire, ces derniers n'avaient pas tout avantage à voir la surface de leurs emprunteurs accrue par l'aval d'une société dont l'intérêt est évidemment

1. M. Hausser, à la Société d'Economie politique, séance du 4 janvier 1913. *Economiste français*, 25 janvier 1913, p. 116.

2. *Rapport fait au nom, etc., Journal Officiel*, loc. cit., p. 183.

de remplir avec exactitude sa fonction de garantie (1).

Sans chercher à répondre séparément à chacune des objections soulevées, on peut juger de leur inefficacité générale en même temps que de la valeur pratique des sociétés de caution mutuelle, en considérant comment elles fonctionnent en Belgique et en Autriche.

Les banques populaires belges réescomptent directement à la Banque Nationale de Belgique. Ne pouvant connaître par le détail tous les petits effets, celle-ci a jugé nécessaire d'obtenir une sûreté. Pour cela, la Banque Nationale a constitué, à côté d'elle, dans les principales villes, des comptoirs d'es-compte dont l'unique fonction est de cautionner les effets qu'elle reçoit. Les comptoirs interviennent et acceptent le papier présenté par les banques populaires, parce qu'à côté de la garantie des signataires, ils trouvent la garantie des banques elles-mêmes (2); ils reçoivent de la Banque Nationale de Belgique

1. Il n'en est pas moins vrai que, la plupart du temps, les banquiers ne verront pas favorablement la concurrence des banques coopératives et supprimeront tout crédit aux clients qui partageront leurs affaires chaque fois que ce sera plus avantageux pour eux.

2. Ainsi la banque populaire de Gand à solidarité limitée compte 2.000 membres. Les parts sont de 200 francs et la responsabilité des adhérents est fixée à 5.000 francs. La garantie qui est nominale-ment de 10 millions est évaluée 6 ou 7 millions.

une rémunération globale prélevée sur les produits de l'escompte. Les banques populaires escomptent au taux de la Banque nationale, et perçoivent en outre une commission pour couvrir leurs frais (2).

En Autriche, ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont démontré aux industriels et aux commerçants que leur intérêt était de se grouper en associations leur permettant d'obtenir plus facilement du crédit, par l'adjonction de la garantie d'un fonds social aux garanties ordinaires. Ainsi se sont constituées, en général sous la forme d'associations à responsabilité limitée, les Sociétés de crédit autrichiennes. Non seulement elles ont pour objet de faciliter à leurs adhérents l'escompte de traites, mais encore elles pratiquent cette forme particulière de crédit qu'on appelle le crédit aux livres. Ordinairement ces associations n'opèrent pas avec leurs capitaux, mais procèdent au réescompte ; telle par exemple la Société viennoise de crédit pour l'industrie et le commerce (*Wiener Kredit Gesellschaft für industrie und handel*) qui entretient des relations étroites avec une banque comme le *Kreditanstalt*. Un autre exemple est encore fourni en Bohême, par la *Zivnostenska Banka* de Prague, qui a fondé des associations de crédit, soit entre particuliers, soit entre des « caisses d'avances », de

2. XI^e congrès de crédit populaire. Paris, 1900 p. 571.

nature coopérative. Cette banque a consenti en 1911 du crédit pour 14,8 millions de couronnes, aux membres de ces dernières, et pour 25,8 millions aux membres des premières, sans avoir eu à souffrir aucune perte.

II

Au-dessus des sociétés de caution mutuelle se placeront, d'après le projet, les banques populaires. Celles-ci ne pourront faire d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, et cela seulement pour l'exercice normal de leur commerce, de leur industrie ou de leur métier. Leurs statuts détermineront le montant maximum des escomptes et avances pouvant être consenties à chaque client et limiteront la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte.

Le capital sera souscrit par les sociétés de caution mutuelle, les syndicats professionnels, les caisses d'épargne et les associations diverses de commerçants, industriels, artisans, fabricants fondées sous le régime de la loi du 3 juillet 1901. Le Gouvernement, se rendant compte des difficultés que les banques populaires pourront rencontrer pour trouver les capitaux nécessaires à leur marche, s'est engagé à disposer en leur faveur de 12 millions, sur les 20 millions que la

Banque de France doit verser au Trésor, du fait de la convention du 11 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911. Ces 12 millions seront attribués, sous forme d'avances sans intérêts, aux banques populaires disséminées dans le pays. Ces avances ne pourront d'ailleurs excéder le double du capital versé en espèces, ni être accordées pour plus de trois ans. Elles sont renouvelables, mais immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées. La répartition sera faite par le ministre du Commerce, sur l'avis d'une commission spéciale. Enfin les caisses d'épargne sont autorisées à s'intéresser, sur leur fortune personnelle, aux banques populaires.

Les banques populaires sont le complément indispensable des sociétés de caution mutuelle. Après avoir fourni aux petits commerçants et industriels le moyen de faire avaliser leur papier, il fallait leur procurer des facilités pour l'acceptation de leurs remises ; la banque populaire apparaît comme l'organe approprié à une telle fonction. Cependant il arrivera que dans certains cas, son intervention ne sera pas réclamée. Car, si les effets garantis par la société de caution mutuelle, pourront être présentés à la banque populaire, ils pourront aussi être admis directement à l'escompte par les banques ordinaires.

La critique principale adressée aux banques popu-

lares, c'est que leurs recettes proviendront uniquement des opérations d'escompte. L'expérience montre que le principe de la division des risques doit être observé dans l'industrie bancaire plus encore qu'ailleurs ; aussi les établissements de banque se livrent-ils de plus en plus à toutes les opérations, de manière à éviter les aléas résultant de ce que M. Hausser (1) appelle les monorecettes. « Il est frappant de constater, dit cet économiste que les quelques banques populaires qui existent en France se sont vues obligées de faire autre chose que des opérations d'escompte pur. » C'est ainsi que la plupart d'entre elles se sont récemment affiliées au groupement syndical des banques de province, pour profiter justement des bénéfices supplémentaires que ce groupement procure à ses adhérents, grâce au placement des titres.

III

En ce qui concerne l'organisation du crédit à long terme, la Commission s'est heurtée à un problème difficile. L'idée d'une institution copiée sur le Crédit foncier rencontre de fortes objections. Le Crédit foncier prête aux communes, aux particuliers ou à des sociétés sur des immeubles. Or les villes ont une

1. Société d'Économie politique, séance du 4 janv. 1913. *L'économiste Français*, 25 janvier 1913, p. 116.

pérennité d'existence qui ne saurait se comparer à la durée d'aucune industrie et elles peuvent toujours demander des ressources à l'impôt ; quant aux immeubles, leur évaluation est facile. Au contraire, l'industrie est soumise à beaucoup de surprises et sa prospérité tient souvent à la valeur professionnelle et morale de celui qui la dirige. On comprend facilement que la garantie principale des obligations à émettre par une institution de crédit industriel est d'une appréciation plus délicate, moins certaine, et d'une valeur pouvant s'altérer plus facilement au cours de sa durée, que le gage hypothécaire sur lequel s'appuient les obligations du Crédit foncier. C'est pourquoi la Commission s'est montrée très prudente dans la constitution d'un organisme destiné à dispenser le crédit à long terme à la moyenne et à la petite industrie.

Le « Crédit Industriel de France » (1) est un établissement central pour le crédit à long terme, appelé à jouer en matière industrielle, un rôle analogue à celui que remplit le Crédit foncier en matière immobilière ? Cet établissement dispenserait le crédit à long terme aux seules entreprises industrielles, à l'exclusion des entreprises commerciales. Pourquoi

1. Ce nom a été substitué dans le projet de la commission du commerce et de l'industrie à celui d' « Établissement central » mentionné dans le projet du Gouvernement.

le commerce est-il ainsi écarté ? « Dans les affaires commerciales, explique M. Landry (1), le rapport du capital fixe au capital circulant est à l'ordinaire beaucoup plus faible que dans les affaires industrielles ; et ainsi les commerçants seront rarement en mesure de fournir pour les emprunts qu'ils voudront contracter, des sûretés — tout au moins s'ils s'agit de sûretés réelles, qui seront stipulées le plus souvent, — comparables à celles que les industriels peuvent offrir. » D'ailleurs, en raison même de la circulation plus rapide du capital commercial, le commerce a beaucoup moins besoin que l'industrie de long crédit.

De multiples précautions entoureront du reste la distribution du crédit à long terme aux entreprises industrielles par l'organisation dont il s'agit. Le montant des prêts consentis à une même entreprise ne pourra jamais dépasser la moitié de l'actif net de l'emprunteur. Les avances ne seront accordées que moyennant hypothèque ou autre sûreté réelle, constitution de caution ou garantie d'un contrat d'assurance en cas de décès. L'établissement prêteur exercera son contrôle sur l'emploi des sommes versées. Il ne prêtera pas sans stipuler à son profit la faculté de réclamer le remboursement anticipé de ses avances, au cas où les garanties primitivement fixées vien-

1. *Rapport fait au nom de, etc. Journal Officiel, Chambre. Doc. parl. Annexe 2590, p. 187.*

draient à être diminuées. Afin de diviser ses risques, il ne pourra pas avancer à une même entreprise plus de 0,50 % de son capital total (actions et obligations). Le Crédit industriel aura la faculté d'émettre des obligations amortissables en cinquante ans, sans que le capital réalisé de la sorte puisse excéder le montant des prêts consentis, ni le quintuple du capital actions.

Le Crédit Industriel de France bénéficiera d'un certain nombre d'avantages. D'abord, il sera placé sous le contrôle de l'État ; un décret approuvera ses statuts ainsi que la nomination du président et du vice-président du Conseil d'administration, et celle du directeur de la société ; trois censeurs nommés par décret surveilleront ses opérations. Lorsque l'établissement prêterait sur hypothèque, il jouirait, en ce qui concerne cette hypothèque, des mêmes privilèges qui ont été accordés au Crédit foncier. Enfin l'État mettrait gratuitement à sa disposition une somme de 5 millions, égale au fonds social initial, et qui servirait de fonds de réserve de garantie.

Tel est le Crédit Industriel de France qui, d'après l'espoir de la Commission du commerce et de l'industrie dont M. Landry a été le rapporteur, « ne tardera pas à devenir, par l'ampleur de ses affaires, un des rouages les plus considérables de notre organisation bancaire ».

IV

Il y a lieu de signaler enfin, dans le système projeté, un quatrième organisme appelé « Banques de participations industrielles et commerciales » (1). Ce sont des sociétés, dont le seul objet est de fournir des capitaux aux entreprises françaises, soit en souscrivant des actions, obligations ou parts commanditaires, soit en consentant des prêts à plus de deux ans d'échéance ou en cautionnant des emprunts d'une durée au moins égale.

La Commission s'est posée la question de savoir s'il convenait d'instituer, au sommet de l'organisation, une banque centrale du crédit mutuel. Une semblable institution figurait dans les projets de loi de MM. Codet, Chaulet et Genêt.

On a fait valoir, en faveur d'une banque centrale, plusieurs arguments. La banque centrale, a-t-on dit, assurerait une rapidité plus grande dans la remise des fonds aux associations et permettrait de placer ces fonds qui seraient ainsi productifs d'intérêts. On a ajouté que la banque centrale attirerait plus facilement les dépôts que les sociétés secondaires et abou-

1. La commission n'a pas conservé le nom de « Banques auxiliaires » du projet du gouvernement pour bien marquer leur indépendance de Crédit industriel.

tirait à uniformiser le taux des avances. A cela, on peut opposer que les dépôts que l'on veut attirer y seraient inutiles et, d'autre part, que la Banque de France peut remplir la partie la plus importante du rôle que l'on voudrait faire jouer à une banque centrale. Sans doute elle pourrait avoir l'heureuse influence d'un stimulant. Mais l'exemple de la Prusse est là pour nous instruire ; en bien des endroits la Caisse centrale prussienne, a rencontré des hostilités. « Et puis, surtout, c'est par le bas qu'il importe de créer le crédit mutuel ; avant de fonder une banque centrale, il faut commencer par créer de petits groupements à faible rayon (1). »

En définitive, quelle part le projet du Gouvernement, amendé par la Commission du commerce et de l'industrie fait-il à l'État ?

L'intervention de l'État en faveur du crédit commercial et industriel sera analogue à ce qu'elle a été en matière de crédit agricole. On retrouve donc ici les trois points examinés à propos de ce dernier.

1° Allocation d'une dotation.

Le système du Gouvernement est le suivant. Sur l'avance de 20 millions de francs, versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 1^{er} de la Convention du 11 novembre 1911, approuvée

1. Landry. *Rapport fait au nom, etc., loc., cit.* p. 184.

par la loi du 29 décembre 1911 ; le Gouvernement prélèvera une somme de 12 millions qu'il mettra, à titre d'avances sans intérêts, à la disposition des banques populaires constituées et fonctionnant conformément à la loi. De ces 12 millions, 2 millions seraient attribués spécialement aux banques populaires fondées par les sociétés ouvrières de production — qui continueraient d'autre part à bénéficier des subventions faisant l'objet du crédit spécial inscrit au budget du ministère du Travail et dont nous avons parlé — et 10 millions reviendraient aux banques populaires.

La Commission extraparlamentaire avait demandé une dotation plus forte. Elle avait proposé que l'avance de 20 millions consentie par la Banque de France fut attribué intégralement aux banques populaires. Le Gouvernement n'a pas cru devoir l'accorder ; il s'en est expliqué en ces termes : « Il apparaîtra sans doute que les ressources mises par l'État à la disposition des organismes créés sont modiques par comparaison avec le but poursuivi. Il s'agit en effet d'institutions nouvelles, auxquelles il est nécessaire de donner le temps de s'affirmer et de faire leurs preuves. Le Gouvernement a estimé que, quel que soit l'intérêt de l'œuvre entreprise, il n'était pas de bonne politique financière d'accorder un concours trop important à des sociétés qu'il appartient à l'initiative privée de créer et de soutenir. A sortir de ces règles

de prudence, on eut risqué de provoquer la création d'établissements éphémères, incapables d'assurer leur existence et susceptibles d'entraîner de la part de l'État des sacrifices hors de proportion avec les services rendus (1). »

Si la commission du commerce s'est ralliée à cette manière de voir, ce n'est pas qu'elle ait trouvé décisifs les arguments du Gouvernement, mais uniquement en considération des engagements pris vis-à-vis d'autres institutions existantes ou projetées ; il s'agit du crédit maritime et de la création d'une caisse nationale de réassurances agricoles (2).

D'autre part, la commission a décidé de ne point mettre à part les banques populaires fondées par les associations ouvrières de production et de faire une masse unique des 12 millions affectés à la dotation du crédit industriel et commercial. La commission a, en effet, supprimé dans le projet toute mention particulière des coopératives de production. Mais elle a spécifié que, comme les industriels et les commerçants, les sociétés commerciales pourraient entrer dans les sociétés de caution mutuelle et dans les banques populaires. Aux sociétés commerciales à capital variable que sont les coopératives de production, on appliquera le droit commun. Elles pourront donc fon-

1. Exposé des motifs du projet de la loi du 5 novembre 1912, *Journal Officiel*, loc. cit., p. 10.

2. M. Landry. *Rapport fait au nom*, etc., loc. cit., p. 184.

der des sociétés de caution mutuelle et des banques populaires, et les banques populaires fondées par elles seront admises, au même titre que les autres, à demander des avances sur les 12 millions affectés par l'État au crédit mutuel industriel et commercial.

En second lieu, le Gouvernement a proposé de mettre la somme de 5 millions de francs versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 3 de la Convention additionnelle du 28 novembre 1914, à la disposition du Crédit Industriel de France. Cette somme lui sera remise gratuitement ; elle ne concourra en aucune façon à la constitution du capital, mais servira à constituer un fonds de réserve de garantie, afin de permettre l'émission d'obligations. Les obligations ainsi émises, qui ne pourront excéder le montant des prêts consentis, ni le quintuple du capital actions, auront ainsi une garantie de 10 millions : 5 millions provenant du capital et qui pourront servir à effectuer des prêts, et 5 millions remis par l'État et placés exclusivement en rentes françaises.

On voit que la garantie de l'État est partielle. Satisfaisante au début, cette subvention deviendra précaire si le crédit industriel prend une grande extension. Aussi M. Rostand, ne voulant pas que l'épargne française pût être en danger, avait-il proposé de donner à la société nouvelle une allocation annuelle de 2 mil-

lions prélevée sur celle qui est servie à l'agriculture, au moyen de la redevance de la Banque de France. Le Gouvernement, craignant la majorité agraire du Parlement, n'a pas cru devoir entrer dans cette voie, bien que la redevance annuelle ait atteint un chiffre que l'on n'aurait pas osé espérer en 1897 (1).

2° *Simplification des formalités*

Les sociétés de caution mutuelle bénéficieront de conditions de publicité particulières et mieux adaptées à leur objet. Il en est de même des Banques populaires.

3° *Immunités fiscales*

Les sociétés de caution mutuelle sont exemptes de l'impôt de la patente et des taxes qui frappent les valeurs mobilières. La même exemption s'applique aux banques populaires.

Les banques de participations industrielles et commerciales bénéficieront, par voie d'imputation ou de restitution, du montant des taxes qu'elles justifieront avoir supportées pour les titres acquis par elles. On n'a pas voulu leur donner une immunité aussi complète, mais seulement ne pas leur faire supporter deux

1. La redevance de la Banque de France qui n'était en 1897 que de 2.742.000 francs, s'est élevée en 1913 à 13 625.484 fr.

fois les mêmes impôts : charges qui empêchent en France la diffusion des sociétés constituées sous forme d'omniums.

Si déjà les dispositions de ce projet ont été âprement discutées, la part de l'intervention de l'État n'a pas donné lieu à de moins nombreuses critiques. Après avoir exposé les arguments des interventionnistes et des partisans de l'initiative privée, nous essaierons de déterminer jusqu'à quel point les contingences et les nécessités pratiques de la vie sociale justifient la part de l'État dans la distribution du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie.

CHAPITRE III

Ce que l'État doit faire

Lorsqu'il s'agit de l'organisation du crédit populaire, deux conceptions opposées se trouvent aux prises. La première est celle de l'initiative privée seule (self-help absolu, comme disent les Anglais), la seconde est celle de l'initiative privée complétée par l'assistance de l'État.

L'initiative individuelle doit se trouver à la base de l'organisation du crédit, mais elle ne se suffit pas à elle seule, et elle doit être secondée par l'État (1).

D'abord il ne paraît pas douteux que le ressort le plus énergique du progrès est la libre activité de l'individu et que ce ressort peut être centuplé dans sa force par l'association libre des individus.

Pour fonder une banque de crédit mutuel, « il ne

1. « L'initiative privée a sans doute donné naissance à diverses institutions qui ont rendu de très grands services aux industriels et commerçants. Mais ces efforts qui groupés et coordonnés eussent été de nature à combler les lacunes de notre organisation bancaire, sont malheureusement restés isolés. » *Exposé des motifs* du projet de loi du 5 novembre 1912, n. 2212, *loc. cit.*, p. 4.

suffit pas d'être nombreux, de recevoir des dons, des legs, des subventions et surtout d'inscrire le nom de quelques politiciens influents sur la liste des membres honoraires » (1). Il ne suffit pas de se procurer les éléments extérieurs du succès, comme le capital, les patronages, l'exploitation en grand, il faut y joindre les qualités intérieures ou personnelles (2). Le crédit populaire doit prendre sa source dans le peuple lui-même, grâce à la coopération qui transforme les mœurs mal réglées des emprunteurs et permet aux travailleurs de toutes catégories, aux moyens et aux petits commerçants et industriels, de relever ou de maintenir leur condition sociale et de développer leurs aptitudes économiques. L'association coopérative de crédit, par la souplesse de ses formes et la simplicité de ses moyens, tend à diminuer la puissance d'une excessive centralisation économique.

Ainsi l'Allemagne et l'Italie se sont placées au premier rang pour le développement de leurs institutions coopératives de crédit populaire. L'initiative individuelle librement exercée a donné à l'Italie une vitalité incontestable. « Notre supériorité, disait M. Luzzatti (3), tient à ce que nous sommes libres ;

1. H.-W. Wolff. Banques de village, *Journal des économistes*, 1895, n° 5.

2. Leroy-Beaulieu : *Traité théorique et pratique d'Economie Politique*, II, p. 179.

3. Au banquet de la Société d'Economie Politique et Sociale de Lyon, 22 avril 1899.

l'épargne et la prévoyance sont choses difficiles à endiguer par des lois ; il leur faut une complète liberté. Deux grands dangers menacent les institutions d'épargne et de crédit : l'esprit sectaire et l'ingérence gouvernementale. »

En Allemagne, aujourd'hui encore, nous voyons l'initiative privée à la base de l'organisation du crédit. Le principe vital de Schulze-Delitzsch, suivant lequel la responsabilité forme le fondement le plus sérieux du crédit, n'a cessé de prévaloir. Les divers congrès organisés par les associations Schulze-Delitzsch ont toujours proclamé leur foi ardente dans le self-help ; seul moyen par lequel « les travailleurs sans crédit, sans capital, pourront s'élever à la classe supérieure des travailleurs créditaibles et atteindre vaillamment au capital. »

Cette idée a fait son chemin en France. Les instigateurs des banques populaires ont compris la vérité de la maxime : « Aide-toi toi-même » et souvent écartent résolument la participation de l'État.

Les partisans de cette non-intervention affirment qu'il n'est pas dans les fonctions de l'État de concourir à l'œuvre du crédit populaire, soit par l'apport d'un capital de fondation à une banque centrale, soit par des avances à un taux de faveur et surtout gratuites. L'argent qui tombe d'en haut est un présent funeste. Les associations sont attirées par l'appât de

la subvention, elles se bornent à être des organes cherchant à obtenir le plus de capitaux possible de l'État. On néglige les parts sociales et les réserves. La facilité d'obtenir des ressources diminue le souci d'une gestion rigoureuse, amoindrit le sens des responsabilités, n'encourage plus l'esprit d'épargne et d'économie.

De plus, l'État n'est pas qualifié pour participer à la direction d'une banque de crédit populaire, son administration est routinière, et ne peut pas connaître suffisamment les forces, les ressources et les besoins de chacun. On remarque encore que son intervention fait souvent mauvaise impression. Les populations disent : « Ce sont des caisses de l'État, nous n'en voulons pas », redoutant peut-être que ces institutions deviennent un moyen de pression électorale et d'inquisition fiscale (1).

Enfin, l'État prend une lourde responsabilité en voulant distribuer le crédit au petit commerce et à la petite industrie. Lorsqu'il videra sa corne d'abondance, il reversera seulement ce qu'il aura prélevé d'une façon ou d'une autre. Et, peut-il être certain que les ressources qu'il envisage seront toujours à sa disposition ?

1. XI^e congrès de crédit populaire, 1900. *Rapport du Dr Alberti*. Rôle de l'initiative privée, délimitation du rôle de l'Etat, p. 57 ; discussion, p. 472.

En se plaçant à un point de vue plus élevé, on peut se demander dans quelle mesure l'État a le droit de peser sur le prix du loyer de l'argent, en accordant des avantages spéciaux à des organismes particuliers venant faire concurrence à des établissements déjà existants. L'argent n'est-il pas une marchandise comme une autre, dont le loyer est régi par la loi de l'offre et de la demande ? Est-ce qu'il n'est pas anti-économique de fausser cette loi, bien que cela puisse paraître avantageux à certaines catégories d'industriels et de commerçants ? A cela, on peut répondre qu'il n'y a pas contradiction entre l'existence de lois naturelles et l'influence que le législateur peut exercer sur les phénomènes économiques. L'État ne prétend pas modifier la loi primordiale de l'offre et de la demande, mais il est légitime qu'il cherche à agir sur les conditions dans lesquelles fonctionne cette loi pour l'adapter aux besoins de la collectivité. Or le crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie intéresse la communauté nationale tout entière ; les classes moyennes sont, en France tout particulièrement, des éléments de stabilité sociale et il importe de maintenir les individus qui en font partie dans leur indépendance. L'intervention de l'État qui a pour mission de veiller à la paix sociale est donc ici suffisamment justifiée. Aussi, les sociétés du Centre fédératif du crédit populaire ont admis que des circonstances

particulières pouvaient déterminer tel ou tel pays à déroger au principe de la non-intervention de l'État (1).

Par contre, il est aisé de comprendre l'action bien-faisante de la banque populaire basée sur le self-help et l'initiative privée. Celle-ci n'est pas seulement un foyer d'affaires dont l'expérience a montré l'utilité, mais encore et surtout un foyer d'éducation pour ses adhérents. Elle perfectionne leur culture économique et sociale, leur fait mieux saisir les avantages de la mutualité, de l'épargne, du crédit.

L'État ne pourrait certainement pas arriver à de pareils résultats. Il ne peut prétendre être le cerveau de la société. Le vrai progrès de la civilisation, il faut l'attendre de l'initiative individuelle, de la libre association, de la solidarité et surtout du sentiment de la responsabilité.

Or, en France, on se tourne trop facilement vers l'État, et l'on est trop porté à lui demander son aide. Mais est-ce à dire que l'initiative privée se suffise à elle seule et qu'il faille répudier toute intervention de l'État ? Nous ne le croyons pas. Entre la notion de l'État-gendarme (2) et celle de l'État-providence, il y a place pour une équitable réparti-

1. XI^e Congrès du crédit populaire. Paris, 1900, p. 494.

2. M. Drake à ce propos disait ceci : « En France, on ne peut vivre que par l'État, et si l'on vit sans lui, on est appelé à recevoir ses coups.

tion des droits des individus et des attributions de l'État.

Certains réformateurs se méprennent sur le rôle que l'État doit jouer en matière de crédit. Il n'appartient pas à l'État de le distribuer et de chercher à réaliser la chimère du crédit universel et gratuit. Le rôle de l'État doit se borner à favoriser les initiatives privées. Si donc, constatant dans l'organisation bancaire du pays des lacunes regrettables, il établit un cadre pour les institutions qui auront à combler ces lacunes, s'il provoque la naissance et s'il aide au développement de ces institutions par des avantages d'ordre divers qu'il leur concède, par une dotation dont il les gratifie, par cet encouragement moral enfin, particulièrement précieux dans un pays comme la France, que représente l'octroi de son patronage, ne doit-on pas estimer qu'il a fait beaucoup ? Ce que l'État doit faire en somme, c'est donner une impulsion, déterminer le mouvement de solidarité et d'initiative qui s'est fait attendre trop longtemps.

L'intervention de l'État se trouve ainsi enfermée dans des limites raisonnables et pratiques, lorsqu'elle tend à promouvoir et à favoriser les bonnes volontés disposées à doter le pays d'institutions de crédit éminemment utiles.

C'est ainsi qu'un coup fâcheux fut porté en 1905 aux caisses Durand, en les soumettant à la patente. » *Revue politique et parlementaire*.
Le mouvement coopératif en France, année 1908, n° 3, p. 528.

Or, telle semble bien être la portée de l'œuvre entreprise par le Gouvernement et étudiée par la Commission du commerce.

Le projet du Gouvernement ne vise nullement à consacrer en faveur de tout producteur ou commerçant « une sorte de droit au crédit, mais seulement à faciliter aux industriels et commerçants solvables l'obtention d'un crédit justifié. » Le projet borne le rôle de l'État qui n'en demeure pas moins considérable.

1° A favoriser la constitution de divers organismes de crédit, par des simplifications de formalités et de procédure ;

2° A encourager leur développement par des immunités fiscales ;

3° A faciliter leurs opérations par des avances sans intérêt ;

4° A exercer sur leur gestion un contrôle et une surveillance qui seront d'ailleurs favorables au crédit.

En somme, l'État doit être l'auxiliaire de l'initiative privée ; mais il ne doit pas se substituer à elle. C'est bien en ce sens que se manifeste l'orientation nouvelle du crédit populaire en France.

L'œuvre entreprise par le Parlement n'est qu'un essai opportun d'un problème qui a paru à certains insoluble (1) ; il sera toujours possible, par la suite,

1. A. Rostaud à la Société d'Économie Politique ; séance du 4 janvier 1913. *Économiste Français*, 25 janvier 1913, p. 117.

de rechercher s'il ne convient pas de modifier, de restreindre ou d'augmenter les attributions et le concours de l'État en ce domaine.

Malgré cet aveu, les critiques n'ont pas désarmé et ont fait valoir que l'adoption d'un certain nombre de mesures perfectionnant les institutions actuelles et les rouages existants solutionnerait, d'une façon satisfaisante, sinon meilleure, la question du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie. M. Yves Guyot, dès le début des travaux de la Commission extra-parlementaire de la Réforme bancaire, niait même l'utilité d'institutions nouvelles et développait les conséquences nuisibles qui en résulteraient. « La commission fera-t-elle escompter des centimes ? Elle aboutira à un projet que le Gouvernement présentera comme une panacée, qui ne donnera que des déceptions et qui faussera un peu plus les notions économiques du public (1). »

Parmi les améliorations possibles, M. Hausser (2) indique, la proportionnalité des frais de protêt, la réduction des charges fixes auxquelles sont soumis les contrats nécessaires lorsqu'un banquier consent une avance ou un découvert. Il préconise aussi la simplification de la constitution des hypothèques et de leur transmission qui, actuellement, nécessite des ac-

1. *Journal des Économistes*, année 1911. n° 8.

2. Discussion de la Société d'Economie Politique, séance du 4 janvier 1913. *L'économiste Français*, numéro du 25 janvier 1913, p. 146.

tes authentiques toujours onéreux. Il signale d'autre part que le régime de la liquidation judiciaire est fort préjudiciable au banquier qui est amené à régler son concours dans la crainte de ne pas être suffisamment garanti en cas de mauvaises affaires, etc. (1).

Il n'est pas contestable, en effet, qu'il y ait lieu, dans l'intérêt du crédit au commerce et à l'industrie, de perfectionner certains rouages existants en même temps qu'on cherche à créer des organismes nouveaux et qu'il convienne également de retoucher sur différents points la législation actuelle.

Nous avons dit quels heureux résultats on pouvait attendre de l'orientation actuelle de la Banque de France, quelles tendances se manifesteraient heureusement de la part de nos établissements de crédit, quels bienfaits on est en droit d'attendre du réveil des banques régionales et locales.

En outre, il est certain que l'établissement d'une législation sur les sociétés coopératives, un perfectionnement de la législation des sociétés à capital variable, une amélioration du régime de la faillite et de la liquidation judiciaire, une réduction des frais de protêt et des frais de contrat pour avances à découvert, répondent également aux vœux du commerce et de l'industrie.

1. La législation des faillites est trop indulgente. Autrefois, les créanciers touchaient 50 %; avec la liquidation, on a des dividendes dérisoires.

APPENDICE

Le projet de loi sur le crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie, déposé par le Gouvernement le 5 novembre 1912, a été modifié par la Commission du commerce et de l'industrie qui a déposé le 6 mars 1913 un projet amendé. Nous donnons ci-dessous les deux textes.

Texte du Gouvernement

PROJET DE LOI

Ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie et aux associations ouvrières de production.

Texte de la Commission

PROJET DE LOI

Ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie.

TITRE I

Sociétés de caution mutuelle

ARTICLE PREMIER

Des sociétés de caution mutuelle peuvent être constituées entre commerçants,

Des sociétés de caution mutuelle peuvent être constituées entre commerçants,

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

industriels, fabricants, artisans et sociétés coopératives de production.

Elles ont pour objet exclusif l'endos et l'aval des effets de commerce et billets créés, souscrits et endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles.

Leur capital est formé de parts nominatives qui peuvent être de valeur inégale et à la souscription desquelles peuvent concourir, en dehors des membres qui participent aux avantages de la société, des membres non participants, qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports.

La société n'est constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales.

Elles ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles.

Leur capital est formé de parts nominatives qui peuvent être de valeur inégale, sans cependant qu'aucune d'elles puisse être inférieure à 50 francs, et à la souscription desquelles peuvent concourir, en dehors des membres qui participent aux avantages de la société, des membres non participants, qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports.

La société n'est constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

ARTICLE 2

Les statuts déterminent le siège et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à

Les statuts déterminent le siège et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à

Texte du Gouvernement

la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution.

Ils règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société. Les sociétaires ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

Texte de la Commission

la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun de ses membres contribue à sa constitution.

Ils règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société. Les sociétaires ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations effectuées par la société antérieurement à leur sortie.

Les statuts réservent aux sociétaires le droit de se retirer et de réclamer le remboursement des parts leur appartenant. Toutefois, il ne pourra être fait usage de ce droit qu'en fin d'exercice, et moyennant un préavis de trois mois.

Le remboursement des parts ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. Il ne peut excéder ni la valeur, à cette époque, des parts du

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

démissionnaire, ni leur valeur nominale. La plus-value, s'il y en a, reste acquise au fonds de réserve, sur lequel le membre remboursé n'a aucun droit.

ARTICLE 3

Les statuts fixent dans quelles limites et pour quelles durées les endos et les avals peuvent être accordés à chaque sociétaire.

Ils réservent expressément au Conseil d'administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles, sous réserve du droit pour le sociétaire discuté de réclamer le remboursement de tout ou partie des parts lui appartenant.

Ce remboursement ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. Il ne peut excéder ni la valeur, à cette époque, des parts du membre démis-

Les statuts fixent dans quelles limites et pour quelles durées les avals et endos peuvent être accordés à chaque sociétaire.

Ils réservent expressément au Conseil d'administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée, ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles.

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

sionnaire, ni leur valeur nominale. La plus-value, s'il y en a, reste acquise au fonds de réserve, sur lequel le membre remboursé n'a aucun droit.

ARTICLE 4

Le capital, de même que le fonds de réserve, est affecté à la garantie des effets avalisés ou endossés par la société. Les administrateurs sont tenus, avant de commencer à donner aucun aval ou endos, d'énoncer, dans une déclaration déposée en double au greffe de la justice de paix du siège de la société, l'emploi qu'ils ont fait du capital (placement en valeurs ou dépôts en banque). Il est donné récépissé de cette déclaration. L'un des exemplaires est transmis par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement.

Chaque année, une déclaration dans les mêmes formes doit faire connaître l'emploi du capital et du fonds de réserve.

ARTICLE 5

Les bénéfices de la société doivent être affectés jusqu'à concurrence de trois quarts au moins à la constitution d'un fonds de réserve, tant que celui-ci n'a pas atteint au moins la moitié du capital.

Les parts peuvent recevoir ensuite un intérêt égal à

Les statuts déterminent les prélèvements qui seront effectués au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes provenant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux, seront employées de la manière suivante :

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

5 % au plus de leur montant nominal.

Le surplus doit être réparti entre les membres au prorata des prélèvements supportés par eux en raison de leurs opérations.

Il ne peut en aucun cas être distribué sous forme de dividende entre les membres de la société.

A la dissolution de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit.

1° 10 % serviront à la constitution d'un fonds de réserve ;

2° On pourra ensuite donner aux parts un intérêt égal à 4 % au plus de leur montant nominal ;

3° Les trois quarts du surplus iront à nouveau au fonds de réserve ;

4° Ce qui restera sera réparti entre les membres au prorata des prélèvements supportés par eux en raison de leurs opérations.

Toutefois, les versements au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital.

A la dissolution de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit.

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

ARTICLE 6

Les sociétés autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce et qui sont soumises aux vérifications des agents de l'enregistrement dans les conditions définies par la loi des 23 avril 1871 et 21 juin 1875.

Les sociétés autorisées par le présent titre de la présente loi sont des sociétés commerciales ; dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du code de commerce.

ARTICLE 7

Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées, à l'égard des sociétés qu'autorise la présente loi, par les dispositions suivantes :

Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leur nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription, sont déposés, en quatre exemplaires, au greffe de la justice de paix du canton où la société

Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées, à l'égard des sociétés qu'autorise le présent titre de la présente loi, par les dispositions suivantes :

Avant toute opération, les statuts, la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leur nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription, sont déposés, en quatre exemplaires, au greffe de la justice de paix du canton où la société

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

a son siège. Il en est donné
récépissé.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société dépose de même en quatre exemplaires la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

Un des exemplaires de ces divers documents est, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement, les deux autres sont adressés au ministre du Commerce et au ministre des Finances.

Les documents déposés aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce par application du présent article et de l'article 4 ci-dessus sont communiqués à tout requérant.

a son siège. Il en est donné
récépissé.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société dépose de même en quatre exemplaires la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

Un des exemplaires de ces divers documents est, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement; les deux autres sont adressés au ministre du Commerce et au ministre des Finances.

Les documents déposés aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce par application du présent article et de l'article 4 ci-dessus sont communiqués à tout requérant.

ARTICLE 8

Les sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

de la présente loi sont exemptes de l'impôt de la patente ainsi que des taxes qui frappent les valeurs mobilières.

ARTICLE 9

Les membres chargés de l'administration de la société sont personnellement responsables — en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi — du préjudice résultant de cette violation.

En outre, en cas de contravention aux prescriptions des articles 4 et 7, en cas de fausses déclarations dans les documents prévus à ces deux articles, les administrateurs peuvent être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 fr.

TITRE II

Banques populaires

ARTICLE 10

Les articles 7, 8 et 9 qui précèdent sont applicables aux banques populaires qui remplissent les conditions ci-après déterminées :

1° Leur capital doit être constitué par sept souscriptions au moins et à sa formation sont admises à concourir les sociétés coopératives de production, les associations fondées par des industriels ou artisans, des

Les articles 7 et 8 qui précèdent sont applicables aux banques populaires qui remplissent les conditions ci-après déterminées :

1° Leur capital doit être constitué par sept souscriptions au moins.

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

commerçants ou détaillants sous le régime de la loi du 3 juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne ;

2° Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à 5 %. Le surplus des bénéfices, après attributions aux réserves, doit être réparti entre les clients de la banque au prorata des commissions prélevées sur leurs opérations ;

3° Les banques populaires ne peuvent faire d'opérations qu'avec des industriels, artisans, commerçants, détaillants ou des sociétés coopératives de production, pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier ;

4° Les statuts doivent déterminer le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis à chaque client et limiter la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte.

2° Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à 5 %. Le surplus des bénéfices, après attributions aux réserves, doit être réparti entre les clients de la banque au prorata des commissions prélevées sur leurs opérations ;

3° Les banques populaires ne peuvent faire d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier ;

4° Les statuts doivent déterminer le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis à chaque client, et limiter la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte.

Les associations fondées

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

par des commerçants, industriels, fabricants, artisans sous le régime de la loi du 3 juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne sont autorisés à concourir à la formation du capital des banques populaires ci-dessus définies.

ARTICLE 11

Sur l'avance de 20 millions de francs versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 1^{er} de la convention du 11 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911, le Gouvernement est autorisé à disposer de 12 millions pour être attribués sous forme d'avances sans intérêts aux banques populaires constituées et fonctionnant conformément à l'article 10 de la présente loi, savoir :

1^o 2 millions aux banques fondées par les sociétés ouvrières de production ;

2^o 10 millions aux autres banques populaires.

Ces sommes figureront à

Sur l'avance de 20 millions de francs versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 1^{er} de la convention du 11 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911, le Gouvernement est autorisé à disposer de 12 millions pour être attribués sous forme d'avances sans intérêts aux banques populaires constituées et fonctionnant conformément à l'article 10 de la présente loi.

Cette somme figurera à un compte spécial du Trésor où seront également portés les fonds de concours qui seront versés en vue de la même affectation.

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

des comptes spéciaux du Trésor où seront également portés les fonds de concours qui seront versés en vue de la même affectation.

ARTICLE 12

Les avances ci-dessus prévues ne peuvent excéder le double du capital versé en espèces, ni être accordées pour plus de trois ans. Elles peuvent être renouvelées. Elles sont immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées.

La répartition en est faite par le ministre du Commerce sur l'avis d'une commission spéciale dont les membres sont nommés par décret, pour quatre années, savoir :

1° Huit sur la proposition du ministre du commerce dont deux fonctionnaires de son département, trois membres des chambres de commerce, trois représentants des banques populaires cons-

Les avances ci-dessus prévues ne peuvent excéder le double du capital versé en espèces, ni être accordées pour plus de trois ans. Elles peuvent être renouvelées. Elles sont immédiatement remboursables en cas de violation des statuts, ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées.

La répartition en est faite par le ministre du Commerce, sur l'avis d'une commission spéciale dont les membres sont nommés par décret pour quatre années, savoir

1° Neuf sur la proposition du ministre du Commerce, dont deux fonctionnaires de son département, trois membres des chambres de commerce, quatre représentants des banques populaires cons-

Texte du Gouvernement

tituées suivant les dispositions de la présente loi ;

2° Six sur la proposition du ministre des Finances, dont deux fonctionnaires de son département et quatre représentants des banques et établissements de crédit ;

3° Cinq sur la proposition du ministre du Travail, dont deux fonctionnaires de son département, un représentant des sociétés coopératives de production, un membre de la commission supérieure des caisses d'épargne, un membre du conseil supérieur de la mutualité.

En consentant des avances à chaque banque populaire, le ministre peut, sur avis de la commission, exiger l'emploi pour moitié au maximum en valeurs admises en garantie des avances de la Banque de France.

Chaque année un rapport adressé au Président de la République rendra compte des opérations effectuées en exécution du présent article.

Texte de la commission

tituées suivant la disposition de la présente loi ;

2° Quatre sur la proposition du ministre des Finances, dont deux fonctionnaires de son département et deux représentants des banques et établissements de crédit ;

3° Trois sur la proposition du ministre du Travail, dont deux fonctionnaires de son département et un membre de la commission supérieure des caisses d'épargne ou un membre du conseil supérieur de la mutualité.

Les renouvellements seront également accordés par le ministre du Commerce sur l'avis de la commission.

Lorsque des avances seront consenties ou renouvelées à une banque populaire, le ministre pourra, sur avis de la commission, exiger que pour moitié au maximum elles soient en valeurs admises en garantie des avances de la Banque de France.

Chaque année, un rapport adressé au Président de la République rendra compte des opérations effectuées en exécution du présent article.

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

Ce rapport sera publié au
Journal officiel.

ARTICLE 13

Les caisses d'épargnes sont autorisées à faire sur leur fortune personnelle dans les conditions prévues par l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1895, des prêts aux banques populaires constituées suivant les dispositions de la présente loi.

TITRE III

ARTICLE 14

Etablissement central

La somme de 5 millions de francs versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 3 de la convention additionnelle du 28 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911, est mise à la disposition du Gouvernement en vue de contribuer à la création d'un établissement central de crédit constitué dans les conditions fixées ci-après sous forme de société anonyme par actions.

Crédit industriel de France

La somme de 5 millions de francs versée au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 3 de la convention additionnelle du 28 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911, est mise à la disposition du Gouvernement en vue de contribuer à la création d'un établissement de crédit industriel à long terme constitué dans les conditions fixées ci-après sous forme de société anonyme par actions, et qui prendra le nom de Crédit industriel de France.

ARTICLE 15

Cette société aura pour objet de consentir des prêts destinés à faciliter principalement l'aménagement, la transformation et l'amélioration d'une entreprise ou d'un outillage industriels, et accessoirement la création d'entreprises industrielles ou l'exploitation des brevets.

Ces prêts doivent avoir une durée d'un an au moins et de vingt-cinq ans au plus. Ils ne peuvent être consentis sans constitution de caution, sûreté réelle ou garantie d'un contrat d'assurance en cas de décès.

Le montant des prêts consentis à une même entreprise ne pourra jamais dépasser la moitié de l'actif net dont l'emprunteur justifiera, ni excéder 0 fr. 50 % du capital total (actions et obligations) de l'établissement central.

Lors de la réalisation du prêt, il sera stipulé les conditions de contrôle nécessaires pour suivre l'emploi

Cette société aura pour objet de consentir des prêts destinés à faciliter principalement l'aménagement, la transformation et l'amélioration d'entreprises ou d'outillages industriels, et accessoirement, la création d'entreprises industrielles ou l'exploitation de brevets.

Ces prêts doivent avoir une durée d'un an au moins et de vingt-cinq ans au plus. Ils ne peuvent être consentis sans hypothèques ou autre sûreté réelle, constitution de caution, ou garantie d'un contrat d'assurance en cas de décès.

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

des sommes versées et assurer leur remboursement. Il sera également stipulé qu'au cas où les garanties fixées lors de la réalisation du prêt viendraient à être diminuées, l'établissement central aura la faculté de réclamer le remboursement anticipé, total ou partiel, de son prêt.

Lorsqu'il y aura constitution d'hypothèque, les privilèges accordés aux sociétés de crédit foncier par les articles 19 à 25, 32 à 42 et 47 du décret-loi du 28 février 1852 et par les articles 1, 6, 7 de la loi du 10 juin 1853, seront étendus à la sûreté et au recouvrement des prêts consentis par l'établissement central et par les banques auxiliaires.

Comme garantie des prêts, la caisse nationale d'assurances en cas de décès sera autorisée à passer avec les titulaires des prêts individuels des contrats à prime unique d'effets immédiats ou différés et sans limitation de sommes, garantissant le

Lorsqu'il y aura constitution d'hypothèque, les privilèges accordés aux sociétés de crédit foncier par les articles 19 à 25, 32 à 42 et 47 du décret-loi du 28 février 1852 et par les articles 1, 6 et 7 de la loi du 18 juin 1853, seront étendus à la sûreté et au recouvrement des prêts consentis par le Crédit industriel de France.

Comme garantie des prêts, la Caisse nationale d'assurances en cas de décès sera autorisée à passer avec les titulaires des prêts individuels des contrats à prime unique d'effet immédiat ou différé et sans limitation de sommes garantissant le paye-

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

payement de tout ou partie des annuités qui resteraient à échoir au moment de la mort, le montant de la prime pouvant être incorporé aux prêts.

L'établissement central pourra consentir des prêts sous forme d'acquisitions d'obligations, mais à la condition que ces obligations soient accompagnées des mêmes garanties que les prêts ordinaires.

Il ne pourra faire d'opérations d'escompte que dans la mesure nécessaire pour le placement temporaire de ses disponibilités ou de la réalisation de ses prêts à moyen terme.

ment ou tout ou partie des annuités qui resteraient à échoir au moment de la mort, le montant de la prime pouvant être incorporé aux prêts.

Le montant des prêts consentis à une même entreprise ne pourra jamais dépasser la moitié de l'actif net dont l'emprunteur justifiera, ni excéder 0 fr. 50 % du capital total (actions et obligations, du Crédit industriel de France.

Les prêts seront consentis sous les conditions de contrôle nécessaires pour suivre l'emploi des sommes versées et en assurer le remboursement. Ils comporteront également la condition qu'au cas où les garanties fixées viendraient à être diminuées, le Crédit industriel de France aura la faculté d'en réclamer le remboursement anticipé, total ou partiel.

Le Crédit industriel de France ne pourra faire d'opérations d'escompte que dans la mesure nécessaire pour le placement temporaire de ses disponibilités.

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

ARTICLE 16

Le fonds social sera fixé à 5 millions, et divisé en actions de 500 francs chacune pouvant être libérées seulement du premier quart, nominatives ou au porteur.

Ce capital initial ne pourra être augmenté qu'avec l'autorisation du Gouvernement.

Un droit de préférence pour la souscription des actions sera reconnu aux chambres de commerce, aux groupements professionnels, industriels et commerciaux, aux établissements de crédit, aux banques privées et locales.

Le conseil d'administration sera nommé par l'assemblée générale des actionnaires.

La nomination du président et du vice-président du conseil d'administration, ainsi que celle du directeur de la société, sera approuvée par décret rendu sur la proposition du ministre des Finances.

Un décret également rendu sur la proposition du ministre des Finances désignera trois censeurs qui seront chargés de veiller à l'observation des statuts, d'assister aux séances du conseil d'administration, où ils auront voix consultative, de surveiller la création des obligations et leur émission, d'examiner les inventaires et les comptes annuels, les livres de comptabilité, l'état de la caisse, le portefeuille et toutes les écritures. Ils pourront présenter des observations à l'assemblée générale et feront tous les six mois un rapport au Président de la République sur la marche de la société.

ARTICLE 17

L'établissement central	Le crédit industriel de
pourra recevoir des dépôts	France pourra recevoir des
dont l'échéance ne devrâpas	dépôts dont l'échéance ne

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

être inférieure à trois ans.

Il pourra créer des obligations dont l'amortissement devra être effectué dans une période maximum de cinquante ans, par voie de tirages au sort annuels.

Le capital réalisé par l'émission de ces obligations ne pourra en aucun cas excéder le montant total des prêts consentis par la société, ni le quintuple du capital-actions.

devra pas être inférieure à trois ans.

Il pourra créer des obligations dont l'amortissement devra être effectué dans une période maximum de cinquante ans, par voie de tirages au sort annuels.

Le capital réalisé par l'émission de ces obligations ne pourra en aucun cas excéder le montant total des prêts consentis par la société, ni le quintuple du capital-actions.

ARTICLE 18

La somme de 5 millions, mise à la disposition du Gouvernement par l'article 14 qui précède, sera remise gratuitement à l'établissement central et servira à constituer un fonds de réserve de garantie, qui sera applicable, après le fonds social, au service des obligations.

Ce fonds sera placé en rentes sur l'Etat français déposées à la Banque de France. Les intérêts en seront acquis à l'établissement central et employés par lui à la cons-

La somme de 5 millions mise à la disposition du Gouvernement par l'article 14 qui précède sera remise gratuitement au crédit industriel de France et servira à constituer un fonds de réserve de garantie, qui sera applicable, après le fonds social, au service des obligations.

Ce fonds sera placé en rente sur l'Etat français déposées à la Banque de France. Les intérêts en seront acquis au crédit industriel de France. Ils servi-

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

titution d'un fonds de réserve spécial qui sera destiné, concurremment avec le fonds social, à la garantie du service des obligations industrielles. Il servira également à rembourser les prélèvements qui auraient été opérés sur le fonds de réserve de garantie.

ront à rembourser les prélèvements qui auraient été opérés sur le fonds de réserve de garantie, et pour le surplus, à constituer un fonds de réserve spécial qui sera destiné, concurremment avec le fonds social, à la garantie du service des obligations.

ARTICLE 19

Sur les bénéfices réalisés, il sera prélevé annuellement après déduction des sommes nécessaires pour servir 4 % d'intérêts aux actions :

1° 50 % des sommes restantes, lesquels serviront à rembourser les prélèvements qui auraient été opérés sur le fonds de réserve de garantie ;

2° S'il n'y a pas lieu à remboursement de prélèvement sur le fonds de réserve de garantie, 25 % des sommes restantes lesquels serviront à accroître le fonds de réserve de garantie.

Sur les bénéfices réalisés il sera prélevé annuellement, après déduction des sommes nécessaires pour servir 4 % d'intérêt aux actions :

1° Jusqu'à concurrence de 25 % du surplus, la somme nécessaire pour rembourser les prélèvements qui auraient été opérés sur le fonds de réserve de garantie ;

2° Une fraction de 25 % du même surplus qui, dans tous les cas, sera versée au fonds de réserve de garantie.

Texte du Gouvernement

Texte de la Commission

ARTICLE 20

Les statuts de l'établissement seront approuvés par décret rendu sur la proposition du ministre des Finances.

ARTICLE 21

Les chambres de commerce sont autorisées à acquérir sur le fonds de réserve prévu à l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 des actions et obligations de la société constituée en conformité des articles 14 à 20 de la présente loi.

Les chambres de commerce sont autorisées à acquérir des actions et obligations de la société constituée en conformité des articles 14 à 20 de la présente loi.

TITRE IV

ARTICLE 22

Banques auxiliaires

**Banques de participations
industrielles et commerciales**

Les actions et obligations des sociétés formées dans les conditions déterminées par l'article 23 ci-après, en vue de faciliter aux industriels l'obtention du crédit à long terme et à moyen terme sont assujetties aux impôts qui frappent les valeurs mobilières, mais, dans le règlement annuel des différentes

Les actions et obligations des sociétés formées dans les conditions déterminées par l'article 23 ci-après en vue de faciliter aux industriels et aux commerçants l'obtention du crédit à long terme et à moyen terme sont assujetties aux impôts qui frappent les valeurs mobilières ; mais dans le règle-

Texte du Gouvernement

taxes en clôture d'exercice, il est tenu compte, par voie d'imputation, ou, le cas échéant, de restitution, du montant desdites taxes que ces sociétés justifient avoir supportées pour les titres acquis par elles en vertu du paragraphe 2 de l'article 23 ci-après.

Texte de la Commission

ment annuel des différentes taxes en clôture d'exercice, il leur sera tenu compte par voie d'imputation, ou, le cas échéant, de restitution, du montant desdites taxes que ces sociétés justifieront avoir supportées pour les titres acquis par elles en vertu du paragraphe 2 de l'article 23 ci-après.

ARTICLE 23

Les sociétés visées à l'article précédent doivent remplir les conditions suivantes :

1° Etre constituées sous formes de sociétés anonymes par actions ;

2° Avoir pour objet exclusif de procurer des capitaux aux entreprises françaises, soit en souscrivant des actions, obligations ou parts commanditaires, soit en consentant des prêts à plus de deux ans d'échéance ou en cautionnant des emprunts d'une durée au moins égale ;

3° N'appeler qu'un quart du montant nominal de leurs

Les sociétés visées à l'article précédent doivent remplir les conditions suivantes :

1° Etre constituées sous forme de sociétés anonymes par actions ;

2° Avoir pour objet exclusif de procurer des capitaux à l'industrie et au commerce français, soit en souscrivant des actions, obligations ou parts commanditaires, soit en consentant des prêts à plus de deux ans d'échéance ou en cautionnant des emprunts d'une durée d'au moins égale ;

3° Limiter au triple du capital social versé l'ensem-

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

actions, ou, en cas d'appel d'une quotité supérieure, placer le surplus en valeurs admises en garantie des avances de la Banque de France ;

4° Limiter au triple de leur capital social l'ensemble de leurs prêts et engagements de toute nature et au vingtième de ce maximum les prêts ou cautionnements accordés à une même entreprise ;

5° Ne pouvoir émettre d'obligations pour une somme supérieure au montant de leurs prêts et engagements ;

6° Ne recevoir de dépôt qu'à trois ans au minimum d'échéance ;

7° Ne faire d'opérations d'escompte que pour le placement temporaire de leurs disponibilités ou la réalisation de leurs prêts à moyen terme ;

8° Reconnaître aux porteurs de leurs obligations le droit de se réunir en assemblée générale, de recevoir les mêmes communications que les actionnaires, de nommer des représen-

ble de leurs prêts et engagements de toute nature, et au vingtième de ce maximum les capitaux fournis ou les cautionnements accordés à une même entreprise ;

4° Ne pouvoir émettre d'obligations pour une somme supérieure au montant de leurs souscriptions, prêts et engagements ;

5° Ne recevoir de dépôt qu'à trois ans au minimum d'échéance ;

6° Ne faire d'opérations d'escompte que pour le placement temporaire de leurs disponibilités ;

7° Reconnaître aux porteurs de leurs obligations le droit de se réunir en assemblée générale, de recevoir les mêmes communications que les actionnaires, de nommer des représentants, enfin de décider éventuellement des actes conservatoires et tous autres actes nécessaires dans un intérêt commun en conformité avec les statuts.

En cas d'inobservation d'une quelconque des conditions ci-dessus énumérées,

Texte du Gouvernement

Texte de la commission

tants, de décider éventuellement des actes nécessaires dans un intérêt commun.

En cas d'observation d'une quelconque des conditions ci-dessus énumérées, les sociétés perdent immédiatement le bénéfice des dispositions de l'article ci-dessus.

les sociétés perdent immédiatement le bénéfice des dispositions de l'article ci-dessus.

ARTICLE 24

Toutes les sociétés, de quelque nature qu'elles soient, dont la création est prévue aux différents titres de la présente loi, devront être constituées sous le régime de la loi française.

Les souscripteurs du capital et les administrateurs devront être Français.

Toutes les sociétés, de quelque nature qu'elles soient, dont la création est prévue aux quatre premiers titres de la présente loi, devront être constituées sous le régime des lois françaises.

Les souscripteurs du capital et les administrateurs devront être Français.

Ces sociétés seront soumises aux vérifications des agents de l'enregistrement dans les conditions définies par les lois des 23 août 1871 et 21 juin 1875.

ARTICLE 25

Un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Vu : le *Président de la Thèse*,
A. SOUCHON

Vu : Le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BARETY (L.). — La concentration des banques de province en France. *Annales des Sciences politiques*, 1910.
- BATBIE. — Crédit populaire, 1864.
- CAUVÈS. — Cours d'économie politique.
- COURTOIS. — Banque de France.
- DOMERGUE (J.). — La question des sociétés de crédit. Bar-le-Duc, 1909.
- DRAKE. — Le mouvement coopératif en France. *Revue politique et parlementaire*, mars 1908.
- FLOUR DE SAINT-GENIS. — La Banque de France à travers le siècle, 1896.
- GIDE (Ch.). — Principes d'économie politique.
— Cours d'économie politique.
- GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques.
- GUYOT (Y.). — La Réforme bancaire. *L'Information*, 1912, n^{os} 19, 35, 42, 49, 257, 258, 285, 292.
- HIERNAUX (L.). — Organisation du crédit au travail.
- HUBERT-VALLEROUX. — La coopération.
- LEFRANC. — La liberté de commerce et les établissements de crédit, 1910.
- LEROY-BEAULIEU. — Traité théorique et pratique d'économie politique.
- LIESSE (A.). — Crédit populaire. *Journal des Débats*, 16 avril 1912.
- MALARCE (A. De). — Crédit populaire, industriel, agricole. *Journal des Économistes*, 1894, n^o 198.

MICHEL (G.). — La coopération d'après le dernier congrès international. *L'Économiste français*, 1895, n° 47.

NOGARO (B.). — Banque de France. Nouvelles conventions, *Revue politique et parlementaire*, avril 1912.

RAFFALOVICH. — Le petit crédit en Allemagne. *Économiste français*, 1910, n° 43.

— Organisation du petit crédit en Allemagne. *Economiste français*, 1912, n° 50, 1913, n° 3.

RAYNERI (CH.). — Manuel des banques populaires.

ROSTAND. — L'action sociale par l'initiative privée, 1892.

SERVAIS (E.). — Banques d'émission, 1911.

VIGANO (F.). — Banques populaires. Edition française, 1875.

WOLFF (H.-W.). — Banques de village.

Actes du congrès international de crédit populaire tenu à Paris du 8 au 11 juillet 1900 (XI^e Congrès du centre fédératif de crédit).

Annales des sciences politiques.

Bulletin du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale
(Ancien bulletin de l'office du travail).

Bulletin mensuel de crédit populaire.

Commission extra-parlementaire pour la réforme bancaire.
Rapports des sous-commissions.

Economiste Français.

Journal des Economistes.

Journal Officiel.

L'Information.

Rapports aux assemblées générales des actionnaires de la Banque de France, du Comptoir National d'Es-compte, du Crédit Lyonnais, de la Société Générale.

Le Rentier.

Revue Politique et Parlementaire.

Revue Politique Internationale.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5

L'organisation bancaire et les grosses entreprises. — Évolution économique des phénomènes de crédit dans le monde. Les banques populaires à l'étranger. — Le crédit populaire et le socialisme. Les idées de Proudhon. — Aspirations, importance et rôle des classes moyennes.

PREMIÈRE PARTIE

Principes d'organisation du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie.	17
---	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Crédit personnel. Critérium du petit commerçant, du petit industriel . . .</i>	18
--	----

Crédit personnel et crédit réel. Évolution du crédit commercial. — Caractère personnel du crédit populaire. — Détermination du petit commerçant, du petit industriel. — Les indices.

CHAPITRE II. — *Notion et objet du crédit populaire* . . . 28

Le crédit ouvrier. Le crédit aux sociétés coopératives de production, de consommation. — Le crédit populaire : objet et but. — Le producteur autonome. Nécessité de l'encourager.

CHAPITRE III. — *Modes de répartition du crédit*. . . 36

Crédit à court terme : l'association mutuelle. — Crédit à long terme : obstacles auxquels on se heurte. Réalisations à l'étranger : Angleterre, Japon, Bohême.

CHAPITRE IV. — *Formes diverses du crédit* . . . 41

L'escompte. — Le prêt direct. — Le découvert en compte courant. Son usage en Italie, en Écosse, en Autriche. — Les avances sur titres. — L'escompte des créances : le crédit aux livres. Applications en Autriche. Son avenir en Allemagne. — Escompte de mémoires et de factures. Avances sur travaux.

CHAPITRE V. — *Les garanties*. 52

La caution. — La solidarité. Responsabilité limitée et responsabilité illimitée ; exemple du crédit agricole. — Difficultés spéciales au crédit populaire. — L'assurance sur la vie. Modes et applications. L'assurance mixte. L'assurance, moyen de crédit en Allemagne.

CHAPITRE VI. — *Les ressources* 67

Principes Schulze-Delitzsch et Luzzatti. — Capital ; fonds de réserve ; dépôts. — Recrutement des membres. — Le prix du crédit ; la répartition des bénéfices.

Difficultés d'organisation du crédit populaire.

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation actuelle. Son insuffisance et ses lacunes.	77
CHAPITRE PREMIER. — <i>La Banque de France</i>	80
Services rendus au petit commerce et à la petite industrie. — Les statistiques de la Banque. — La question des places bancables, du papier déplacé. — Orientation nouvelle. — Rôle comparé de la Reichsbank.	
CHAPITRE II. — <i>Les grands établissements de crédit</i>	94
L'accumulation des capitaux. Conséquences. — La politique des sociétés de crédit. — La concentration bancaire en Allemagne ; ses résultats.	
CHAPITRE III. — <i>Les banques locales</i>	106
Leur rôle. Décadence et réveil. — Extension des banques régionales. — La concurrence bancaire.	

TROISIÈME PARTIE

L'intervention de l'État	135
CHAPITRE PREMIER. — <i>Ce que l'État a fait.</i>	136
Exemple des associations ouvrières de production ; du crédit agricole ; du crédit maritime. — Les avances au commerce et à l'industrie en 1830, 1860 et 1910. — Ce qui a été fait à l'étranger. Initiatives dues à l'État : Danemark, Japon, Suède. Initiatives postérieures de l'État : la Caisse centrale prussienne. Le projet Sonnino-Luzzatti.	

CHAPITRE II. - *Ce que l'État se propose de faire* . . . 153

Vœux divers. Projets Garreau, Codet, Chaulet, Gavelle. — La commission pour la réforme bancaire; ses conclusions. — Le projet du Gouvernement amendé. Analyse. Les sociétés de caution mutuelle; en Belgique et en Autriche. Les banques populaires. Le crédit industriel de France. — Les banques de participation. — Triple manifestation de l'intervention de l'État.

CHAPITRE III. — *Ce que l'État doit faire* 183

La conception du self-help absolu. Ses avantages. Son insuffisance en France. — L'intervention de l'État. Inconvénients et avantages. — Conclusions. Perfectionnements à apporter à la législation actuelle.

APPENDICE. 193

Le projet de loi du Gouvernement du 5 novembre 1912. — Le projet de la Commission du commerce du 6 mars 1913.

BIBLIOGRAPHIE 219

